

Rapport d'activité 2009

SOMMAIRE

Préface	7
Introduction : Quelques résultats saillants des travaux du CEPIL ...	9
MONNAIE ET FINANCES INTERNATIONALES	15
Conséquences économiques et financières de la crise des <i>subprimes</i>	17
Crise financière : contagion aux marchés émergents	17
La vulnérabilité des systèmes financiers des pays émergents suite à la crise du marché des prêts hypothécaires aux États-Unis	18
Imperfections du marché du crédit, taille des marchés financiers et dynamique macroéconomique aux États-Unis	18
Autres projets sur la crise financière mondiale	19
Monnaie et taux de change	20
Taux de change d'équilibre : déterminants et impacts sur la croissance économique	20
Régimes de change des pays producteurs de pétrole	22
Bilan de la dollarisation dans les pays en développement	22
Le système monétaire international face à la crise	23
Évaluation des effets d'une variation de l'euro sur l'économie française : une approche de micro-macro simulation	23
Investissement direct étranger : la montée des pays émergents et l'expérience des PECO	24
Relation entre IDE Sud-Sud et Nord-Sud	24
Enjeux des prises de contrôles des banques nationales par les banques étrangères dans l'offre de crédits bancaires : le cas des PECO	25
POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET STRUCTURELLES	27
Politiques macroéconomiques	29
Crédibilité du Pacte de stabilité et de croissance : analyse des données d'enquête	29
Soutenabilité budgétaire : concept et mesures	30
Économie de l'euro	30
Migrations	31
Occupation des immigrants et des natifs : convergence ou "gaspillage des talents" ?	31
Émigration et transmission de connaissance dans l'industrie française	31
Les migrants face à la crise	32
Remises migratoires et développement financier	33
Financement des retraites et vieillissement de la population	33
Soutenabilité des systèmes de retraites en Europe (OLGAMAP)	34
Évaluation d'une proposition de réforme du mode de calcul des retraites en France (OLGAMAP)	34

SOMMAIRE

Fiscalité	35
Politiques fiscales nationales en monnaie unique	35
Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel	36
 INTÉGRATION INTERNATIONALE	39
Tendances de la productivité à long terme	41
Productivité du travail : les divergences entre les pays développés sont-elles durables ?	41
Investissement immatériel	42
Atelier productivité	42
Dynamiques industrielles	43
Indicateurs de bien-être	43
 Grandes économies émergentes	43
L'Union européenne face aux économies émergentes	43
Le nouveau modèle de développement économique du Brésil et son implication pour les échanges avec l'UE	44
Performances de la Chine à l'exportation	45
Les filiales d'entreprises japonaises et leur impact sur les maisons-mères	45
Les grands pays émergents face à la crise financière	46
 Mondialisation	47
Panorama de l'économie mondiale	47
Groupe d'analyse de la mondialisation	47
 Environnement	47
Bilan de la modélisation des impacts économiques du changement climatique	47
Cycle sur le réchauffement climatique	48
Équivalence entre taxation et permis d'émission échangeables	48
 ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	51
Bases de données d'échanges internationaux	53
CHELEM – Commerce international	53
CHELEM – Balance des paiements	54
CHELEM – PIB	54
La question des réexportations et des réimportations	54
BACI et données bilatérales en lignes tarifaires	55
Base bilatérale d'échanges de services	56
Données individuelles d'échanges de services	56
 Compétitivité-qualité	57
La compétitivité-qualité dans le monde	57

SOMMAIRE

Protection commerciale et barrières aux échanges	58
Coûts de transport et prix du commerce	58
Impact du prix du pétrole et des contraintes environnementales sur les coûts de transport : effets sur le transport aérien et la géographie du commerce mondiale	58
Évaluation des accords bilatéraux européens	59
Terrorisme, mesures sécuritaires et commerce	59
Réseaux ethniques et commerce international	60
Commerce, biens intermédiaires importés et décisions des entreprises	61
Finance, taux de change et commerce	61
Effet du développement financier sur le commerce international	61
Variation du taux de change et commerce	62
Impact du taux de change dans un duopole	63
Le commerce mondial et la crise	64
Investissements étrangers et stratégies des firmes multinationales	64
Arbitrage entre investissement étranger et exportation	65
Impact de l'entrée des firmes multinationales sur la productivité des entreprises domestiques	65
Organisation des firmes multinationales et commerce intragroupe	66
Négociation salariale et firmes multinationales	67
POLITIQUES COMMERCIALES	69
Mesure des barrières aux échanges	71
Mesure des barrières aux échanges : MacMap	71
Mesure des barrières aux échanges de services	71
Développement et diffusion du modèle MIRAGE	72
Diffusion de MIRAGE	72
Améliorations de MIRAGE	73
Sentier dynamique de MIRAGE	73
Commerce, agriculture et environnement	74
Biocarburants et politique commerciale	74
Commerce et politique environnementale	75
Investissement direct à l'étranger	75
Base Investissements directs à l'étranger	75
Négociations commerciales internationales	76
Flexibilité dans les négociations commerciales sur les produits non agricoles	76
Simulation des agendas de négociations	76

SOMMAIRE

Évaluation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada	77
Déterminants et ampleur de l'évasion douanière	78

LES ANNEXES

Annexe 1 : Les publications du CEPII	79
Annexe 2 : Les <i>Documents de travail du CEPII</i> et les <i>Rapports d'étude du CEPII</i>	91
Annexe 3 : Le site Internet du CEPII	111
Annexe 4 : Publications (hors CEPII)	119
Annexe 5 : Articles signés dans la presse, interviews, citations dans la presse écrite française	127
Annexe 6 : Rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations	147
Annexe 7 : Rencontres organisées par le CEPII et le <i>Club</i> du CEPII	151
Annexe 8 : Communications et interventions à des colloques et à des séminaires	183
Annexe 9 : Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts	195
Annexe 10 : Relations internationales du CEPII	201

PRÉFACE

C'est un grand plaisir de préfacer pour la première fois le rapport annuel du CEPII. Je connais le Centre depuis de nombreuses années, mes fonctions m'ayant successivement amené à m'intéresser de près à plusieurs des thèmes sur lesquels le CEPII excelle – les économies émergentes, le système monétaire international, le financement de la croissance en Europe centrale et orientale... J'ai ainsi pu mesurer l'utilité d'une recherche et d'une expertise indépendantes sur des sujets à la fois techniques et polémiques. Cet effort est particulièrement nécessaire dans une Europe qui peine à faire entendre sa voix sur la scène économique mondiale. C'est donc avec enthousiasme que j'ai accepté, à l'automne dernier, de prendre la Présidence du Conseil du CEPII.

L'année 2009 a vu la conjoncture mondiale se retourner, avec un rythme de reprise toutefois très différent selon les régions du monde. En Europe, les perspectives ont été assombries par la crise de la dette souveraine, laquelle a rapidement soulevé des questions très profondes sur le modèle économique de la zone euro. Le CEPII a été très présent tout au long de l'année pour décrypter l'actualité et en tirer toutes les implications. Il a aussi été actif sur nombre de questions liées à la crise : régulation financière, chute et rebond du commerce mondial, hausse du dollar. C'est dans ces périodes de ruptures que les analyses du CEPII s'avèrent les plus précieuses, en raison de leur caractère structurel : lorsque le cadre de l'économie mondiale vacille, il faut beaucoup de recul pour comprendre les différents scénarios possibles.

Cette activité n'a pas empêché les chercheurs du CEPII de continuer de développer les outils – bases de données, modèles – qui contribuent à sa renommée, ainsi que ses axes stratégiques de recherche, en particulier dans le domaine des politiques commerciales, de la mondialisation des secteurs de services, des prix du commerce, des flux de capitaux internationaux, des migrations, des économies émergentes.

La production écrite du CEPII a été très abondante en 2009, avec en particulier 39 documents de travail et 64 publications dans des revues (dont 37 dans des revues à comités de lecture). La pertinence et l'aura du CEPII sont ancrées dans cette recherche validée par la communauté scientifique internationale. Le CEPII a, par ailleurs, organisé de nombreuses conférences et réunions de travail en 2009, certaines en collaboration avec le Club du CEPII ou avec d'autres partenaires en France et à l'étranger. Saluons cette présence du CEPII auprès de publics variés, du monde de la recherche à celui de l'entreprise, en France et dans le monde.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture de ce rapport d'activité 2009.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION*

QUELQUES RÉSULTATS SAILLANTS DES TRAVAUX DU CEPII EN 2009

Les recherches du CEPII en 2009 ont naturellement été marquées par la crise économique et financière mondiale. Le programme **Monnaie et finances internationales** a été particulièrement mis à contribution. Des réflexions menées au CEPII, il ressort que le G20 s'est attaqué à des dimensions réglementaires et macrofinancières importantes de la crise mais a laissé en suspens des questions difficiles telles que l'aléa de moralité dans le monde d'après le sauvetage des banques, le compromis à trouver entre stabilité financière et coût du capital, le périmètre de la régulation financière (avec par exemple la question des *hedge funds*), l'enjeu que représente, pour les banques centrales, leur mandat nouveau (ou redécouvert) en matière de stabilité financière, et l'efficacité de la revue par les pairs pour remédier aux déséquilibres mondiaux. Par ailleurs, on peut noter que le G20 a été particulièrement actif sur les sujets "G7" (régulation financière), tandis que, pour les grandes économies émergentes, la priorité est d'éviter le protectionnisme, de réformer les institutions internationales et... de développer (plutôt que de restreindre) le secteur de la finance. Sur ce dernier point, les recherches menées au CEPII jettent un doute sur les bienfaits des investissements directs étrangers dans le domaine bancaire : en Europe Centrale et Orientale, l'entrée des banques étrangères a, toutes choses égales par ailleurs, réduit le taux moyen de créations d'entreprises, révélant des problèmes aigus d'asymétries d'information.

La question des déséquilibres mondiaux, sujet "G20" par excellence, n'a pas été abordée avant la réunion de Pittsburgh de septembre 2009. Or, la crise financière a accru les tensions sur le système monétaire international, l'absence d'ajustement monétaire en Asie étant en particulier perçue comme l'une des causes de la crise. Un important travail a été réalisé au CEPII sur ces questions en 2009. Ils suggèrent que l'appréciation du dollar au début de la crise a bien résulté d'un effet "valeur refuge", mais que c'est moins le dollar que les bons du Trésor américains qui ont attiré les investisseurs. Le déséquilibre de l'économie américaine, lui, s'est accentué au début de la crise, les États-Unis étant "longs" en actifs risqués et "courts" en actifs non risqués. Les travaux réalisés cette année confirment aussi l'impact négatif d'une surévaluation du taux de change sur la croissance, un comportement différent des monnaies asiatiques et occidentales autour de leurs valeurs d'équilibre et une sensibilité des ancrages de change nationaux aux crises non seulement locales mais aussi mondiales. Dans l'ensemble, le point de vue du CEPII sur le système monétaire international est que la crise pourrait bien accélérer l'évolution du système monétaire international vers un système multipolaire.

Le programme **Politiques économiques et structurelles** a, quant à lui, abordé la crise sous l'angle de la soutenabilité des finances publiques et de l'utilité de dispositifs tels que le Pacte de stabilité et de croissance (PSC). On ne peut être que frappé par la difficulté qu'ont les économistes à caractériser les finances publiques d'un pays comme soute-

* Ce document a été approuvé lors du Conseil du CEPII du 31 mars 2010.

nables ou non soutenables. Le chapitre de synthèse de *L'économie mondiale 2010* sur ce sujet révèle le peu de littérature convaincante sur ce thème. La crise remet en cause le dispositif de coordination des politiques économiques en Europe. Le CEPII avait, de longue date, plaidé pour un élargissement de la surveillance au-delà de l'épargne publique, prenant en compte aussi l'épargne nette privée. La recherche menée en 2009 sur le PSC conclut que, sauf en France, le PSC n'a pas amélioré la qualité des prévisions des experts. En revanche, la mise en place du PSC semble avoir accru la crédibilité des prévisions budgétaires de la Commission européenne et, dans une moindre mesure, des autorités nationales en France, en Italie et au Royaume-Uni. Ces résultats suggèrent qu'en dépit de ses insuffisances, le PSC a contribué à ancrer les anticipations budgétaires dans ces trois pays.

Dans le domaine des migrations, des résultats ont été obtenus sur la question du "gaspillage de talents", c'est-à-dire l'inadéquation des emplois occupés par les travailleurs immigrés par rapport à leurs qualifications. La recherche menée suggère que ce gaspillage tend à diminuer avec la durée du séjour dans le pays d'accueil, mais qu'il dépend aussi des politiques des pays d'accueil, du niveau de formation des migrants, de leur proximité ethnique et linguistique avec le pays d'accueil et d'effets de réseaux. Une seconde recherche a porté sur l'émigration française. Les premiers résultats montrent que la sélectivité de l'expatriation française est plus forte vers les États-Unis et le Canada (où elle tend à augmenter) que vers l'Europe (où elle reste stable). La sélectivité s'explique en partie seulement par le fait que les expatriés travaillent dans les secteurs les plus productifs (effet de composition). Les expatriés français vers l'Europe et le Canada perçoivent des salaires identiques à ceux des autochtones aux caractéristiques identiques. En revanche, les expatriés vers les États-Unis perçoivent une prime par rapport à leurs homologues américains indépendamment de leur niveau d'éducation, de leur secteur d'activité ou de leur profession. Ces résultats suggèrent que les expatriés sont véritablement sélectionnés parmi les individus les plus productifs. Enfin, un troisième travail sur les migrations s'est intéressé à l'effet de la crise. La contraction des flux migratoires dans le monde a été accentuée par le durcissement des politiques migratoires. La baisse des remises des migrants est un handicap important pour des pays en développement qui, traditionnellement, subissent les crises avec un certain retard mais plus durablement que les pays avancés.

Sur la fiscalité, enfin, les recherches menées mettent l'accent sur les externalités d'un impôt pourtant levé sur une base peu mobile – la TVA. L'étude de la hausse de TVA allemande en 2007 révèle un impact négatif sur les partenaires européens, une partie de cet effet étant lié à la monnaie unique. Si l'on s'interroge maintenant sur la manière d'organiser la fiscalité susceptible le mieux de préserver la compétitivité, il ressort un fort antagonisme entre compétitivité et équité : sauf à sacrifier sa compétitivité fiscale, la France aura du mal à préserver son modèle social sans une coordination au niveau européen. La dégradation des finances publiques durant la crise pourrait accroître l'appétence des partenaires européens pour une telle coordination. Dans l'immédiat, la piste d'un élargissement de certaines bases fiscales (notamment

celle de l'impôt sur les sociétés) avec baisse du taux d'imposition, mériterait d'être explorée, notamment parce qu'elle pourrait réduire les distorsions de financement, les opportunités d'optimisation et l'inégalité entre petites et grandes entreprises, dans un environnement où le dynamisme des exportations viendra en grande partie des entreprises de taille moyenne.

Le programme **Intégration internationale** aborde des sujets assez divers dont les principaux apports en 2009 peuvent être résumés comme suit.

Les grands pays émergents paraissent en voie de surmonter la crise de 2008 beaucoup plus facilement que les pays développés, renforçant l'intérêt que l'on porte à leurs évolutions. Ainsi, l'étude des tendances de la productivité sectorielle du travail fait apparaître de très forts contrastes qui correspondent étroitement à l'évolution de leur spécialisation internationale: les gains sont particulièrement forts dans l'agroalimentaire brésilien, dans l'industrie manufacturière chinoise et dans les services indiens, tandis que dans les autres secteurs, les gains sont faibles ou nuls. Ces évolutions laissent prévoir une accentuation des spécialisations, à moins que des politiques volontaristes viennent contrer ces tendances, l'Inde souhaitant percer dans l'industrie, la Chine dans les services et le Brésil dans les hautes technologies. Les travaux réalisés en 2009 sur la Chine mettent en évidence une progression des entreprises de ce pays dans la sophistication des produits qu'elles exportent, surtout dans les provinces chinoises les plus ouvertes et celles où la présence de multinationales étrangères est particulièrement forte. Cette tendance est de nature à accroître encore les inégalités de développement entre provinces chinoises.

Pourquoi l'Europe résiste-t-elle mieux face aux économies émergentes que le Japon ou les États-Unis? Cela tient en particulier au succès – avant la crise de 2008 – de l'intégration des nouveaux États-membres dans l'Union. L'analyse réalisée au CEPII introduit une distinction parmi les pays émergents entre ceux qui sont d'abord des exportateurs de produits énergétiques ou miniers (pays "rentiers") et ceux qui exportent essentiellement des produits manufacturés ou agroalimentaires. Cette distinction semble pertinente quant à la capacité des pays émergents à sortir de la crise plus rapidement que les rentiers.

Parmi les pays développés, les divergences dans les tendances de productivité se maintiennent tout au long de la période 1995-2009, les États-Unis ayant maintenu leurs gains de productivité pendant la crise, contrairement à l'Europe. Sur longue période, plus que des facteurs technologiques, qui ne sont pas à négliger, la divergence entre États-Unis et Europe s'explique par les contenus de la croissance en emploi de part et d'autre de l'Atlantique, l'Europe ayant fait des efforts pour enrichir sa croissance en emplois afin de réduire le chômage.

Enfin le bilan des travaux de modélisation de l'impact économique du changement climatique fait apparaître une grande richesse et une grande diversité des approches. Les modèles "Top-Down" prennent insuffisamment en compte les potentiels de progrès technique dans le secteur énergétique, alors que les modèles "Bottom-Up" reproduisent mal les effets en retour du secteur énergétique sur l'ensemble de l'éco-

nomie. Les modèles à dynamique récursive représentent insuffisamment les anticipations des agents et ne peuvent produire de scénarios normatifs. À l'opposé, certains modèles hybrides et tous les modèles d'optimisation intertemporelle ont des mécanismes d'endogénéisation qui rendent difficile l'interprétation des résultats.

La crise a aussi influencé les travaux du programme **Analyse du commerce international**. Le plongeon soudain du commerce mondial en 2008 (-11 %) et au début de 2009 (-30 % au premier semestre) a étonné bon nombre d'observateurs. Certains y ont vu le signe d'un retour du protectionnisme. Ils ont été aussitôt démentis par la nette reprise des exportations mondiales au second semestre 2009 (+8 %). Il n'en reste pas moins que la sur-réaction du commerce à la conjoncture internationale a suscité de nombreux commentaires et tentatives d'explications. Le CEPII a proposé deux contributions à ce débat. Tout d'abord, le modèle MIRAGE a été mis à contribution pour évaluer l'ampleur de certains mécanismes susceptibles d'expliquer la sur-réaction du commerce. Contrairement à ce que beaucoup ont affirmé, nous montrons que la fragmentation grandissante des chaînes de valeur n'a pas joué de rôle significatif. En revanche, la baisse des prix des biens échangés a très largement contribué à l'effondrement du commerce en valeur. Nous avons donc cherché à mieux comprendre les déterminants de cette baisse du prix des exportations. Au-delà de la chute des cours du pétrole, nous avons montré que les prix moyens des exportations se sont contractés en partie parce que la demande mondiale a délaissé les produits haut de gamme pour se reporter sur les variétés relativement moins chères. À ce jeu, les pays spécialisés dans le bas de gamme ont mieux vécu la crise du commerce mondial.

Par ailleurs, le CEPII a tenté cette année de proposer des éléments de réflexion sur les liens entre la structure du commerce mondial et d'autres caractéristiques importantes de la mondialisation. Premièrement, les conséquences d'une croissance à long terme des prix du pétrole sur la géographie du commerce international : en renchérissant fortement le commerce de longue distance, la hausse des cours devrait favoriser la régionalisation des échanges. Les résultats du CEPII vont bien dans ce sens, mais ils montrent que les effets d'une hausse non-prohibitive des cours sont à peine visibles. Deuxièmement, l'impact du terrorisme international sur les échanges commerciaux : les travaux du CEPII confirment que les événements terroristes affectent les exportations des pays concernés ; surtout, ils mettent en évidence le fait qu'ils réduisent aussi le commerce des pays voisins, profitant par ricochet aux pays plus éloignés. Troisièmement, le lien entre migrations et commerce : les travaux réalisés confirment que la diaspora chinoise joue un rôle moteur pour le commerce entre les principaux pays d'accueil ; surtout, ils mettent en évidence des effets comparables pour d'autres réseaux de migrants à travers le monde (turcs, mexicains, pakistanais...).

Face aux tensions internationales croissantes sur les questions de taux de change, l'équipe s'est penchée à nouveau sur le lien entre taux de change et commerce. Plusieurs études ont été conduites sur ce thème. Elles montrent notamment que les coûts de transport et l'ensemble des

barrières au commerce influencent grandement la réponse des volumes échangés à une dépréciation du change. En effet, les variations du taux de change affectent inégalement les différentes entreprises : les firmes de haute productivité tendent à profiter d'une dépréciation pour augmenter leurs marges, alors que les autres entreprises préfèrent accroître leurs parts de marché à l'export. Ainsi, la réponse du commerce aux fluctuations du taux de change est d'autant plus faible que les firmes les moins productives ne contribuent que marginalement aux exportations agrégées. De plus, les effets de marge sont plus importants lorsque les coûts de transport et les barrières commerciales sont élevés. Ainsi, les exportations vers les marchés les moins accessibles réagissent plus faiblement aux chocs de taux de change réel.

Enfin, une série d'études sur les stratégies des firmes multinationales a été menée cette année, dans la lignée de celles réalisées ces dernières années au CEPII sur les liens entre les investissements directs étrangers et le commerce international mais de manière plus détaillée et approfondie, en s'appuyant sur une modélisation des stratégies d'organisation des firmes. Ces travaux concluent qu'il existe bien une forme d'arbitrage entre la création à l'étranger d'une unité de production et l'implantation d'une simple filiale de distribution. Logiquement, les marchés protégés par d'importantes barrières au commerce recevront plus d'investissements productifs. Les autres accueilleront davantage de filiales de distribution, qui auront alors un effet d'entraînement sur les flux d'exportation. Dans la même veine, on analyse l'arbitrage entre "faire faire" et "faire", c'est-à-dire entre importer des biens intermédiaires produits par des partenaires indépendants, ou implanter des filiales à l'étranger et avoir recours à des importations intragroupe. Le choix du mode d'organisation dépend fortement de la nature des entreprises : les plus productives, et celles qui ont le moins recours à des intrants spécifiques, ont une probabilité plus élevée d'importer des biens de fournisseurs indépendants. De plus, les groupes français ont tendance à privilégier l'investissement direct – et le commerce intrafirme – lorsqu'il s'agit d'importer des biens intermédiaires en provenance de pays où les régulations du travail sont plus souples.

Les principaux résultats du programme **Politiques commerciales** en 2009 concernent l'économie politique du protectionnisme, l'impact global des mandats de développement des biocarburants et les initiatives bilatérales et multilatérales de négociation commerciale.

Les travaux réalisés montrent tout d'abord que le choix des produits sensibles permettant d'échapper aux coupes ambitieuses est dicté par des considérations d'économie politique. Les flexibilités ainsi accordées, conduisant souvent à réduire fortement la portée des accords signés, sont une composante essentielle de l'acceptabilité des coupes tarifaires dans les pays importateurs. Facteur aggravant, les structures douanières très complexes, en accordant des protections élevées à certains produits, favorisent la fraude. Les fraudes sont effectivement communes, surtout dans les pays pauvres et pour les produits différenciés. L'ampleur de ces fraudes permet de penser que l'impact budgétaire des libéralisations est nettement surestimé lorsqu'il est calculé sur la base des recettes théoriques. La simplification de la structure tarifaire,

l'automatisation du traitement des données de douane et la ratification de l'accord de l'OMC sur la valorisation en douane pourraient rendre la collecte des droits plus efficace dans ces pays.

Concernant les biocarburants, deux résultats sont obtenus. D'une part, il est montré que le soutien aux filières de biocarburants augmente les émissions par une accélération de la déforestation et du retournement de terres non cultivées. Plusieurs années de culture sont alors nécessaires pour parvenir à un bilan carbone positif. D'autre part, les bilans sont très différenciés entre filières (blé, maïs, betterave à sucre...) en raison de la différence des rendements, de l'efficacité des chaînes de transformation et de la structure des importations.

Deux types d'agendas de négociation ont été examinés par le programme en 2009. Sur le plan multilatéral, l'analyse des propositions du Cycle de Doha a été actualisée et affinée. Elle confirme le rôle essentiel de la libéralisation dans les services et les gains potentiellement élevés d'un programme ambitieux de facilitation des échanges. Les spécialisations se renforcent, au détriment de l'agriculture européenne (même si en moyenne cet effet est limité). La question d'un accord bilatéral entre l'Union européenne et le Canada illustre les difficultés liées à la signature entre régions asymétriques : les gains en matière de commerce sont limités pour l'UE et importants pour le Canada. Ce résultat classique souligne l'importance d'intégrer à ces accords d'autres dimensions que la seule suppression des droits de douane (concurrence, investissement, etc.).



Monnaie et finances internationales

MONNAIE ET FINANCES INTERNATIONALES

Le programme *Monnaie et finances internationales* s'articulait cette année autour de trois thèmes directement reliés à l'actualité. Premièrement, les conséquences économiques et financières de la crise dite des subprimes. Deuxièmement, des contributions sur les taux de change d'équilibre et sur l'avenir de la "zone dollar". Troisièmement, les flux d'investissement direct à l'étranger face à la montée en puissance des pays émergents et l'impact des prises de participation des banques étrangères dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Tout au long de l'année, l'équipe a été en outre beaucoup sollicitée pour réagir aux développements de la crise et aux tentatives de reconstruction d'un ordre financier mondial. Plusieurs documents non inscrits au programme de travail en ont découlé.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE LA CRISE DES SUBPRIMES

La crise financière qui a débuté aux États-Unis en 2007 s'est rapidement transmise au monde entier. Contrairement à la "théorie du découplage", elle n'a pas épargné les pays émergents et en transition. En 2009, la crise a touché les pays émergents par différents canaux : baisse des financements, chute du commerce international, baisse du prix des matières premières. Un premier axe du programme de travail 2009 portait sur cette contagion de la crise aux pays émergents et, plus généralement, sur le rôle des imperfections financières dans la dynamique macroéconomique des économies. Un grand nombre de travaux sur la crise sont venus s'ajouter en cours d'année.

Crise financière : contagion aux marchés émergents

Depuis une dizaine d'années, dans les économies émergentes, le secteur bancaire s'est largement ouvert aux investisseurs étrangers. La présence de banques étrangères était alors perçue comme un moyen d'améliorer l'efficacité et la stabilité du secteur bancaire local. Or, la crise qui débute en 2007 et prend ses racines aux États-Unis remet en cause largement cette idée. Dans le programme 2009, nous nous étions donnés pour objectif d'examiner l'évolution récente des prêts bancaires internationaux vers les marchés émergents. En particulier, l'attitude des banques occidentales envers leurs filiales d'Europe de l'Est a suscité beaucoup d'inquiétudes dans la mesure où les banques étrangères dominent le système bancaire de presque tous les pays de la région. Un éventuel désengagement aurait été très douloureux, voire catastrophique. Nous montrons que l'Europe de l'Est a constitué, au cours des dernières années, une telle source de profits pour les banques occidentales (notamment suédoises et autrichiennes) que ces dernières se devaient de maintenir leurs positions dans la région. Ce travail examine par ailleurs les forces et faiblesses des pays d'Europe

RÉFÉRENCE(S)

"Les banques occidentales vont-elles se retirer d'Europe de l'Est?",
O. Havrylchyk,
La Lettre du CEPIL,
n° 288, juin.

RÉFÉRENCE(S)

"Spillovers of the Subprime Crisis to Latin American Equity and Stock Markets", V. Mignon, G. Dufrénot & A. Péguin-Feissolle, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Imperfections du marché du crédit, taille des marchés financiers et dynamique macroéconomique aux États-Unis", Benjamin Carton, *mimeo*.

de l'Est face à la crise, et prône une approche régionale de la gestion de l'aide aux banques en difficulté.

La vulnérabilité des systèmes financiers des pays émergents suite à la crise du marché des prêts hypothécaires aux États-Unis

Théoriquement, on distingue trois principaux canaux de transmission des crises financières : par le marché du crédit, par les taux de change et par les chocs de balance des paiements (chocs de taux d'intérêt étrangers, variations des prix des produits exportés et importés, etc.). Si ces effets de contagion sont bien connus, encore faut-il pouvoir les apprécier empiriquement. C'est l'objet de ce projet. L'analyse économétrique est organisée en trois points. En premier lieu, nous comparons la liquidité de marché (*market liquidity*) et la liquidité individuelle des institutions (*funding liquidity*) sur ces marchés avant et pendant la crise. Sur le plan méthodologique, nous recourons à un modèle de type GARCH multivarié dynamique qui permet d'étudier la corrélation entre les indicateurs de risque américains et ceux des pays émergents et en transition (taux d'intérêt du marché interbancaire, *spreads* de taux longs, rendements des marchés d'actions, etc.). Puis, nous cherchons à modéliser différents indicateurs de stress des systèmes financiers de ces pays, notamment des indicateurs permettant d'étudier la dynamique du risque de crédit, du risque de liquidité, du risque de taux de change, du risque de taux d'intérêt, etc. Enfin, nous testons si l'intervention des banques centrales des pays considérés a joué ou non un rôle stabilisateur pendant la crise.

Imperfections du marché du crédit, taille des marchés financiers et dynamique macroéconomique aux États-Unis

La crise financière aux États-Unis a évidemment remis au goût du jour l'analyse des imperfections du marché de crédit et de leurs effets sur l'économie. Le développement des marchés financiers est en effet limité par la capacité des entreprises et des ménages à émettre des créances sur une richesse par nature non cessible (capital humain, capital spécifique des entreprises, etc.) en raison, entre autres, des asymétries d'information entre le créancier et le débiteur. L'innovation financière permet d'accroître la capacité à titriser les richesses de l'économie et de diminuer le coût du crédit : la taille du marché financier augmente, ce qui accroît les opportunités d'arbitrages intertemporels (financement des retraites). Un modèle DSGE, incluant une structure à générations imbriquées et des imperfections de crédit, permet de prendre en compte les interactions entre l'imperfection du crédit, la taille du marché financier et la dynamique macroéconomique, en particulier les canaux de la politique monétaire et la politique monétaire optimale en cas de changement de structure des marchés financiers. Ce modèle, étendu au cas d'une économie ouverte, permet aussi d'évaluer les effets externes des chocs financiers à travers leur impact sur le taux de change et les balances courantes.

Autres projets sur la crise financière mondiale

Quatre travaux ont été réalisés sur la crise financière.

Le premier chapitre du livre du CEPII *L'économie mondiale 2010* décrit, de manière pédagogique, la contagion de la crise au sein du système financier, puis à l'économie réelle mondiale, ainsi que les politiques économiques mises en œuvre pour y faire face.

Un document de travail en anglais passe en revue les principales explications de la crise mondiale de 2007-2008, rappelle comment les gouvernements du monde entier ont dû rompre avec les dogmes et s'interroge sur les leçons de la crise: défis à relever et changements de doctrine nécessaires. Le G20 s'est attaqué à des dimensions réglementaires et macrofinancières importantes de la crise mais il a laissé en suspens des questions difficiles telles que l'aléa de moralité dans le monde d'après le sauvetage des banques, le compromis à trouver entre stabilité financière et coût du capital, l'enjeu que représente, pour les banques centrales, leur mandat nouveau (ou redécouvert) en matière de stabilité financière, et l'efficacité de la revue par les pairs pour remédier aux déséquilibres mondiaux.

À la suite de la conférence sur le G20 organisée par le CEPII, Bruegel (Bruxelles) et l'ICRIER (New Delhi) à New Delhi, juste avant le sommet de Pittsburgh en septembre, un texte de synthèse a été rédigé par les trois instituts de recherche mettant en évidence les points de convergence et de divergence des économistes des différents pays du G20 sur la régulation financière internationale, le commerce international, la gouvernance mondiale. Il s'avère que les différents membres du G20 n'ont pas tous les mêmes priorités. Les pays développés s'attachent principalement au renforcement de la supervision financière tandis que les pays émergents cherchent avant tout à éviter un nouveau protectionnisme et, en tant que nouveaux venus, se préoccupent de la répartition des pouvoirs au sein des institutions internationales. Or, l'agenda du G20 a jusqu'ici été dominé par la gestion de la crise. À l'inverse, avant la réunion de Pittsburgh, la question des déséquilibres mondiaux, un sujet G20 par excellence, n'avait toujours pas été abordée.

Le dernier travail réalisé sur la crise a concerné les *hedge funds*. Deux raisons majeures justifient que les *hedge funds* ne restent pas à l'écart de la nouvelle régulation financière: leur participation à la propagation du risque systémique et leur opacité vis-à-vis des investisseurs institutionnels qui leur confient l'épargne des ménages. Du point de vue de la stabilité financière, les *hedge funds* doivent ainsi être considérés comme des banques de marché. C'est leur levier d'endettement qui doit être surveillé et contrôlé. Du point de vue de leurs rapports avec les investisseurs, il faudrait assurer la divulgation d'une information pertinente pour évaluer leurs risques et contrôler leurs stratégies, mais aussi réformer leur mode de rémunération asymétrique.

RÉFÉRENCE(S)

"La crise mondiale", A. Bénassy-Quéré & B. Carton, in *L'économie mondiale 2010*, coll. Repères, La Découverte, pp. 5-33, septembre.

"The Crisis: Policy Lessons and Policy Challenges", A. Bénassy-Quéré, B. Coeuré, P. Jacquet & J. Pisani-Ferry, *Document de travail du CEPII*, n° 2009-28, novembre ; chapitre 8 de *Economic Policy: Theory and Practice*, Oxford University Press, à paraître.

"Le G20 n'est pas un G7 à 20", A. Bénassy-Quéré, O. Havrylchyk, R. Kumar & J. Pisani-Ferry, *La Lettre du CEPII*, n° 292, septembre.

"International Cooperation in Times of Global Crisis: Views from G20 Countries", colloque co-organisé par le CEPII, Bruegel et l'ICRIER, New Delhi, 14-15 septembre

"Hedge funds: la fin du laissez-faire", M. Aglietta & S. Rigot, *Revue économique*, vol. 60, n° 3, pp. 693-702.

"The Regulation of Hedge Funds under the Prism of the Financial Crisis. Policy Implications", M. Aglietta & Sandra Rigot, *Recherches économiques de Louvain*, vol. 75, n° 1.

RÉFÉRENCE(S)

"Dollar: un refuge pas très sûr",
A. Bénassy-Quéré, S. Béreau,
La Lettre du CEPII,
n° 289, juillet.

"The Dollar in the Turmoil",
A. Bénassy-Quéré, S. Béreau
& V. Mignon, *Journal of the
Japanese and International
Economies*, vol. 23, n° 4,
pp. 427-436, décembre.

"Currency Misalignments and
Growth: a New Look Using
Nonlinear Panel
Data Methods", S. Béreau,
A. Lopez-Villavicencio
& V. Mignon,
Document de travail CEPII,
n° 2009-17, septembre.

"Estimation of Consistent
Multi-Country FEERs",
B. Carton & K. Hervé,
Document de travail CEPII,
n° 2010-02, février 2010.

MONNAIE ET TAUX DE CHANGE

La crise financière a accru les tensions sur le système monétaire international, l'absence d'ajustement monétaire en Asie étant en particulier perçue comme l'une des causes de la crise. Un important travail a été réalisé au CEPII sur ces questions en 2009. En particulier, les recherches sur les taux de change d'équilibre se sont poursuivies.

Taux de change d'équilibre: déterminants et impacts sur la croissance économique

L'évolution du dollar au cours de la crise financière a surpris. Si la contribution des déséquilibres mondiaux au déclenchement de la crise fait débat, le rôle du dollar comme valeur refuge a semblé paradoxal. *La Lettre du CEPII* de juillet 2009 s'est intéressée à ce paradoxe. Il en ressort que la valeur refuge a été moins le dollar lui-même que les bons du Trésor américains. La crise n'a pas, loin de là, éliminé les déséquilibres mondiaux. Ces déséquilibres se sont même initialement accrus par un effet de valorisation, les États-Unis étant "longs" en actifs risqués et "courts" en actifs non risqués. Des taux de change d'équilibre ont été recalculés en tenant compte de ces effets de valorisation, confirmant que la remontée du dollar pendant la crise n'est sans doute pas de nature à perdurer.

La question des taux de change est devenue de plus en plus sensible au cours de l'année 2009, la reprise en zone euro étant handicapée par l'appréciation de la monnaie européenne. Dans ce contexte, la recherche menée sur l'impact des désajustements de taux de change sur la croissance fournit des éléments utiles. À l'aide d'une estimation non linéaire en panel, cette recherche montre qu'une sous-évaluation de la monnaie améliore bien les perspectives de croissance, tandis qu'une surévaluation les détériore. Toutes choses égales par ailleurs, une sous-évaluation de 10 % élève le taux de croissance de 0,56 point de pourcentage, tandis qu'une surévaluation de 10 % abaisse le taux de croissance de 0,36 point.

Par ailleurs, une nouvelle recherche sur la cohérence internationale des estimations de taux de change d'équilibre a été réalisée. Une nouvelle méthode est proposée pour assurer cette cohérence. Cette méthode assure que le modèle de commerce international sous-jacent à l'estimation des taux de change est bouclé (la somme des exportations est égale à la somme des importations) et que l'équilibre externe de l'ensemble des zones soit atteint simultanément. L'estimation des taux de change d'équilibre de vingt zones confirme la surévaluation du dollar dans les années 2000 mais suggère que celui-ci s'est rapproché de son niveau d'équilibre en 2007.

Enfin, un travail a été réalisé pour examiner si la dynamique des monnaies asiatiques autour de leurs valeurs d'équilibre diffère de celle des monnaies occidentales, sachant qu'un ajustement plus lent des monnaies asiatiques pourrait expliquer les tensions au sein du système monétaire international. Un modèle à transition lisse en panel a été

estimé, qui peut être considéré comme une forme réduite de modèles structurels de taux de change tenant compte de diverses non-linéarités. Les résultats suggèrent que le processus d'ajustement du taux de change vers sa valeur d'équilibre est non linéaire pour les pays émergents d'Asie, alors qu'il est linéaire pour les pays du G7. Plus spécifiquement, il existe un comportement asymétrique du taux de change réel face aux sous- ou aux surévaluations en Asie: l'ajustement est plus rapide en cas de sous-évaluation, résultat qui pourrait s'expliquer par la forte pression internationale visant à limiter les sous-évaluations. Toutefois, l'ajustement n'est pas total et une certaine sous-évaluation peut persister durablement, ce que l'on observe dans le cas des devises émergentes asiatiques depuis le début des années 1990.

RÉFÉRENCE(S)

"On Equilibrium Exchange Rates: is Emerging Asia Different?", V. Mignon & A. Lopez-Villavicencio, *Document de travail CEPIL*, n° 2009-38, décembre. À paraître dans *The Evolving Role of Asia in Global Finance*, Y.-W. Cheung, G. Ma & V. Kakkar (eds.).

RÉFÉRENCE(S)

"Robust Estimations of Equilibrium Exchange Rates Within the G20: a Panel BEER Approach", A. Bénassy-Quéré, S. Béreau & V. Mignon, *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 6, n° 5, pp. 608-633, novembre.

"Taux de change d'équilibre: une question d'horizon", A. Bénassy-Quéré, S. Béreau & V. Mignon, *Revue économique*, vol. 60, n° 3, pp. 657-666.

"On the Complementarity of Equilibrium Exchange-Rate Approaches", A. Bénassy-Quéré, S. Béreau & V. Mignon, *Review of International Economics*, à paraître.

"Nonlinear Adjustment of the Real Exchange Rate Towards its Equilibrium Value: a Panel Smooth Transition Error Correction Modelling", S. Béreau, A. Lopez-Villavicencio & V. Mignon, *Economic Modelling*, à paraître.

"World-Consistent Equilibrium Exchange Rates", A. Bénassy-Quéré, A. Lahrière-Révil & V. Mignon, *Journal of the Japanese and International Economies*, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Les liens entre les fluctuations du prix du pétrole et du taux de change du dollar", V. Mignon, *Revue d'économie financière*, n° 94, pp. 187-196, juin.

"La transmission de la variation du prix du pétrole à l'économie", V. Mignon & F. Lescaroux, contribution au rapport *Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil*, (dir.) P. Artus, A. d'Autume, P. Chalmin & J.-M. Chevalier, CAE, à paraître.

"Measuring the Effects of Oil Prices on China's Economy: a Factor Augmented Vector Autoregressive (FAVAR) Approach", V. Mignon & F. Lescaroux, *Pacific Economic Review*, vol. 14, n° 3, pp. 410-425, août.

RÉFÉRENCE(S)

"La dollarisation en Amérique latine: beaucoup de bruit pour rien", D. Khoudour-Castéras, *La Lettre du CEPII*, n° 295, décembre.

"Les économies en développement face à la crise", V^e conférence annuelle CEPII-OCDE, Paris, 26 novembre.

Régimes de change des pays producteurs de pétrole

À la demande du Conseil d'Analyse Économique (CAE), le CEPII a travaillé sur l'effet des variations du prix du pétrole sur l'économie. Certes, il existe déjà un nombre considérable d'articles sur le sujet, mais pas réellement de consensus sur les mécanismes de transmission. Par ailleurs, il est fort probable que la façon dont le prix du brut affecte l'économie ait évolué au cours du temps: les mécanismes qui étaient à l'œuvre lors des deux premiers chocs pétroliers ne sont pas nécessairement actifs aujourd'hui. Cette contribution fait le point sur les mécanismes de transmission d'une variation du prix du pétrole à l'économie. Après avoir rappelé les principaux liens théoriques entre le prix du brut et les agrégats macroéconomiques, elle dresse un panorama de la littérature empirique sur le sujet, puis propose une évaluation originale de l'influence du prix du pétrole sur diverses variables macroéconomiques pour un large panel de pays, en insistant plus particulièrement sur le cas de la France.

Les estimations économétriques concluent à l'existence, dans le cas de la France, de relations significatives entre, d'une part, le prix du brut et d'autre part, le PIB, le taux de chômage et le cours des actions, tant à court terme qu'à long terme. La hausse du prix du pétrole affecte ainsi négativement la croissance économique et le cours des actions et tend à avoir un effet positif sur l'emploi à long terme.

Bilan de la dollarisation dans les pays en développement

Certains pays en développement, comme l'Équateur et le Salvador, ont décidé, au début des années 2000, de dollariser leur économie afin de faire face au problème de crédibilité de leurs autorités monétaires, de lutter ainsi contre une inflation galopante et d'attirer les capitaux étrangers. Cette stratégie, fortement critiquée au moment de sa mise en place, est aujourd'hui réévaluée, notamment en raison de la chute du dollar, qui semble profiter aux économies dollarisées. Quel bilan aujourd'hui, peut-on établir des différents processus de dollarisation des économies latino-américaines? Cette *Lettre du CEPII* met en avant l'impact limité (que ce soit de manière positive ou négative) de la dollarisation en Amérique latine.

Le système monétaire international face à la crise

De nombreuses monnaies des pays émergents, notamment des pays asiatiques, sont gérées *de facto* de façon à limiter leurs fluctuations par rapport au dollar. Même s'il ne s'agit pas de taux de change fixes au sens strict, ces monnaies sont dans un système d'ancrage au dollar, plus ou moins lâche. Or, depuis le début de la crise en été 2007, on constate une flexibilité accrue des monnaies des pays émergents, beaucoup d'entre elles s'étant fortement dépréciées par rapport au dollar (dans le cas de la Chine, les autorités ont stoppé, en juillet 2008, le mouvement d'appréciation tendanciel du yuan). Ce n'est d'ailleurs pas vraiment une surprise. Les pays ont en effet tendance à abandonner leur ancrage pendant les périodes de crise sur leur propre marché. La décision d'abandonner un ancrage en système de taux de change fixe se fait généralement "à chaud", sous la pression d'une attaque spéculative contre la monnaie, c'est-à-dire en période de crise. Ce projet cherche à déterminer si c'est également le cas lorsque les crises se manifestent sur un ensemble de marchés internationaux (et notamment les États-Unis), et non spécialement dans le pays en question. Plus précisément, nous mettons en évidence une relation négative et non linéaire entre l'intensité de l'ancrage (mesurée par l'inverse de la volatilité des changes) et les tensions sur les marchés financiers et de matières premières. Nous montrons cependant que l'ancrage au dollar dans un pays a une probabilité plus forte d'être abandonné lorsque le dollar s'apprécie sur les autres marchés (effet de contagion).

Ce travail sur les monnaies asiatiques a été complété par une recherche sur le système monétaire international. Le SMI actuel est un semi-étalon dollar: mélange de devises liées au dollar et de changes flexibles. Il manque de cohérence, combinant une forte volatilité des changes et une accumulation internationale de dettes et d'avoirs qui ont contribué à la crise financière. La crise a conduit la Chine à renforcer le lien du yuan au dollar, renforçant ainsi l'accumulation de réserves de change. La crise affaiblit la croissance occidentale et par conséquent remet en cause la croissance exportatrice de l'Asie. Les pays d'Asie orientale vont accélérer l'intégration de la région pour renforcer le développement des sources internes de leur croissance. Cela implique de réduire leur dépendance au dollar tout en évitant les mouvements désordonnés entre leurs monnaies. Cela conduit à former une zone monétaire régionale souple. Une force puissante va donc pousser à la formation d'un SMI polycentrique. Un tel système pose des problèmes de gouvernance globale; ce qui devrait renforcer le rôle du FMI, modifier les pouvoirs en son sein et promouvoir le DTS.

Évaluation des effets d'une variation de l'euro sur l'économie française: une approche de micro-macro simulation

L'objectif de ce travail est d'évaluer les effets d'une variation de taux de change de l'euro au niveau macroéconomique et au niveau individuel. Cette analyse est effectuée en utilisant une approche micro-macro à travers l'intégration d'un modèle de microsimulation développé par l'unité de microsimulation de Paris School of Economics et d'un modèle

RÉFÉRENCE(S)

"Exchange Rate Flexibility Across Financial Crises", V. Mignon, V. Coudert & C. Couharde, *Document de travail CEPII*, n° 2010-08, avril 2010.

"Termes de l'échange et taux de change: un lien troublé par les politiques d'ancrage", V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon, *La Lettre du CEPII*, n° 285, mars.

"Towards a New International Financial Order", M. Aglietta, *mimeo*.

"Dollar: fin de règne? Introduction", M. Aglietta, *Revue d'économie financière*, n° 94, pp. 5-20, juin.

RÉFÉRENCE(S)

"Évaluation des effets d'une variation de l'euro sur l'économie française: une approche de micro-macro simulation", M. Carré-Tallon & R. Mognani, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"On Linking Microsimulation and Computable General Equilibrium Models Using Exact Aggregation of Heterogeneous Discrete Choice Making Agents", R. Magnani & J. Mercenier, *Economic Modelling*, vol. 26, n° 3, pp. 560-570, mai.

d'équilibre général calculable construit au CEPIL. La connexion des deux modèles permet de simuler l'impact de l'euro sur les prix relatifs entre secteurs et entre facteurs de production, puis d'étudier l'impact de ces changements de prix relatifs sur les décisions individuelles, en particulier sur les choix de consommation et d'offre de travail et sur les inégalités. Le modèle pourra aussi être utilisé pour l'évaluation de réformes fiscales dans une économie ouverte. Ce projet, prévu sur deux ans, devrait aboutir en 2010.

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER : LA MONTÉE DES PAYS ÉMERGENTS ET L'EXPÉRIENCE DES PECO

La crise financière de 2007-2008 peut être vue comme une crise du circuit de l'épargne mondiale, les pays émergents ayant trop investi leur épargne en actifs "sûrs" et liquides aux États-Unis plutôt que directement dans les économies émergentes elles-mêmes. Le système financier international de l'après-crise pourrait remettre en cause ce circuit, les flux financiers Sud-Sud étant appelés à se développer. Nous nous sommes donc interrogés cette année sur les caractéristiques des investissements directs étrangers Sud-Sud, ainsi que sur leur éventuelle complémentarité ou substituabilité avec les investissements nationaux. Nous nous sommes également intéressés à l'internationalisation du secteur bancaire dans les pays émergents.

RÉFÉRENCE(S)

"Relation entre IDE Sud-Sud et Nord-Sud", M. Aleksynska & O. Havrylchyk, *mimeo*.

Relation entre IDE Sud-Sud et Nord-Sud

Ces dernières années, l'IDE de pays en développement vers d'autres pays en développement est devenu de plus en plus important pour les pays investisseurs comme pour les pays de destination. Ce type d'investissement Sud-Sud est assez différent de l'IDE traditionnel Nord-Sud, pour plusieurs raisons. Premièrement, un écart technologique moins important entre les entreprises nationales et les investisseurs étrangers accroît les possibilités de transferts technologiques. Ceci devrait favoriser, et non évincer, les investissements locaux. Deuxièmement, les entreprises des pays en développement ont une meilleure connaissance, par rapport aux investisseurs des pays développés, des climats d'investissement incertains, des aspects liés à la bureaucratie et des imperfections des institutions. Elles s'engagent plus facilement dans des projets situés dans les pays plus éloignés et moins développés. De plus, elles sont mieux préparées pour proposer des produits adaptés aux consommateurs à bas revenus. Compte tenu de ces réflexions, on analyse si l'IDE Sud-Sud a un impact différent de celui Nord-Sud sur la croissance. Les résultats préliminaires confirment ceux obtenus pour les pays développés. L'IDE a un impact faible sur la croissance des pays d'accueil ; cet impact devient important si les pays d'accueil possèdent un niveau d'éducation relativement haut.

Enjeux des prises de contrôle des banques nationales par les banques étrangères dans l'offre de crédits bancaires : le cas des PECO

La littérature empirique met en évidence l'effet positif, sur le crédit distribué, de la présence de banques étrangères. Cependant, les grandes entreprises sont les principales bénéficiaires, ce qui tend à confirmer que les problèmes d'asymétrie d'information sont renforcés pour une banque étrangère récemment impliquée dans la vie économique d'un pays : les banques étrangères favoriseraient les entreprises les plus transparentes, qui se trouvent être généralement les plus grandes¹. Ainsi, si la plupart des banques dans un pays sont détenues par des investisseurs étrangers, comme c'est le cas en Europe centrale et orientale, le crédit aux petites entreprises peut se trouver pénalisé. L'objectif de ce projet, réalisé sur deux années dans le cadre du consortium européen FINES² est d'analyser l'impact de la prise de contrôle des banques par des investisseurs étrangers sur le rythme de création de nouvelles entreprises. Ce travail s'appuie une base de données d'entreprises par secteur pour dix Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Les résultats montrent que, toutes choses égales par ailleurs, l'entrée de banques étrangères réduit le taux moyen de créations d'entreprises. Ils corroborent donc l'hypothèse selon laquelle les banques étrangères pâtissent de problèmes d'asymétries d'information. Ce résultat est très robuste quelle que soit la définition de la transparence d'entreprise.

RÉFÉRENCE(S)

"Foreign Bank Presence: the Effect on Firm Creation and the Size of Start-Ups",
O. Havrylchyk,
FINES Working Paper, D.5.2.

1 "The Effect of Foreign Bank Entry on the Cost of Credit in Transition Economies. Which Borrowers Benefit the Most?", H. Degryse, O. Havrylchyk, E. Jurzyk & S. Kozak, *Document de travail CEPII*, n° 2008-15, septembre 2008.

2 *Financial Systems, Efficiency and Stimulation of Sustainable Growth*, programme-cadre 7 de la Commission européenne, réalisé avec le DIW (Berlin), les universités de Gant, Cambridge et Tübingen, l'institut IFO (Munich) et l'Institute for Market Economics (Sofia).



Politiques économiques et structurelles

POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET STRUCTURELLES

Le programme *Politiques économiques et structurelles* s'est organisé cette année autour de trois axes – politiques macroéconomiques, migrations, vieillissement de la population – auxquels s'est ajouté en cours d'année un axe sur les politiques fiscales. Les travaux sur les politiques macroéconomiques se sont concentrés sur les questions budgétaires – soutenabilité, rôle du Pacte de stabilité et de croissance. Dans le domaine des migrations, un important travail a été réalisé sur les données, dont un premier examen révèle un certain nombre de réalités concernant tant les travailleurs immigrés (origine de l'inadéquation souvent observée entre qualifications et emplois occupés) que les émigrés français (sélectivité, en termes de productivité, de l'expatriation). Quant au vieillissement de la population et à la question des retraites, l'essentiel du travail réalisé en 2009 a porté sur les modèles utilisés – INGENUE et OLGAMAP. Enfin, les travaux sur la fiscalité se sont intéressés aux externalités de TVA et au lien entre fiscalité et compétitivité.

POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES

La crise a bousculé la conduite des politiques budgétaires et monétaires. Les interventions publiques massives ont considérablement accru la dette brute et les déficits des États. Le programme de travail 2009 prévoyait plusieurs projets relatifs à la soutenabilité des finances publiques et à l'utilité du Pacte de stabilité et de croissance. En fin d'année, la crise relative à la dette publique grecque a suscité beaucoup de sollicitations de la part des médias. Ces sollicitations se sont articulées avec une réécriture d'un ouvrage de synthèse sur l'euro.

Crédibilité du Pacte de stabilité et de croissance : analyse des données d'enquête

La crise grecque nous a récemment rappelé l'importance de disposer d'engagements crédibles en matière budgétaire de manière à rassurer les marchés et ainsi éviter les crises spéculatives, dans un contexte d'équilibres multiples (un défaut souverain a d'autant plus de chances de survenir que les marchés l'anticipent). Quelle a été la contribution du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) à la crédibilité des plans d'ajustement des finances publiques en Europe depuis 1999 ? Il s'agissait ici d'étudier cette question au travers de données d'enquêtes sur les anticipations d'experts de marché relatives aux soldes budgétaires publics pour l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie (enquête du *Consensus Economics Forecast*).

RÉFÉRENCE(S)

"Market's Expectations on the Stability and Growth Pact: Evidence from Survey Data",
M. Poplawski-Ribeiro
& J.-C. Rülke,
Document de travail CEPIL,
n° 2010-05, mars 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Mauvais temps pour le Pacte", A. Bénassy-Quéré & M. Poplawski-Ribeiro, *La Lettre du CEPII*, n° 286, avril.

"New Evidence on the Effectiveness of Europe's Fiscal Restrictions", M. Poplawski-Ribeiro, *Document de travail CEPII*, n° 2009-13, juillet.

"La soutenabilité des finances publiques", T. Brand & M. Poplawski-Ribeiro, in *L'économie mondiale 2010*, coll. Repères, La Découverte, pp. 67-76, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

Économie de l'euro, A. Bénassy-Quéré & B. Cœuré, coll. Repères, La Découverte, 2^e édition, février 2010.

"Politiques budgétaires et marchés obligataires européens : quel avenir ?", colloque organisé par le CEPII, le CIREM et Groupama-AM, Paris, 22 octobre.

L'étude conclut que, sauf en France, le PSC n'a pas amélioré la qualité des prévisions des experts. En revanche, la mise en place du PSC semble avoir accru la crédibilité des prévisions budgétaires de la Commission européenne et, dans une moindre mesure, des autorités nationales (au sens d'une convergence entre les prévisions des experts et celles de la Commission ou des autorités nationales) en France, en Italie et au Royaume-Uni (dans ce dernier cas, la convergence ne s'observe qu'avec les prévisions de la Commission). Ces résultats suggèrent qu'en dépit de ses insuffisances, le PSC a contribué à ancrer les anticipations budgétaires dans ces trois pays.

Soutenabilité budgétaire : concept et mesures

Quelles sont les conséquences des mesures de relance budgétaire prises pendant la crise sur la soutenabilité des finances publiques ? Il s'agissait ici de faire le point sur les manières d'appréhender cette question de la soutenabilité. Dans une première partie, on explicite ce concept sur le plan théorique (contrainte budgétaire intertemporelle). Ensuite, on montre comment la littérature empirique a cherché à appliquer ce concept. On compare en particulier les approches purement comptables et celles qui s'appuient sur des estimations des comportements des gouvernements.

La Lettre du CEPII parue en avril 2009, en pleine tourmente économique, plaide pour un dispositif crédible de discipline budgétaire qui permettrait de rassurer les marchés de dettes souveraines et de dissiper la réticence de la BCE à adopter une politique quantitative. La relance publique en serait facilitée, ce qui pourrait ouvrir la voie à un processus de sortie de crise. Reste à définir les contours d'une discipline plus stricte, mais aussi plus favorable aux politiques contra-cycliques.

Économie de l'euro

Paru en 2002, juste après l'adhésion de la Grèce à l'euro, le livre *Économie de l'euro* (coll. Repères, La Découverte) se devait d'être retravaillé en vue d'une deuxième édition. C'est ce qui a été fait en fin d'année. La nouvelle édition fait le bilan de dix ans de monnaie unique. Elle conclut que, si l'euro s'est révélé décevant en termes d'intégration, de croissance et de stabilité, c'est peut-être parce que les gouvernements n'ont pas pris la mesure de la nécessité pour eux de mener des politiques beaucoup plus actives (en matière de réformes structurelles comme de gestion du cycle) et de mieux coordonner ces politiques, au-delà du Pacte de stabilité. C'est donc moins l'euro que les politiques d'accompagnement qui sont ici en cause. Peut-être la crise de 2008-2009 sera-t-elle l'occasion de réinventer la coordination des politiques macroéconomiques en Europe.

MIGRATIONS

Un important investissement a été réalisé cette année dans la collection de données en vue de travaux de recherche sur les migrations internationales, et plus particulièrement sur les interactions entre migrations, qualifications et diffusion de la connaissance. Ces travaux déboucheront pour l'essentiel en 2010. Cette année, une contribution a été réalisée sur l'impact de la crise sur les migrants.

Occupation des immigrants et des natifs: convergence ou "gaspillage des talents" ?

Les gains attendus de l'immigration dépendent fortement du succès des immigrés dans le pays d'accueil, notamment sur le marché du travail. Ce succès peut être mesuré par le niveau des salaires, par la satisfaction retirée du travail ou bien par l'adéquation entre emploi et formation. Des études menées essentiellement sur données américaines montrent qu'à niveau de qualification identique (âge et niveau d'éducation), les étrangers seraient "sous-employés" par rapport aux autochtones (phénomène parfois qualifié de "gaspillage de talents", ou "*brain waste*"). Le projet vise à comparer les emplois occupés par des migrants et ceux occupés par des autochtones, pour différentes périodes et différents pays. Il s'agit de déterminer les raisons d'un éventuel "gaspillage de talents" et les facteurs pouvant réduire ce gaspillage. La principale source de données pour cette étude est le *European Social Survey*, ensemble de quatre enquêtes couvrant la plupart des pays européens sur la période 2002-2009. Ces données individuelles ont été complétées par des données macroéconomiques sur les caractéristiques des pays d'origine et d'accueil (politiques publiques et institutions) à partir de différentes sources.

Les premières estimations suggèrent que l'écart entre emploi des migrants et des autochtones diminue avec la durée de séjour dans le pays d'accueil. Elle dépend aussi des caractéristiques du pays d'accueil, notamment de sa politique migratoire et des institutions du marché du travail, mais aussi des caractéristiques du pays d'origine, notamment le niveau de formation. Les résultats préliminaires confirment enfin le rôle de la proximité ethnique et linguistique et de l'existence d'effets de réseaux de migrants.

Émigration et transmission de connaissance dans l'industrie française

L'expatriation de main-d'œuvre qualifiée est rarement perçue comme une bonne nouvelle pour le pays de départ. L'expression "fuite des cerveaux" s'est banalisée pour désigner ce phénomène, tout en lui conférant une connotation clairement négative. Cependant, il est possible que davantage de mobilité, notamment entre pays développés, contribue à un meilleur accès à la connaissance et à une diffusion plus importante des nouvelles idées dans les pays de départ. L'objet de ce projet était d'évaluer (1) l'intensité en capital humain de l'expatriation française et (2) ses effets sur la productivité des industries françaises.

RÉFÉRENCE(S)

"Occupational Adjustment of Immigrants in Europe: the Role of Assimilation, Destination, and Home Country Effects",
M. Aleksynska & A. Tritah,
mimeo.

Le recueil et la préparation des données ont été finalisés en 2009. Ce travail a permis, à partir des recensements et des enquêtes emploi dans les pays de destination et de données consulaires, de construire une base de données harmonisées sur les expatriés par âge, niveau de qualification, emploi, secteur d'activité et durée de résidence qui couvrent les principaux pays européens et l'Amérique du Nord. Un premier examen de l'évolution de l'expatriation française sur longue période apporte déjà un certain nombre d'éclairages.

Au cours des années 1980 à 1990, l'expatriation des Français à l'étranger a peu progressé en nombre mais s'est nettement recentrée vers les pays les plus avancés. À partir du milieu des années 1990 (jusqu'en 2008), cependant, l'expatriation s'accélère tandis que la sélectivité des destinations, en termes de PIB par habitant, ne s'accroît plus. Les expatriés sont davantage représentés dans les groupes d'âge actif et la démographie de cette population est restée relativement stable sur l'ensemble de la période.

L'expatriation concerne davantage certains individus, certaines professions et certains secteurs d'activité. Pour apprécier le poids de l'émigration sur la croissance, il faut tenir compte de cette sélectivité. On appréhende la sélectivité en termes de capital humain à partir d'indicateurs synthétiques qui pondèrent les caractéristiques des expatriés (expérience et éducation) par leur rendement sur le marché du travail (mesuré par le salaire) obtenu à partir des enquêtes emplois. Les expatriés possèdent des caractéristiques qui les situent dans les déciles supérieurs de la distribution des salaires en France. Cette sélectivité est plus importante pour les expatriés aux États-Unis et au Canada qu'en Europe. Pour les expatriés vers l'Europe, la sélectivité est restée stable au cours de la période, mais elle a augmenté pour les expatriés vers les États-Unis et le Canada. La sélectivité s'explique en partie seulement par le fait que les expatriés travaillent dans les secteurs les plus productifs (effet de composition).

Une première comparaison des performances sur le marché du travail des pays d'accueil a été réalisée. Elle révèle que les expatriés vers l'Europe et le Canada perçoivent des salaires identiques à ceux des autochtones aux caractéristiques identiques. En revanche, les expatriés vers les États-Unis perçoivent une prime par rapport à leurs homologues américains indépendamment de leur niveau d'éducation, de leur secteur d'activité ou de leur profession. Ces résultats suggèrent que les expatriés sont sélectionnés parmi les individus les plus productifs.

Le reste de l'étude s'attachera à incorporer la disparité géographique et sectorielle de l'expatriation pour évaluer son impact sur la productivité.

RÉFÉRENCE(S)

"Les migrants au cœur de la tourmente économique", D. Khoudour-Castéras, *L'économie mondiale 2010*, coll. Repères, La Découverte, pp. 93-106, septembre.

Les migrants face à la crise

La crise économique de 2008-2009 s'est traduite par une dégradation de l'emploi dans la plupart des pays industrialisés qui a plus particulièrement affecté les travailleurs immigrés. Ceux-ci ont en effet tendance à se concentrer dans les secteurs les plus touchés par la crise comme la

construction, les services domestiques ou encore les loisirs. L'accroissement du chômage mondial, qui devrait se poursuivre en 2010, a eu comme premières conséquences une diminution des flux d'émigration vers les pays industrialisés ainsi que des mouvements de retour vers les pays d'origine. Cette contraction des flux migratoires a par ailleurs été renforcée par un durcissement des politiques migratoires dans la plupart des pays industrialisés ainsi que dans certains cas des politiques d'incitation au retour. Le résultat pour beaucoup de pays en développement est la perte de l'émigration comme soupape de sécurité face à la crise et surtout une chute, parfois brutale, des sommes d'argent transférées par les migrants à leurs familles. Le but du projet était de faire le point sur ces questions sous la forme d'un chapitre de l'ouvrage *L'économie mondiale 2010* (La Découverte).

Remises migratoires et développement financier

Ce travail, issu d'une recherche de thèse, s'intéresse au fait de savoir si les flux financiers considérables reçus par les pays d'émigration au cours des quatre décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale ont contribué au développement financier de l'Europe périphérique. On montre qu'il existait à cette époque un lien fort et significatif entre les remises migratoires et les indicateurs de développement du secteur financier, lien plus important à la fois que celui caractérisant les autres flux de capitaux et que les estimations les plus hautes actuelles de ce lien. Dans la mesure où le développement financier constitue l'un des déterminants de la croissance économique et du rattrapage des nations en développement, ce document permet de mieux comprendre les impacts multiples du phénomène de migrations de masse sur les économies des pays d'émigration.

RÉFÉRENCE(S)

"Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913", D. Khoudour-Castéras & R. Esteves, *Document de travail CEPIL*, n° 2009-12, juin.

"A Fantastic Rain of Gold: European Migrants' Remittances and Balance of Payments Adjustment during the Gold Standard Period", D. Khoudour-Castéras & R. Esteves, *Journal of Economic History*, vol. 69, n° 4, pp. 951-985, décembre.

"La Belle époque des remises migratoires et leur impact sur le développement financier européen", D. Khoudour-Castéras & R. Esteves, *Revue économique*, à paraître.

FINANCEMENT DES RETRAITES ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Le troisième axe du programme PES s'appuyait sur les modèles INGENUE et OLGAMAP pour contribuer au débat sur le financement des retraites. La crise financière a relancé le débat sur la soutenabilité des régimes de retraite par capitalisation, tandis que les révisions parfois massives des projections démographiques introduisent une incertitude sur les régimes par répartition. Le modèle mondial INGENUE peut être utilisé pour évaluer l'impact de l'incertitude sur le rendement des actifs financiers en présence de systèmes de retraite par capitalisation; et

RÉFÉRENCE(S)

"Disparities in Pension Systems and Financial Flows Among European Countries", X. Chojnicki & R. Magnani, *Journal of Pension Economics and Finance*, vol. 8, n° 1, pp. 1-33, janvier.

RÉFÉRENCE(S)

"Les comptes notionnels à la rescousse de la répartition ?", X. Chojnicki & R. Magnani, *La Lettre du CEPIL*, n° 297, avril 2010.

la maquette européenne OLGAMAP pour étudier l'impact de l'incertitude démographique dans des systèmes par répartition et dans des systèmes mixtes. Enfin, la maquette OLGAMAP peut être utilisée plus ponctuellement pour évaluer diverses options de réformes de systèmes de retraite dans l'un des trois pays du modèle – Allemagne, Royaume-Uni et France. Cette année, les deux modèles ont été actualisés et adaptés afin de permettre une utilisation pertinente début 2010 dans ces différentes directions.

Soutenabilité des systèmes de retraites en Europe (OLGAMAP)

L'analyse des conséquences du vieillissement démographique pour les systèmes de retraite en Europe revient régulièrement dans l'actualité. Le modèle OLGAMAP vise à éclairer ce débat en se focalisant sur les systèmes de retraite français, allemand et britannique. Initialement conçu afin d'étudier les conséquences du vieillissement démographique au regard de différentes hypothèses d'ouverture économique, ce modèle peut également donner lieu à de nombreux exercices de prospective en matière de financement des dépenses de retraite.

Nous avons cette année actualisé les inputs démographiques et économiques du modèle (le point de départ pour les simulations est à présent l'année 2005 au lieu de 2000). Les réformes les plus récentes pour chacun des trois pays du modèle sont en cours d'intégration et un lien entre OLGAMAP et INGENUE sera prochainement établi. Concrètement, les simulations en économie ouverte seront réalisées en intégrant dans OLGAMAP la séquence du taux d'intérêt mondial découlant du modèle Ingénue.

Ce travail permettra d'analyser les conséquences, sur les systèmes de retraite des trois pays, de l'incertitude démographique, ainsi que l'évaluation de la sensibilité des résultats en passant d'une hypothèse d'économie fermée (où les taux d'intérêt pour les trois pays sont déterminés de façon à équilibrer les marchés domestiques respectifs) à une hypothèse d'économie ouverte (où les taux d'intérêt pour les trois pays sont fixés au niveau mondial).

Évaluation d'une proposition de réforme du mode de calcul des retraites en France (OLGAMAP)

Les travaux récents visant à évaluer la soutenabilité des dépenses de retraite à moyen terme en France (COR, DREES, modèle OLGAMAP) concluent que les réformes récentes (1993, 2003) ne seront pas suffisantes et que d'autres réformes de grande ampleur devront être mises en place. Parmi les pistes de réforme évoquées figurent l'allongement de la durée de cotisation, la réduction du taux de remplacement et l'accroissement des taux de cotisation. Mais au-delà de ces réformes paramétriques, des réformes plus structurelles peuvent également être envisagées, modifiant la philosophie globale de fonctionnement tout en conservant le principe de la répartition.

L'objectif de ce projet est d'évaluer une proposition de Bozio et Piketty (2008)³ qui consiste à remplacer le système actuel complexe de calcul des retraites par un système uniforme fondé sur des comptes notionnels, comme en Suède et en Italie. Dans ce système, qui reste malgré tout par répartition, la valeur des retraites est directement liée aux cotisations versées par les travailleurs pendant toute la durée du travail. Les cotisations sont virtuellement accumulées sur un compte individuel et rémunérées sur la base du taux de croissance de la masse salariale. La valeur de la pension dépend alors, outre la valeur des cotisations accumulées, de l'espérance de vie et de l'âge de départ à la retraite.

Le projet s'appuie sur le modèle OLGAMAP pour évaluer les effets de cette proposition de réforme en termes de financement des dépenses de retraite mais également sur le niveau de vie des retraités dans les prochaines décennies, en économie ouverte et en économie fermée. Les premiers résultats suggèrent que, s'il améliore la lisibilité du système et favorise son adaptation future aux aléas démographiques et économiques, le régime par comptes notionnels n'apporte pas de solutions nouvelles pour le financement des retraites, qui repose toujours sur la question du choix entre hausse des cotisations, baisse des pensions et allongement de la durée de cotisation.

FISCALITÉ

Deux travaux ont été réalisés sur des questions fiscales. Le premier est un prolongement d'une recherche entamée en 2008 sur les externalités de TVA en Europe, suite en particulier à la hausse de TVA opérée en Allemagne en 2007 et qui pourrait bien être suivie d'autres hausses dans des pays de la zone euro dans les années à venir. Le second travail répond à une demande du Conseil des prélèvements obligatoires sur les liens entre fiscalité et compétitivité.

Politiques fiscales nationales en monnaie unique

Impôt prélevé selon le principe de la destination, la TVA est souvent vue comme l'un des seuls prélèvements, avec les taxes foncières, qui ne donnent pas lieu à d'importantes interactions entre les pays européens : une hausse de TVA dans un État-membre a peu d'impact sur l'équilibre macroéconomique des pays partenaires. Pourtant, la TVA affecte les prix à la consommation ainsi que la demande. Lorsqu'elle se substitue à des cotisations sociales, elle s'apparente à court terme à une dévaluation. Ainsi, on s'attend à ce qu'une variation de taux de TVA dans un grand pays de la zone euro affecte les pays partenaires par différents canaux. L'expérience allemande de 2007 doit alors être étudiée avec soin, d'autant que d'autres pays (Espagne, Grèce) s'approprient à ou risquent de devoir eux aussi relever leurs taux de TVA pour faire face à la dégradation de leurs finances publiques durant la crise.

RÉFÉRENCE(S)

"Consumption Tax, Wage Tax and Monetary Policy",
B. Carton,
mimeo.

3 "Pour un nouveau système de retraite : des comptes individuels de cotisations financés par répartition", A. Bozio & T. Piketty, Paris : Ed. ENS rue d'Ulm, collection du CEPREMAP, n° 14, 2008.

RÉFÉRENCE(S)

Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel,
A. Bénassy-Quéré,
M. Crozet & M. Carré-Tallon,
rapport pour le Conseil des
Prélèvements Obligatoires,
mai 2009 ;
Rapport d'étude CEPII,
n° 2009-02, octobre.

Lors de la hausse de la TVA en Allemagne en 2007, seules 25 % des firmes ont répercuté entièrement et de façon contemporaine la hausse des taxes sur leurs prix de vente. Les autres ont soit anticipé les hausses de prix, soit reporté celle-ci. Ayant dérivé la règle de politique monétaire optimale, nous estimons l'impact de la hausse de TVA et de la baisse des cotisations sociales ayant eu lieu tant sur l'Allemagne que sur le reste de la zone euro. Les résultats suggèrent que la hausse de TVA a moins détérioré l'activité en Allemagne que si ce pays avait gardé sa propre monnaie, tandis que les autres pays ont connu une baisse de l'activité à court terme de l'ordre de 0,1 point de PIB, plus importante qu'avec des monnaies indépendantes.

Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel

Dans le cadre d'un rapport sur la fiscalité pesant sur les entreprises françaises, le Conseil des prélèvements obligatoires a demandé au CEPII de rassembler ses idées sur le lien entre fiscalité et compétitivité. Le rapport du CEPII n'a pas pour objectif de proposer une réforme fiscale, mais plutôt de montrer comment la théorie économique peut apporter des éléments utiles au débat. Il suggère que, pour renforcer la compétitivité et l'attractivité d'une économie, le système fiscal devrait présenter les caractéristiques suivantes :

- une pression fiscale comparable ou inférieure aux pays proches géographiquement ;
- une faible fiscalité sur le capital physique et sur le travail qualifié, facteurs mobiles qui sont aussi les éléments déterminants de la compétitivité ;
- un dispositif ne favorisant pas les stratégies d'optimisation fiscale, via en particulier une plus grande neutralité selon le mode de financement de l'investissement.

Le rapport porte un regard circonspect sur des mesures consistant à substituer de la TVA à des cotisations sociales : il ne faut pas attendre d'effets importants de telles mesures sur la compétitivité ; à l'inverse, de telles substitutions peuvent avoir des effets redistributifs s'avérant défavorables à la compétitivité. De ce point de vue, l'objectif d'emploi ne devrait pas être confondu avec l'objectif de compétitivité. De même, la fiscalité environnementale, si elle se justifie pleinement au regard des engagements internationaux en matière de climat, ne saurait se substituer durablement à des cotisations sociales jugées trop lourdes ; à l'inverse, les craintes que cette fiscalité soulève en matière de compétitivité sont sans doute exagérées.

L'impression qui se dégage est alors que la compétitivité est l'ennemie de l'équité, puisqu'une fiscalité compétitive se veut légère, en particulier sur les facteurs les plus mobiles, et qu'elle doit favoriser le financement de biens publics productifs, au détriment éventuel des transferts sociaux. Dès lors, comment faire coïncider les objectifs de compétitivité et d'équité ? La France aura du mal à préserver son modèle social sans une plus grande coordination au niveau européen.

Les États-membres sortiront de la crise économique mondiale avec des finances publiques fortement dégradées. Peut-être cette situation critique obligera-t-elle les États-membres à réaliser ensemble cette coordination qui leur fait défaut. L'argument de la souveraineté fiscale jouera alors dans le sens de la coordination : sans coordination, il sera difficile pour les États-membres de trouver les moyens de dégonfler leurs dettes publiques.

Dans l'immédiat, la piste d'un élargissement de la base de l'IS, avec réduction du taux d'imposition, mériterait d'être explorée. Une telle réforme permettrait de réduire les distorsions de financement, de limiter les possibilités d'optimisation et d'atténuer ainsi l'inégalité entre petites et grandes entreprises, dans un environnement où le dynamisme des exportations viendra en grande partie des entreprises de taille moyenne.



Intégration internationale

INTÉGRATION INTERNATIONALE

Le programme *Intégration internationale* est organisé en 2009 autour de quatre axes de recherche: les tendances et la mesure de la croissance, l'impact des pays émergents sur les échanges internationaux, la mondialisation et enfin l'impact économique du réchauffement climatique. Les recherches sur les tendances de productivité ont concerné aussi bien l'analyse de la divergence des gains de productivité entre les États-Unis d'une part, l'Europe et le Japon d'autre part que les tendances sectorielles dans trois grands pays émergents. En outre, un projet sur l'investissement immatériel a été réalisé en collaboration avec l'INSEE et la Banque de France, tandis qu'était mis à jour et étendu à un certain nombre de pays émergents (au total 34 pays pour l'année 2007) un indicateur de bien-être issu des travaux de Fleurbaey et Gaulier (2007).

L'intégration des grands pays émergents a donné lieu à trois projets s'intéressant à la relative résistance de l'Union européenne (comparée aux États-Unis et au Japon) à la concurrence des émergents, à la sophistication croissante des biens exportés par le Japon, à la performance des firmes japonaises selon l'implantation de leurs filiales à l'étranger.

Plus que d'un programme de recherche, la mondialisation a fait l'objet de conférences multiples (Groupe d'analyse de la mondialisation, conférence internationale sur le G20) et de l'élaboration d'un panorama qui permet d'en suivre certaines des grandes tendances. Enfin l'étude de l'impact économique du réchauffement climatique a fait l'objet d'une revue des principaux modèles mondiaux utilisés par les grandes institutions.

TENDANCES DE LA PRODUCTIVITÉ À LONG TERME

Productivité du travail: les divergences entre les pays développés sont-elles durables?

Depuis 1995, on observe une divergence dans les tendances de croissance de la productivité du travail entre les États-Unis et la plupart des autres pays développés. L'objet de la recherche était, d'une part, de mettre en évidence les dates de ruptures des tendances de long terme de la productivité du travail, et d'autre part, de chercher les causes de ces évolutions en termes de contenus en emplois de la croissance et d'évolutions sectorielles divergentes, notamment en s'interrogeant sur le rôle des technologies de l'information et de la communication. Les tests mis en œuvre permettent de situer, dans la plupart des pays, une première rupture de tendance de la productivité du travail lors du premier ou du second choc pétrolier et une seconde rupture au

RÉFÉRENCE(S)

"Productivité du travail: les divergences entre pays développés sont-elles durables?", C. Bosquet & M. Fouquin, *Document de travail CEPII*, n° 2009-02, mars.

"Productivité du travail: la fin du processus de convergence?", M. Fouquin & C. Bosquet, *Économie et statistique*, INSEE, n° 419-420, pp. 125-142, août.

RÉFÉRENCE(S)

"L'écart de productivité entre les États-Unis et la zone Euro continue de se creuser",
M. Fouquin,
La Lettre du CEPII,
n° 294, 30 novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Measuring Intangible Capital: an Application to the French Data",
L. Nayman & V. Delbecque,
mimeo.

cours des années 2000. Les États-Unis font exception avec trois ruptures: 1974, 1992 et 2003. L'étude des tout derniers trimestres connus confirme le décrochage européen dont la cause, sur longue période, semble être l'intensification de la croissance en emplois en Europe, laquelle contraste avec l'appauvrissement de la croissance en emplois aux États-Unis.

Investissement immatériel

À la suite du projet EUKLEMS, le projet européen COINVEST⁴, démarré en juin 2008, cherche à enrichir les exercices de décomposition de la croissance à l'aide d'évaluations du capital immatériel dans les différents pays européens ainsi qu'aux États-Unis et au Japon. Le CEPII collabore à ce projet pour la partie des actifs intangibles non recensés comme investissement, et notamment sur la formation professionnelle.

Reprenant le cadre d'analyse défini par Corrado, Hulten and Sichel (2005)⁵, on recense les dépenses d'investissement incorporel pour l'année 2004. Il s'agit d'abord des dépenses d'investissement incorporel déjà intégrées à la comptabilité nationale (logiciels et bases de données, œuvres originales, exploration minière et pétrolière, architecture) ou isolées dans des comptes satellites (R&D). Puis, les tableaux ressources-emplois nous permettent d'établir des estimations pour quelques catégories de dépenses non recensées comme investissement dans la comptabilité nationale (la publicité achetée par exemple). Enfin, en référence à la littérature économique, nous proposons des estimations pour les autres dépenses, notamment celles de publicité pour compte propre, les innovations financières, les dépenses de formation professionnelle. Nous évaluons ainsi que les dépenses françaises d'investissement incorporel pourraient se situer dans une fourchette allant de 6,6 % à 7,9 % du PIB en 2004.

Atelier productivité

Mis en place en 2007 avec la DGTPE et la Banque de France, cet atelier a pour objectif de faire le point sur les choix retenus dans les différents projets des trois institutions dans ce domaine et de réfléchir sur les outils d'analyse permettant l'élaboration de scénarios de productivité à long terme. Il s'est réuni le 6 octobre 2009 sur le thème de la contribution à la croissance de l'investissement en capital intangible.

4 COINVEST - *Competitiveness, Innovation and Intangible Investments in Europe* est un projet du Programme-cadre 7 de la Commission européenne, coordonné par l'Imperial College de Londres et auquel participe l'INSEE.

5 "Measuring Capital and Technology: an Expanded Framework", C. Corrado, C. Hulten & D. Sichel, in *Measuring Capital in the New Economy*, C. Corrado, J. Haltiwanger & D. Sichel (eds.), *Studies in Income and Wealth*, vol. 65, Chicago: The University of Chicago Press, 2005.

Dynamiques industrielles

L'objectif était de mettre en évidence les secteurs moteurs de la croissance dans trois grands pays émergents (Brésil, Inde, Chine). Pour cela, on a réuni des données sectorielles de production et d'emploi de sources très hétérogènes. La comparaison fait apparaître des trajectoires de croissance de la productivité du travail extrêmement diversifiées : seul l'agroalimentaire progresse dans le cas brésilien, tandis que les services sont le moteur du progrès indien ; enfin c'est l'industrie qui est de loin la plus dynamique dans le cas chinois. Ainsi les points forts de la compétitivité internationale des grands émergents s'appuient sur des progrès sensibles de leur efficacité productive.

Indicateurs de bien-être

Le rapport de la Commission Stiglitz, publié en octobre 2009⁶, a relancé l'intérêt pour les recherches sur la mesure du bien-être. En 2006, le CEPII avait calculé, pour 24 pays de l'OCDE, un indicateur de bien-être corrigeant le PIB par habitant en calculant des équivalents-revenu de différentes variables non monétaires (temps de loisir, taille des familles, espérance de vie, inégalités, etc.)⁷. Ce travail a été mis à jour et étendu à 34 pays, dont les grands pays émergents, pour l'année 2007. Dans l'ensemble, les pays les plus pauvres, à l'exception notable du Brésil, améliorent fortement leur revenu équivalent relatif lorsque des éléments hors PIB sont pris en compte, grâce notamment au maintien de liens de solidarité familiaux élargis. Pour leur part, les pays du continent européen sont en général mieux classés du fait surtout de meilleures conditions sociales, tandis que les pays anglo-saxons sont pénalisés. Ce travail devrait s'achever au cours du premier semestre 2010.

GRANDES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

L'Union européenne face aux économies émergentes

Suite aux travaux menés en 2008 sur les relations commerciales entre l'Union européenne prise en bloc et les économies émergentes et rentières, l'objectif en 2009 était d'étudier les performances des différents pays européens face à la montée en puissance des pays émergents et rentiers et d'analyser les enjeux des relations commerciales entre l'Union européenne (et les pays membres) et les grands émergents ou rentiers (BRIC).

Au cours des dix dernières années, les économies émergentes, exportatrices de produits manufacturés ou de services, et les pays rentiers, exportateurs de produits primaires, ont érodé la position dominante des pays développés sur le marché mondial. L'UE15 a moins reculé

RÉFÉRENCE(S)

"Comparaison de l'évolution de la productivité du travail au Brésil, en Inde et en Chine", M. Fouquin & V. Gilles, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Comparaison internationale des niveaux de vie : une ré-estimation pour l'année 2007", E. Régnier, *mimeo*.

"International Comparisons of Living Standards by Equivalent Incomes", G. Gaulier & M. Fleurbaey, *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 111, n° 3, pp. 597-624, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Les pays émergents dans le commerce international de l'UE", I. Bensidoun, G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal, *La Lettre du CEPII*, n° 287, mai.

"EU15 Trade with Emerging Economies and Rentier States: Leveraging Geography", G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal, *Document de travail CEPII*, n° 2009-25, octobre.

⁶ Rapport de la Commission sur *La mesure des performances économiques et du progrès social*, J.E. Stiglitz et alii, Ministère des Finances, septembre 2009.

⁷ "International Comparisons of Living Standards by Equivalent Incomes", M. Fleurbaey & G. Gaulier, *Document de travail CEPII*, n° 2007-03, février 2007.

RÉFÉRENCE(S)

"Intégration régionale et rattrapage à la lumière du commerce entre l'UE15 et les économies émergentes (1995-2007)", F. Lemoine & D. Ünal, *mimeo*, présenté au colloque *Inégalités et développement dans les pays méditerranéens*, GDRI DREEM, 21-23 mai.

"The Integration of China and India into the World Economy: a Comparison", I. Bensidoun, F. Lemoine & D. Ünal, *The European Journal of Comparative Economics*, vol. 6, n° 1, pp. 131-155, juin.

que les États-Unis ou le Japon. L'UE15 a tiré parti de sa localisation géographique pour promouvoir ses exportations vers les émergents et rentiers localisés en Europe et à sa périphérie. L'intégration régionale a favorisé la montée en gamme de l'offre de ces émergents proches. Les échanges avec l'Asie émergente témoignent d'un renforcement de la spécialisation de celle-ci dans les produits de haute technologie à bas prix et de celle de l'UE15 dans les produits de haute technologie et de haut de gamme.

Les premiers éléments de l'analyse réalisée pour les quatre grands pays européens sur la période 2000-2007 montrent, à partir de la base CHE-LEM, que l'UE15 est en en bonne position sur les marchés émergents et rentiers grâce essentiellement à l'Allemagne. Au Brésil et en Chine, la France maintient, loin derrière l'Allemagne, une position relativement forte, devançant le Royaume-Uni et l'Italie.

En Russie, le retard de la France par rapport à l'Allemagne est bien plus fort qu'ailleurs et il s'accroît (sur ce marché, la France vient derrière l'Italie).

La structure sectorielle des exportations françaises vers les BRIC diffère de celle de l'ensemble de l'UE27 par l'importance des produits de l'industrie mécanique. La faiblesse des ventes françaises de biens mécaniques à la Russie explique la médiocre position de la France sur ce marché. La situation est inverse sur les marchés brésilien, indien et chinois.

En 2010, le travail sera affiné et actualisé en utilisant la base de données COMEXT.

Le nouveau modèle de développement économique du Brésil et son implication pour les échanges avec l'UE

Même si sa croissance est plus faible que celle des autres BRIC, le Brésil enregistrait avant la crise de 2008-2009 des taux de croissance de 4 à 5 %, des rythmes d'inflation faibles, un endettement réduit. Par ailleurs, la progression des exportations agroalimentaires, sidérurgiques et énergétiques était rapide. Enfin, les progrès dans la lutte contre les inégalités étaient substantiels. Cependant, le Brésil souffrait toujours d'un retard dans ses infrastructures et de faibles niveaux d'investissement en capital physique et humain, compte tenu de son niveau de développement.

Le projet consistait en une participation à un rapport sur la compétitivité européenne, dans le cadre d'un projet européen coordonné par le WIIW⁸. La section sur le Brésil met l'accent sur les avantages comparatifs de ce pays dans un certain nombre de secteurs, contrairement à d'autres pays latino-américains dont l'intégration à l'économie mondiale est moins évidente. Le Brésil bénéficie en outre de relations économiques et politiques privilégiées avec les États-Unis et avec l'Union européenne.

⁸ The Vienna Institute for International Economic Studies.

RÉFÉRENCE(S)

"BRICs: Challenges and Opportunities for European Competitiveness and Cooperation", P. Havlik, R. Stöckinger, O. Pindyuk, G. Hunya, B. Dachs, C. Lennon, J. Ghosh, W. Urban, V. Astrov, E. Christie & M. Poplawski-Ribeiro, *Industrial Policy and Economic Reform Papers*, n° 13, Commission européenne, décembre.

"Models of BRICs' Economic Development and Challenges for EU Competitiveness", J. Ghosh, P. Havlik & M. Poplawski-Ribeiro, *Waltraut Urban*, WIIW Research Reports, n° 359, The Vienna Institute for International Economic Studies, décembre.

"EU and BRICs: Challenges and Opportunities for European Competitiveness", *European Competitiveness Report 2009*, Commission européenne, vol. I, chap. II.

Performances de la Chine à l'exportation

L'objectif était d'exploiter les données de douane chinoise récemment acquises par le CEPII (période 1997-2007) pour étudier les déterminants de la performance de la Chine à l'exportation, et plus particulièrement le rôle des externalités à l'export, notamment celles liées à la présence d'entreprises étrangères. L'idée était aussi d'étudier dans quelle mesure les exportations de biens sophistiqués sont le fait d'une part réduite du territoire chinois et d'entreprises particulières (étrangères) et d'identifier les répercussions de cette hétérogénéité sur les disparités spatiales de revenus.

Les résultats indiquent que la sophistication des exportations influence positivement la performance à l'exportation et la croissance des provinces. Cependant, les bénéfices de la montée en gamme sont limités au secteur ordinaire, pour lequel l'essentiel de la chaîne de valeur est produit en Chine (et non importée). La modification de la structure des exportations des firmes étrangères n'a, elle, pas d'impact direct sur la croissance, mais seulement un impact indirect, à travers l'influence positive exercée sur la sophistication des firmes domestiques. Enfin, il apparaît que les gains liés à la montée en gamme sont plus importants dans les provinces plus ouvertes au commerce et aux investissements étrangers, ainsi que dans celles bénéficiant d'un meilleur accès aux marchés extérieurs. Cet ensemble de résultats est compatible avec une aggravation des disparités économiques régionales en Chine.

Les filiales d'entreprises japonaises et leur impact sur les maisons-mères

L'objectif était d'analyser l'impact de l'implantation de filiales à l'étranger à partir de données de firmes japonaises sur la période 1994-2004, en reprenant la méthode de Barba Navaretti et Castellani (2004)⁹ qui combine une technique d'appariement par score de propensité (*pro-*

⁹ "Investments Abroad and Performance at Home: Evidence from Italian Multinationals", G. Barba Navaretti & D. Castellani, *CEPR Discussion Paper*, n° 4284, 2004.

RÉFÉRENCE(S)

"Export Sophistication and Economic Performance: Evidence from Chinese Provinces", J. Jarreau & S. Poncet, *Document de travail CEPII*, n° 2009-34, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The Elusive Impact of Investing Abroad for Japanese Parent Firms: Can Disaggregation According to FDI Motives Help?", S. Poncet, T. Inui & L. Hering, *Document de travail CEPII*, n° 2010-01, janvier 2010.

pensity score matching) et une estimation de différence-en-différence. Pour évaluer l'impact causal de l'implantation d'une filiale étrangère sur la performance de la maison-mère, on se concentre sur les entreprises japonaises qui s'implantent pour la première fois à l'étranger, passant ainsi du statut de firme purement domestique à celui de multinationale.

Les résultats agrégés confirment ceux des travaux précédents : l'impact – positif ou négatif – de l'implantation de firmes japonaises à l'étranger sur l'activité de la maison-mère est limité, ne justifiant ni les craintes de pertes massives d'emplois productifs, ni les attentes de gains importants de productivité totale des facteurs. Les résultats obtenus sur différents sous-échantillons confirment cet impact limité et font rejeter l'hypothèse initiale d'un biais d'agrégation. Cependant, l'impact de la création de filiales diffère selon le secteur et la localisation de la filiale. Nous trouvons notamment qu'à la création de filiales manufacturières sont associées une croissance plus rapide de la productivité du travail mais une moindre progression des exportations de la maison-mère. Les implantations dans les services s'accompagnent de gains en emplois administratifs au Japon, certainement en raison de la complémentarité entre les activités de la filiale et celles de la maison mère. Les craintes d'un effet d'"évidement" apparaissent plus justifiées dans le cas d'implantation dans les pays à bas revenu, pour lesquels on observe une contraction de l'emploi productif, de l'investissement et des exportations dans la maison-mère. Enfin, les gains de productivité du travail sont limités aux implantations manufacturières dans les pays à haut revenu, hors Asie, reflétant sans doute des externalités technologiques entre la filiale et la maison-mère.

RÉFÉRENCE(S)

"La fin du modèle asiatique?", F. Lemoine, *Conjoncture, Cyberpresse La Presse Montréal*, 16 février.

"Une croissance chinoise à risque", F. Lemoine, *Alternatives économiques*, n° 284, octobre.

"La Chine et l'Inde : les plus solides des BRIC", F. Lemoine, *Revue d'économie financière*, pp. 229-241, décembre.

Les grands pays émergents face à la crise financière

Suite à l'effondrement du mythe du découplage des cycles de croissance, l'idée était d'ici d'analyser de près comment les deux géants émergents ont vécu la crise mondiale. La Chine a été davantage affectée par la crise que l'Inde, car elle est plus ouverte au commerce international. Ces deux pays ont mené des politiques de relance de leur demande intérieure qui ont amorti les chocs extérieurs. La Chine a encouragé l'investissement, l'Inde la consommation des ménages. Si la reprise dans l'économie mondiale reste lente, la Chine et l'Inde ne retrouveront pas les rythmes de croissance record atteints avant la crise, mais ils peuvent avoir une croissance relativement forte. L'Inde bénéficie d'un contexte démographique favorable avec l'augmentation de sa population en âge de travailler. En Chine, le centre de gravité de l'économie pourrait se déplacer vers les provinces de l'intérieur, peu dépendantes des marchés mondiaux, ce qui amorcerait un nouveau régime de croissance.

MONDIALISATION

Panorama de l'économie mondiale

Depuis trois ans, le CEPII produit un panorama des tendances de la mondialisation sur longue période, utilisant la base de données CHE-LEM. Ce panorama, accessible en français et en anglais (*World Economic Overview*) sur le site du CEPII, s'adresse en particulier à un public d'enseignants. En 2009, ce panorama a été actualisé et une section sur le commerce de services y a été ajoutée.

RÉFÉRENCE(S)

"Panorama de l'économie mondiale",
H. Boumellassa, M. Fouquin,
C. Herzog & D. Únal,
présentation téléchargeable
sur le site du CEPII.

Groupe d'analyse de la mondialisation

Quatre Rendez-vous ont été organisés en 2009, en coopération avec le Centre d'analyse stratégique :

- "Mondialisation et environnement", 9 décembre 2009 ;
- "La contestation dans la mondialisation", 24 septembre 2009 ;
- "Quels défis pour l'agriculture mondialisée?", 18 juin 2009 ;
- "Quelle gouvernance mondiale après la crise?", 9 avril 2009.

Les inscriptions ont été en constante progression, l'audience passant de 70 à 100/110 participants par séance, ce qui a confirmé l'intérêt d'un public de plus en plus large et varié (administrations: 30 à 40 %, études et *think tanks*: 20 à 25 %, secteur privé: 20 %). Face à ce succès, le Comité de pilotage du GAM a décidé d'explorer d'autres lieux pour les Rendez-vous, notamment un partenariat avec la Cité des Sciences et de l'industrie.

RÉFÉRENCE(S)

www.rdv-mondialisation.fr/

ENVIRONNEMENT

Bilan de la modélisation des impacts économiques du changement climatique

L'objectif était de faire une revue critique des principaux modèles utilisés pour simuler l'interaction entre la dynamique des économies et celle des émissions de carbone. En effet, des divergences considérables subsistent dans l'évaluation des coûts des dommages du changement climatique et des politiques d'atténuation. Elles sont dues en partie aux hypothèses et aux choix structurels des modèles économiques avec effets environnementaux. Cette étude établit une grille d'analyse pour révéler l'impact des choix de modélisation sur les résultats. Les modèles sont analysés en prenant comme exemples ENV-Linkages, GEMINI-E3, IMACLIM-R et POLES. Les modèles *Top-Down* prennent insuffisamment en compte les potentiels de progrès technique dans le secteur énergétique, alors que les modèles *Bottom-Up* reproduisent mal les effets en retour du secteur énergétique sur l'ensemble de l'économie. Les modèles à dynamique récursive représentent insuffisamment les anticipations des agents et ne peuvent produire de scénarios normatifs. À l'opposé, certains modèles hybrides et tous les modèles

RÉFÉRENCE(S)

"Les impacts économiques
du changement climatique:
enjeux de modélisation",
P. Besson & N. Kousnetzoff,
Document de travail CEPII,
n° 2009-36, décembre.

d'optimisation intertemporelle ont des mécanismes d'endogénéisation qui rendent difficile l'interprétation des résultats. Nous étudions ensuite sur un exemple – la détermination de la valeur économique du carbone par les modèles GEMINI-E3, IMACLIMR et POLES – comment les divergences théoriques des modèles se traduisent dans la pratique. La revue est complétée par l'analyse du Rapport Stern, replacé dans le cadre plus large de la modélisation des liens entre croissance économique et environnement. Les divergences des résultats avec d'autres modèles "coûts-bénéfices" proviennent de la connaissance incomplète des risques de dommages, du choix des taux d'actualisation et enfin de l'évaluation des dommages hors domaine marchand.

Cycle sur le réchauffement climatique

Quatre réunions sur le réchauffement climatique ont été organisées en 2009, en collaboration avec le Club du CEPII :

- "Impacts économiques et coûts des politiques climatiques : le rapport Stern en débat", avec D. Zenghelis & R. Crassous, 19 janvier ;
- "Lutte contre le réchauffement : vers un rapprochement des positions américaines et européennes", avec C.D. Kolstad, J.-C. Hourcade & C. Stoffaës, 23 mars ;
- "Après-Kyoto : les chances d'un accord à Copenhague", avec E. Guérin, J. Lefevre & M.-H. Mandrillon, 23 juin ;
- "Les instruments économiques de lutte contre le réchauffement climatique – Efficacité et acceptabilité : point de vue des entreprises", avec D. Bureau, J.-P. Ponssard & C. de Perthuis, 27 octobre.

RÉFÉRENCE(S)

"Équivalence entre taxation et permis d'émission échangeables",
P. Villa,
Document de travail CEPII,
n° 2009-05, mars.

Équivalence entre taxation et permis d'émission échangeables

Cette recherche aborde sous des angles multiples l'équivalence entre taxation et droits d'émission polluante. Selon le théorème de Coase, point n'est besoin de faire appel à l'État pour internaliser l'externalité que constitue la pollution puisque des arrangements privés suffiraient à corriger les biais. Nous montrons qu'en fait, ce n'est pas le cas, non seulement pour les raisons invoquées habituellement comme les coûts de transaction ou les équilibres multiples, mais aussi parce qu'un marché des droits ne peut apparaître spontanément. L'équivalence entre taxation et droits d'émission n'est possible que parce que la taxation existe au préalable. En d'autres termes, la taxation est première, le marché second ; la taxation est le fait générateur, le marché des droits une modalité de mise en œuvre.

Pour une entreprise, la taxation fixe les coûts tandis que les droits fixent les quantités. L'équivalence est complète lorsqu'il n'existe pas de droits gratuits ou que ceux-ci sont partiels et proportionnels aux émissions polluantes. Les droits sont alors des actifs financiers dont les dividendes sont proportionnels à l'écart entre la productivité marginale des services de l'environnement et le coût de la contrainte. Au

niveau macroéconomique l'équivalence entre les droits d'émission et la taxation dépend du niveau du taux de profit et se ramène à la question de la détermination du prix des droits. Celle-ci dépend de l'organisation du marché.

Nous imaginons deux systèmes : soit, comme en Europe, les droits sont émis par l'État au profit des entreprises uniquement, soit, comme pour Coase, les entreprises émettent des droits achetés par les ménages et l'État. Dans les deux cas, le prix des droits n'a une détermination économique que sous certaines conditions. Ils doivent pouvoir être pensés à la fois comme des valeurs d'option de changement coûteux de technique, en raison de l'irréversibilité, et comme une alternative à une pénalité payée lorsque les entreprises dépassent la norme d'émission polluante fixée par l'État (système européen), ou à une fiscalité payée sur les émissions polluantes (système coasien). Les deux systèmes sont alors équivalents. L'irréversibilité et le coût associé du changement de technique comparé à la fiscalité ou la pénalité détermine le prix des droits. La pénalité liée à la norme ou la fiscalité sur la pollution sont nécessaires. Cela nous amène à proposer un ordre temporel de la politique économique : la fiscalité initiale doit être suffisamment importante pour provoquer le fait générateur ; son remplacement progressif par le marché est partiellement possible dans la mesure où l'on désire réduire les coûts, la valeur des droits étant égale à la pénalité multipliée par la probabilité de dépassement de la norme globale.

Toutefois nous montrons que, dans le système européen, seules les émissions par adjudications discriminantes sans droits gratuits ne sont pas manipulables. Avec les autres formes de distribution, le tâtonnement walrasien et la manipulation rendent possible une évolution sans détermination économique réelle, qui peut être cyclique, ergodique, erratique. Cela provient du fait qu'il existe de nombreux équilibres pour une même norme globale et du fait que le marché des droits n'est qu'un pseudo-marché, comme celui de la monnaie, où l'offre n'est pas indépendante de la demande, mais s'ajuste à la demande. La manipulation peut intervenir *ex ante* lors de l'attribution des droits gratuits ou *ex post* grâce aux interventions sur le marché au cours de la période de conformité.



ACI

Analyse
du Commerce
International

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le programme de travail *Analyse du commerce international* regroupe la gestion des bases de données de commerce développées par les CEPII et les études empiriques sur les déterminants des échanges de biens et services. Côté bases de données de commerce, nous avons lancé un chantier important de construction d'une base de données très détaillées de valeurs unitaires du commerce. Par ailleurs, nous avons étoffé le nombre de bases de données individuelles à notre disposition : sur le commerce de biens et services des firmes françaises et sur leurs investissements étrangers. Celles-ci nous ont permis de poursuivre plus avant nos études des stratégies d'entreprises dans la mondialisation. Finalement, le programme de travail ACI de 2009 s'est organisé autour des thèmes suivants : 1) le développement des bases de données de commerce, 2) la compétitivité-qualité, 3) la protection commerciale et les barrières aux échanges, 4) l'impact du taux de change et de la finance sur le commerce. En cours d'année, deux contributions ont été réalisées pour mieux comprendre les causes de la surréaction du commerce mondial à la crise économique de 2008-2009.

BASES DE DONNÉES D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX

En plus de l'actualisation annuelle des bases CHELEM et BACI, le CEPII a bénéficié cette année d'un accord avec les services statistiques des Nations Unies, lui donnant accès aux données sources de COMTRADE, bien plus détaillées que la version publique. Ces données vont permettre de construire une base de données très détaillées des valeurs unitaires du commerce, enrichissant par exemple notre compréhension des stratégies de tarification.

CHELEM – Commerce international

Comme chaque année, la base de commerce international de CHELEM (CHELEM-CIN) a été actualisée. Cette base contient des statistiques de commerce international couvrant la totalité des flux d'échanges depuis 1967, détaillés par pays/zone exportateur, pays/zone importateur et catégorie de produits. En 2009, les données du commerce mondial de 2007 ont été harmonisées et ajoutées à la base. Cela a nécessité un traitement particulier pour assurer le passage des nomenclatures SH2007 et CTCL rév. 4 aux nomenclatures spécifiques de CHELEM.

Trois versions de la base CHELEM ont été diffusées en 2009 sur Internet, respectivement en mars, avril et juillet. Deux versions sur DVD ROM ont été diffusées, en mars et en mai. Le nombre d'utilisateurs est en augmentation de près de 10 % par rapport à 2008. Les nouveaux

RÉFÉRENCE(S)

<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/cominter/cinpresent.htm>

RÉFÉRENCE(S)

<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/bdp/bdppresent.htm>

RÉFÉRENCE(S)

<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/pib/pibpresent.htm>

RÉFÉRENCE(S)

"Re-exports and Re-imports in UN COMTRADE", A. de Saint Vaulry, STD/SES WPTGS(2009)13, *OECD Working Party on International Trade in Goods and Trade in Services Statistics*, Paris, 16-18 novembre.

abonnés se trouvent en France pour un tiers d'entre eux ; les autres se trouvent en Chine, au Portugal, en Belgique, en Algérie...

Un recensement des principaux travaux utilisant CHELEM (hors CEPII) en 2009 a été réalisé. Il en ressort une grande diversité des supports (documents de recherche, articles académiques et grand public, rapports d'étude, notes de banques à destination des clients...) et organismes (universités et centres de recherche, banques centrales, ministères des finances, organisations internationales). Sur 26 documents recensés utilisant la base CHELEM, onze ont été réalisés par des institutions étrangères.

CHELEM – Balance des paiements

La base CHELEM-BAL contient les flux de balances des paiements pour 189 pays, 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM et l'ensemble des organisations internationales. Les comptes sont classés selon la nomenclature internationale MBP5 à un niveau agrégé de 68 postes pour les crédits et les débits, 70 postes pour les soldes ainsi que 7 postes pour les soldes spécifiques.

En 2009, la base de données de Balance des paiements a été mise à jour à trois reprises. Cette actualisation a nécessité un travail de recherche, puis de mise en forme et de test des données non disponibles au FMI (notamment les données indiennes de services et les données globales pour l'Algérie).

CHELEM – PIB

La base CHELEM-PIB contient les données du PIB, de la population totale et du taux de change nominal pour 204 pays ou territoires statistiques ainsi que 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM. En 2009, la base a été mise à jour deux fois, en mars et en juillet. Elle couvre maintenant la période 1960-2008.

La question des réexportations et des réimportations

L'abaissement progressif des barrières aux échanges favorise une plus grande division internationale des processus de production et des chaînes logistiques plus complexes. Cela tend à accroître l'importance des flux de ré-importation et ré-exportation. La prise en compte des flux de retour de marchandises en l'état est essentielle pour mieux comprendre la réalité du commerce mondial. C'est cependant une question technique complexe (par exemple, dans la grande majorité des cas, les réimportations n'ont qu'un pays d'origine : le pays déclarant lui-même, grâce aux zones franches).

Dans la base de données COMTRADE de l'ONU, les exportations comprennent les ré-exportations et les importations comprennent les

ré-importations. Certains pays y déclarent à part leurs ré-exportations croisées par produit et destination, d'autres (depuis peu, comme la Chine) leurs ré-importations par produit et pays d'origine. Dans le cadre d'une conférence de l'OCDE sur les statistiques du commerce international, ce projet a proposé un état des lieux des données disponibles. Il s'agissait de montrer l'importance des ré-exportations et ré-importations pour certains pays (Hong Kong et Singapour, mais aussi la Chine et les États-Unis) pour souligner la nécessité d'une généralisation de la mesure statistique de ces échanges et poser la question des statistiques détaillées sur les exportations et les importations domestiques.

BACI et données bilatérales en lignes tarifaires

Dans le cadre de ses analyses du commerce international, le CEPII porte une attention toute particulière aux prix des biens échangés. L'analyse des prix du commerce permet notamment d'étudier les spécialisations des pays par gammes de qualité. Cela nous a aussi permis de proposer une base d'indices des prix du commerce international, librement disponibles pour conduire des études macroéconomiques (base *Trade Prices*).

Nos mesures des prix proviennent des ratios valeur sur quantité des flux de commerce. Pour être réellement pertinentes, ces "valeurs unitaires" doivent être mesurées au niveau le plus fin possible de la nomenclature des produits. C'est sur ce point que l'équipe a travaillé en 2009, avec l'objectif de créer une nouvelle base de valeurs unitaires, plus précises et plus exactes.

Forts d'un partenariat avec le Bureau des statistiques du commerce des Nations Unies, nous avons maintenant accès aux données sources utilisées pour la base mondiale de commerce bilatéral COMTRADE. Ces données sources présentent une désagrégation sectorielle extrêmement fine, au niveau des lignes tarifaires (*i.e.* les flux sont donnés dans une nomenclature de produits allant jusqu'à 10 chiffres, contre 6 pour la version publique de COMTRADE). Bien évidemment, à ce niveau de détail, les données demandent un travail extrêmement long et difficile de correction et de vérification.

Une première version d'une base de données de valeurs unitaires du commerce a été construite pour les années 2005 et 2006. Elle n'est pas encore publique; nous attendons pour cela d'obtenir de COMTRADE d'autres années pour nous assurer de la stabilité et la robustesse des données.

Les données sur 2005 et 2006 ont néanmoins permis de tirer une classification des flux individuels en haut et bas de gamme sur chaque marché d'importation. Cette classification a été mobilisée pour *La Lettre du CEPII* "Crise et commerce: les hauts et bas du haut de gamme" ainsi que pour un document de travail à paraître. L'équipe réalise maintenant une nouvelle version de la base avec les données téléchargées pour les années 2000-2007. Cette base fournira les données de valeurs unitaires à l'import et à l'export au niveau 6 chiffres

RÉFÉRENCE(S)

Base BACI :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/baci.htm

Base Trade Prices :
www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/baci/non_restrict/price.asp

RÉFÉRENCE(S)

"Bilateral Trade Flows in Services: Towards a Harmonized Database", H. Boumellassa & D. Ünal, *The CEPII Newsletter*, n° 40, 1^{er} trimestre.

"Commerce de services", H. Boumellassa & D. Ünal, in *Panorama de l'économie mondiale*, (www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/panorama/panorama.htm).

"How Remote is the Offshoring Threat?", T. Mayer, K. Head & J. Ries, *European Economic Review*, vol. 53, n° 4, pp. 429-444.

RÉFÉRENCE(S)

"Les firmes françaises dans le commerce de services : une comparaison systématique avec le commerce de biens", G. Gaulier, E. Milet & D. Mirza, *mimeo*. Atelier CEPII-Banque de France : *Les entreprises françaises et européennes dans la concurrence internationale*, Paris, 25 novembre.

de la nomenclature harmonisée. La classification en haut et bas de gamme pourra être réalisée par année.

Par ailleurs, la base de commerce BACI a été actualisée et couvre maintenant la période 1994-2007.

Base bilatérale d'échanges de services

L'harmonisation des données bilatérales et sectorielles sur les échanges de services est rendue difficile par la présence de flux nuls, de flux négatifs, de données confidentielles entraînant des regroupements sectoriels, de flux miroirs incohérents... Face à ces difficultés, le CEPII a résolu de s'en tenir à une base non harmonisée construite à partir de plusieurs bases sources (FMI, OCDE, Eurostat notamment). Une première exploitation de ces informations a permis d'ajouter un chapitre sur les échanges de services au panorama de l'économie mondiale proposé en ligne sur le site du CEPII (voir le programme *Intégration internationale*)

Données individuelles d'échanges de services

Ces dernières années, le CEPII a utilisé les données des douanes françaises pour décrire les caractéristiques des entreprises exportatrices de biens. De la même façon, nous avons utilisé en 2009 les bases de données individuelles de la Banque de France pour proposer un ensemble de faits stylisés sur les firmes exportatrices de services.

Nous montrons qu'il y a en France un peu plus de 10 000 firmes exportant des services, soit environ dix fois moins que le nombre d'exportateurs de biens. Par ailleurs, les entreprises exportant des services n'appartiennent pas nécessairement à des secteurs de services : les firmes manufacturières réalisent en effet 1/5 des exportations de services. Comme pour le commerce de biens, on observe une forte sélection des producteurs de services sur les marchés étrangers : les firmes exportatrices de services sont en moyenne plus grandes, plus productives et versent des salaires plus élevés.

En plus de n'être qu'en nombre limité, les exportateurs de services sont de taille très inégale : 10 % des entreprises exportatrices assurent à elles seules 95 % des exportations, soit une concentration encore plus forte que dans le commerce de biens. Ces entreprises "superstars" exportent des valeurs importantes, mais elles ont aussi une très forte présence à l'étranger : elles exportent un grand nombre de services

vers de multiples destinations. On note enfin qu'elles sont souvent des filiales de multinationales étrangères : l'appartenance à un groupe étranger tend à augmenter la probabilité de s'établir sur les marchés étrangers ainsi que le montant des services exportés.

COMPÉTITIVITÉ-QUALITÉ

Le thème de la compétitivité-qualité, cher au CEPII, a été développé cette année dans de nouvelles directions, notamment par la mise en place de nouvelles approches méthodologiques pour identifier empiriquement les secteurs où la compétitivité-qualité prédomine.

La compétitivité-qualité dans le monde

La relation entre le prix moyen des exportations et le degré de difficulté d'accès au marché est théoriquement ambiguë : elle est négative si seules les firmes les plus productives, capables de produire à un prix relativement faible, sont susceptibles d'exporter vers les marchés difficiles d'accès (compétitivité-prix) ; elle est positive si seules les firmes proposant une qualité élevée, et donc produisant des biens chers, atteignent les marchés étrangers difficiles (compétitivité-qualité). Le projet, programmé sur deux ans, consiste ici à tester la relation entre prix et difficulté d'accès au marché, à partir d'une base de données plus complète que celles utilisées dans la littérature et en mettant en œuvre des tests plus aboutis. L'objectif est d'identifier le type de compétitivité (prix ou qualité) selon les produits, les pays exportateurs et les marchés de destination.

Cette classification entre secteurs à compétitivité-qualité et secteurs à compétitivité-prix est complémentaire des travaux menés par ailleurs au CEPII sur la spécialisation des pays selon les gammes de produit. En effet, il est fort possible qu'un pays, pour un produit donné, soit spécialisé dans le haut de gamme, mais qu'une fois cette spécialisation établie, le moteur des performances de chaque entreprise repose sur sa capacité à proposer un prix avantageux (pour le niveau de qualité retenu). Cette distinction est loin d'être anodine. En effet, on a souvent tendance à penser que le fait d'être fortement spécialisé dans le haut de gamme rend les firmes moins sensibles aux variations des coûts de production. Or ce n'est pas forcément le cas si, au sein de chaque gamme de produit, la compétitivité passe essentiellement par les prix. Ainsi une meilleure prise en compte du type de concurrence qui s'exerce entre les firmes doit conduire à affiner les messages de politique économique sur les questions de la compétitivité internationale.

En 2009, la base de données a été établie, la méthodologie arrêtée et un premier jeu de résultats ont été produits. Nous voyons notamment que la qualité est un moteur important de la compétitivité dans nombreux pays en développement et émergents, notamment en Amérique latine et en Europe centrale. C'est en revanche bien moins vrai pour les pays asiatiques où la compétitivité semble reposer bien plus largement

RÉFÉRENCE(S)

"Spatial Price Discrimination in International Markets",
J. Martin,
Document de travail CEPII,
n° 2009-21, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Oil Prices, Geography and Endogenous Regionalism: Too Much Ado About (Almost) Nothing",
D. Mirza & H. Zitouna,
Document de travail CEPII,
n° 2009-26, octobre.

sur la capacité à produire à bas prix. En 2010, l'ensemble sera finalisé pour donner lieu à un document de travail.

PROTECTION COMMERCIALE ET BARRIÈRES AUX ÉCHANGES

Cette année, notre travail d'identification et d'évaluation des entraves au commerce international nous a amenés à proposer des réflexions originales sur les conséquences des coûts de transport internationaux. Nous avons aussi étudié les déterminants informels du commerce international, comme les réseaux de migrants ou les restrictions liées au terrorisme international.

Coûts de transport et prix du commerce

La plupart des modèles théoriques de commerce international retiennent l'hypothèse de coûts de transport *ad valorem*. Cette hypothèse simplifie grandement les présentations théoriques. Néanmoins, elle revient à supposer que les coûts de transport sont d'autant plus importants que le prix des biens échangés est élevé, ce qui n'est pas véritablement satisfaisant. En effet, les coûts fixes du transport international (logistique par exemple) sont loin d'être négligeables. L'idée était d'étudier l'impact de la distance géographique (considérée comme le déterminant principal des coûts de transport) sur les stratégies de prix des entreprises exportatrices.

La partie théorique de cette recherche souligne l'importance de la formulation des coûts de transport pour déterminer comment les prix franco à bord évoluent avec la distance. Supposer des coûts additifs ou multiplicatifs (*iceberg*) peut en effet impliquer des prédictions opposées concernant la relation entre prix et distance au niveau de la firme. L'analyse empirique repose sur des données bilatérales des douanes reportant les flux d'exportations françaises au niveau firme-produit pour l'année 2005. Le principal résultat est que les exportateurs français fixent des prix plus élevés vers les destinations les plus lointaines. Ce résultat empirique va à l'encontre des prédictions des principaux modèles, ces derniers prédisant une relation nulle ou négative entre prix et distance au niveau firme et produit. Il remet également en cause l'utilisation des coûts de transport de type *iceberg*. Un moyen simple pour obtenir théoriquement une relation positive entre prix et distance consiste à utiliser un coût de transport additif.

Impact du prix du pétrole et des contraintes environnementales sur les coûts de transport: effets sur le transport aérien et la géographie du commerce mondial

Ce projet s'intéresse à l'effet du prix du pétrole sur la géographie du commerce international. Les coûts de transport sont modélisés en fonction de coûts fixes et de coûts variables. En affectant les coûts variables qui dépendent directement de la distance de transport, les prix du pé-

troles peuvent distordre les prix relatifs et réallouer les flux aux dépens des pays éloignés. Ainsi, un accroissement des prix du pétrole pourrait favoriser le régionalisme. Ce mécanisme est ici testé empiriquement sur des données américaines d'importations et de coûts de fret. Les résultats sont conformes à l'intuition théorique. Mais l'élasticité du fret au prix du pétrole est faible: entre 0,088 pour les pays proches et 0,103 pour les pays éloignés des États-Unis: un renchérissement du pétrole de 10 % réduit le commerce de 0,9 % pour les pays proches géographiquement des États-Unis et de 1 % pour les pays lointains. Nous estimons ensuite l'impact de la contribution du choc pétrolier récent sur la probabilité d'exporter (marge extensive) et sur les parts de marchés des produits déjà exportés vers les États-Unis (marge intensive). Les augmentations du prix du baril intervenues après 1999 ont très faiblement contribué aux effets de régionalisation: sur le marché américain, le prix du pétrole aurait favorisé très marginalement les parts de marché canadiennes et mexicaines, sans pour autant inverser la tendance à la baisse de ces dernières.

Évaluation des accords bilatéraux européens

L'Union européenne compte de nombreux accords commerciaux préférentiels bilatéraux et pourrait bien en signer de nouveaux dans les années à venir. Ce projet évalue l'impact commercial de ces accords, en se concentrant sur les accords bilatéraux mis en œuvre par l'UE depuis le milieu des années quatre-vingt-dix et en mettant l'accent sur l'agriculture qui comporte de nombreuses exceptions, même si elles ne concernent en général pas les produits dans lesquels les partenaires ont les parts de marché les plus élevées. L'originalité de l'approche consiste à s'appuyer sur une information détaillée, par produit et par année, permettant de prendre en compte de manière précise la nature et le champ des concessions tarifaires accordées. L'impact éventuel sur les flux commerciaux bilatéraux est évalué en contrôlant des évolutions spécifiques au producteur et au marché, par l'intermédiaire de comparaisons entre exportateurs et entre marchés.

Ce travail est en cours de finalisation et devrait déboucher prochainement sur un document de travail. Les premiers résultats suggèrent une élasticité-prix des flux commerciaux dans l'agriculture, de l'ordre de 5 à 10.

Terrorisme, mesures sécuritaires et commerce

Ce projet s'intéresse à l'impact du terrorisme sur le commerce international. La littérature empirique a d'ores et déjà mis en évidence le fait que le terrorisme international a un effet négatif important sur les exportations des pays d'où sont originaires les groupes terroristes. Nous montrons ici que le terrorisme a aussi des externalités négatives sur le commerce des pays voisins.

Le modèle théorique part de l'hypothèse selon laquelle les mesures antiterroristes sont aussi bien dirigées contre les pays hôtes des organisa-

RÉFÉRENCE(S)

"Assessing the Trade Creation Effect of EU Bilateral Trade Agreements", J.-C. Bureau, S. Jean, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Terrorism Networks and Trade: Does the Neighbor Hurt?", J. de Sousa, D. Mirza & T. Verdier, *Document de travail CEPII*, n° 2010-04, mars 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Ethnic Network, Information and International Trade: Revisiting the Evidence", G. Felbermayr, B. Jung & F. Toubal, *Document de travail CEPII*, n° 2009-30, décembre. À paraître dans *Annales d'économie et de statistique*.

"The Erosion of Colonial Trade Linkages After Independence", K. Head & T. Mayer, *Journal of International Economics*, à paraître.

tions terroristes qu'envers les pays pouvant potentiellement accueillir des branches de ces organisations. Dans ces conditions, le commerce d'un pays est d'autant plus affecté qu'il est proche d'une source terroriste localisée dans un autre pays. Par ricochet, les pays suffisamment éloignés des sources du terrorisme doivent voir leurs parts de marché à l'exportation s'accroître. Nous testons empiriquement ces prédictions et montrons en effet: (1) un impact direct et négatif du terrorisme transnational issu d'un pays sur son commerce, (2) un impact indirect négatif du terrorisme transnational issu du pays voisin et enfin, (3) un changement de signe de cet effet indirect sur le commerce qui devient positif à partir d'une certaine distance à la localisation des attentats terroristes. Ces résultats sont très robustes aux différentes définitions données au concept de voisinage.

Réseaux ethniques et commerce international

Les dérégulations et le progrès technique ont fait baisser les coûts de commerce et nombreux sont les économistes qui se sont appliqués à évaluer ces phénomènes. Cependant, les travaux sur l'effet-frontière nous rappellent que les obstacles informels aux échanges sont importants. Des recherches récentes ont notamment indiqué que les migrations internationales, en réduisant ces barrières informelles, augmentent le commerce bilatéral, notamment parce que les migrants réduisent le coût de l'échange en véhiculant dans leur pays d'accueil de l'information sur les institutions légales et commerciales de leur pays d'origine. Cependant ce canal n'est pas le seul par lequel les migrants affectent le commerce bilatéral. Les membres d'une minorité ethnique peuvent aussi avoir une préférence marquée pour les produits provenant de leur pays d'origine: c'est l'effet de préférence. Il est difficile de distinguer effets de réseaux et effets de préférence, mais cette identification est utile dans la mesure où seuls les premiers, en diminuant les coûts de transaction, améliorent l'efficacité et augmentent le bien-être.

Notre étude utilise des données de commerce et de migrations sur les années 1980 et 1990 et cherche à identifier uniquement les effets de réseaux. Les résultats suggèrent que les réseaux chinois entraînent une création de commerce beaucoup plus modeste que ce qui est prédit par Rauch et Trindade (2005)¹⁰ – environ 15 %. Par ailleurs, d'autres réseaux de migrants (turcs, mexicains, pakistanais...) ont aussi un effet significatif, même s'ils sont moins importants que ceux générés par la diaspora chinoise. L'hétérogénéité des effets de réseaux s'explique par la part d'émigrants qualifiés, par le degré de fractionnement ethnique et par le niveau de développement du pays d'origine des migrants.

10 "Ethnic Chinese Networks In International Trade", J. Rauch & V. Trindade, *The Review of Economics and Statistics*, vol. 84, n° 1, pp 116-130, 2002.

Commerce, biens intermédiaires importés et décisions des entreprises

Les échanges de biens intermédiaires occupent une place de plus en plus importante dans le commerce mondial. Dans les pays en développement en particulier, l'accès aux biens intermédiaires importés qui sont plus efficaces (ou qui ont une qualité supérieure) a un impact sur les prix des facteurs et sur la compétitivité des firmes nationales. L'objectif de cette recherche était d'étudier comment l'ouverture commerciale aux biens intermédiaires oriente la décision d'exporter des firmes. À partir des données de firmes de deux pays d'Amérique latine, le Chili et l'Argentine, on observe que les secteurs plus intensifs en biens intermédiaires importés se caractérisent par un nombre plus important de firmes exportatrices et par des ventes à l'exportation plus élevées que les autres secteurs. On développe alors un modèle théorique qui rationalise ces observations. Puis les prédictions du modèle sont testées en panel sur les firmes de secteurs manufacturiers chiliens et argentins. Nos résultats mettent en lumière les effets positifs de la libéralisation commerciale des biens intermédiaires sur les marges extensive et intensive du commerce. Entre 1992 et 1996, la réduction des droits de douane sur les biens intermédiaires en Argentine: (i) augmente les ventes à l'exportation des firmes dans des proportions allant jusqu'à 27 %, et (ii) élève la probabilité d'exporter de 5,5 à 8 points de pourcentage. Les résultats à l'exportation des firmes apparaissent effectivement différents selon l'intensité d'utilisation des inputs importés: dans les secteurs où cette intensité est supérieure à la médiane, l'effet de la productivité sur le statut d'exportateur et sur le niveau des exportations des firmes peut être jusqu'à deux fois plus fort que dans les autres secteurs.

FINANCE, TAUX DE CHANGE ET COMMERCE

Beaucoup s'interrogent aujourd'hui sur le rôle des contraintes de crédit dans le recul impressionnant du commerce mondial pendant la crise et sur les conséquences pour la compétitivité d'un euro encore trop fort ou d'un yuan trop faible, nous proposons cette année plusieurs études venant éclairer ces deux questions, certaines d'entre elles n'ayant pas été prévues au programme de travail mais suscitées par les développements observés de la crise.

Effet du développement financier sur le commerce international

L'analyse du commerce international par secteurs révèle que la concentration des flux de commerce nuls est particulièrement importante lorsque l'exportateur est un pays à faible revenu. Cette persistance des flux de commerce nuls pourrait provenir d'imperfections sur le marché financier, l'amorçage de relations commerciales nécessitant en général un accès au crédit. Si tel est le cas, on s'attend à ce que les pays ayant connu un développement financier rapide au cours des années 1990 aient réussi à élever le nombre de leurs partenaires commerciaux.

RÉFÉRENCE(S)

"Trade Integration in Manufacturing: the Chilean Experience",
M. Bas & I. Ledezma,
The EU and Emerging Markets, ECSA Editions,
octobre.

"Trade, Foreign Inputs and Firms' Decisions: Theory and Evidence", M. Bas,
Document du travail CEPIL,
n° 2009-35, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"The Distorted Effect of Financial Development on International Trade Flows",
A. Berthou,
Document de travail CEPIL,
n° 2010-09, avril 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Financial Market Imperfections and the Impact of Exchange Rate Movements on Exports",
A. Berthou & N. Berman,
Review of International Economics, vol. 17, n° 1,
pp. 103-120, février.

"Real Exchange Rate Movements and Bilateral Exports: the Dampening Effect of Trade Costs",
A. Berthou, *mimeo*.

L'idée était ici d'analyser les effets du développement financier sur les marges intensive et extensive du commerce mondial, à partir de données couvrant 50 pays exportateurs, 85 pays importateurs et 28 secteurs pour la période 1990-2000.

Le modèle théorique prédit un effet positif du développement financier sur le nombre de partenaires commerciaux (marge extensive) et la valeur des exportations vers chaque partenaire (marge intensive), en particulier dans les secteurs dépendant davantage de sources de financement externe. La seconde prédiction est que l'effet du développement financier est conditionné par le niveau initial de développement des institutions financières: lorsque ces institutions sont faiblement développées, un accroissement marginal du développement financier ne bénéficie qu'à un nombre restreint de firmes très productives, et conduit à un accroissement faible du volume des exportations.

Les résultats empiriques confirment ces prédictions. Le développement financier favorise à la fois les marges intensive et extensive du commerce. Toutefois, 60 % de cet effet transite par un accroissement du commerce entre partenaires. Ce résultat suggère que la création de nouvelles relations commerciales requière davantage de ressources financières en comparaison du développement des exportations entre partenaires commerciaux. Le développement financier a aussi un impact plus important sur les exportations des économies émergentes, en comparaison de son effet sur le commerce dans les pays moins avancés ou dans les économies riches. Ces résultats suggèrent ainsi que les épisodes de rationnement du crédit ont un impact plus important sur le volume des exportations dans les économies émergentes que dans les pays moins avancés. Dans les économies moins avancées, les ressources financières domestiques sont davantage dirigées vers des secteurs moins intensifs en financements externes, ou vers des projets purement domestiques. Ce travail est en cours de finalisation.

Variation du taux de change et commerce

En 2009, deux projets de recherche ont été menés sur ce thème.

Le premier s'intéresse à l'impact des variations du taux de change réel sur les exportations entre paires de pays. Les barrières à l'entrée constituent un déterminant essentiel de la décision d'une firme de commencer à exporter, ou de continuer à exporter. La réaction des exportations suite à un choc de taux de change peut donc être affectée par les caractéristiques du marché, en particulier par les coûts d'entrée. Nous montrons en effet que les exportations vers des marchés moins accessibles réagissent plus faiblement aux chocs de taux de change réel. De manière plus générale, ces résultats impliquent que les coûts associés au commerce international peuvent altérer la réaction du compte courant à la suite d'une variation du taux de change et ont pu contribuer à la persistance des déséquilibres mondiaux.

Le second projet propose et teste un modèle théorique plus explicite. Le point central du modèle est qu'en présence de coûts de distribution

dans l'activité d'exportation, les firmes de haute et de faible productivité réagissent différemment à une dépréciation de la monnaie nationale. Alors que les firmes de haute productivité en profitent pour augmenter leur marge, les autres entreprises préfèrent augmenter leur volume d'exportation. La tarification au marché dans ce modèle est donc à la fois endogène et hétérogène. Cette hétérogénéité a une importance fondamentale pour l'impact agrégé des fluctuations du change. La présence de coûts fixes à l'exportation implique que seules les firmes les plus productives exportent, c'est-à-dire celles qui réagissent à une dépréciation par un changement de leur marge et un faible changement de leur volume exporté. Cet effet de sélection peut expliquer la faible réponse des flux agrégés aux fluctuations du change. Les résultats empiriques, sur données individuelles, confirment que les firmes les plus productives réagissent aux dépréciations en augmentant leurs prix plutôt que leurs quantités exportées. L'inverse est vrai des firmes les moins productives. La tarification au marché est également un comportement plus répandu dans les secteurs et les destinations avec des coûts de distribution plus élevés. En accord avec les prédictions théoriques, on trouve que la probabilité pour une firme de devenir exportatrice augmente lors d'une dépréciation de sa devise, mais la marge extensive de la réponse aux fluctuations du taux de change est faible au niveau agrégé car les firmes qui entrent sont plus petites et exportent moins que les firmes existantes.

Impact du taux de change dans un duopole

Les taux de change connaissent une forte volatilité et s'éloignent souvent largement de leurs niveaux d'équilibre de long terme. Ceci constitue une source de chocs considérables pour les entreprises dont les coûts et les revenus ne sont pas dans la même monnaie. C'est le cas dans l'industrie aéronautique de l'un des deux principaux producteurs, Airbus, dont les prix sont fixés essentiellement en dollars tandis que les coûts sont majoritairement en euros. Ainsi, Airbus subit de plein fouet les fluctuations du taux de change euro-dollar alors que son concurrent au sein du duopole, Boeing, en est largement protégé. Le fait que ces fluctuations de change soient temporaires rend encore plus difficile le choix d'une stratégie d'adaptation pour une firme comme Airbus : faut-il répercuter une appréciation dans les prix en dollars, ou bien comprimer les marges en attendant des jours meilleurs ?

Cette recherche s'intéresse aux effets concurrentiels des désajustements de taux de change sur le marché des grands avions. Nous construisons et calibrons un modèle pour évaluer comment les deux entreprises ajustent leurs prix face à une variation temporaire du taux de change euro-dollar, et comment ce comportement affecte les volumes et les profits. Le modèle montre qu'en raison de la nature duopoliste de la concurrence, il est optimal pour Airbus de ne répercuter qu'une petite partie des fluctuations de taux de change sur ses clients à travers une hausse de prix. En outre, en raison des caractéristiques particulières de ce secteur (effets d'apprentissage sur les nouveaux modèles, coûts supportés par les compagnies aériennes lorsqu'elles changent de fournisseur...), des variations temporaires de taux de change sont susceptibles d'avoir des conséquences durables sur le secteur.

RÉFÉRENCE(S)

"How do Different Exporters React to Exchange Rate Changes? Theory, Empirics and Aggregate Implications",
N. Berman, P. Martin
& T. Mayer,
Document de travail CEPII,
n° 2009-32, décembre.

"Of Markets, Products and Prices: the Effects of the Euro on European Firms",
L. Fontagné, T. Mayer &
G. Ottaviano,
Intereconomics: Review of European Economic Policy,
vol. 44, n° 3, pp. 149-158.

RÉFÉRENCE(S)

"Exchange-Rate Misalignments in Duopoly: the Case of Airbus and Boeing",
A. Bénassy-Quéré,
L. Fontagné & H. Raff,
Document de travail CEPII,
n° 2009-10, juin.

RÉFÉRENCE(S)

"Economic Crisis and Global Supply Chains",
A. Bénassy-Quéré,
Y. Decreux, L. Fontagné
& D. Khoudour-Castéras,
Document de travail CEPII,
n° 2009-15, juillet.

"Le commerce victime
de la mondialisation?",
A. Bénassy-Quéré,
Y. Decreux, L. Fontagné
& D. Khoudour-Castéras,
La Lettre du CEPII,
n° 291, septembre.

"Crise et commerce :
les hauts et bas du haut
de gamme",
A. Berthou & C. Emlinger,
La Lettre du CEPII,
n° 293, octobre.

"Crisis and the Collapse
of World Trade: the Shift
to Lower Quality",
A. Berthou & C. Emlinger,
Document de travail CEPII,
n° 2010-07, mars 2010.

Le commerce mondial et la crise

Le fort recul du commerce mondial au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009 a marqué les esprits. Des prévisions alarmistes ont été publiées pour l'ensemble de l'année 2009 et plusieurs explications ont été avancées. En particulier, au-delà des restrictions de crédit et de la chute de la demande mondiale, il a été suggéré que, en raison de la mondialisation des chaînes de valeur, le commerce mondial devait inévitablement sur-réagir à la chute du PIB mondial. Nous remettons en cause ce point de vue à travers quelques calculs simples, puis par la simulation d'un modèle multirégional et multisectoriel d'équilibre général calculable, qui prend en compte explicitement les chaînes d'approvisionnement au niveau inter et intrasectoriel. À partir du modèle MIRAGE, on étudie si les prévisions de croissance d'avril 2009, conjuguées à une déformation de la demande au détriment des biens d'investissement et à un arrêt du processus de réduction des coûts du commerce, sont cohérentes avec un surajustement du commerce par rapport au PIB mondial. Lorsque les flux de commerce sont corrigés par le prix du PIB mondial, le commerce mondial baisse de 8,9 % en 2009 selon le modèle, contre une baisse de « seulement » 1,3 % pour le PIB mondial. Cependant, si le commerce est corrigé par le prix spécifique de chaque catégorie de biens échangés, la chute du commerce mondial est bien plus limitée (-2,4 %). Ainsi, une part importante de la baisse du commerce prédite par le modèle provient en fait d'une baisse du prix relatif des biens échangés. L'écart résiduel de 1,3 point entre baisse du PIB et baisse du commerce se résorbe complètement lorsque le PIB mondial est calculé à partir des PIB régionaux agrégés aux taux de change courant et non plus aux parités de pouvoirs d'achat. Finalement, nos résultats ne confirment pas l'existence d'une sur-réaction systématique du commerce par rapport au PIB mondial liée à la mondialisation des chaînes de valeur. Il faut alors rechercher dans les contraintes de crédit ou la contraction des stocks l'explication à la forte baisse observée au plus fort de la crise.

Une seconde contribution sur ce thème s'intéresse à l'impact différencié de la crise sur différents segments du commerce international. Une décomposition fine du commerce international par gammes de qualité permet d'observer que la chute du commerce mondial qui s'est produite fin 2008-début 2009 a particulièrement touché les produits haut de gamme. Calculée sur une période de dix ans, l'élasticité-revenu des importations de ces produits se révèle près de 60 % supérieure à celle des importations de bas de gamme. Toutes choses égales par ailleurs, cette plus grande sensibilité au revenu a davantage pénalisé les exportateurs de haut de gamme. Pour la même raison, la reprise devrait les favoriser.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET STRATÉGIES DES FIRMES MULTINATIONALES

Les firmes multinationales sont un rouage essentiel de la mondialisation. Elles réalisent une très grande part des échanges commerciaux et leurs décisions stratégiques ont une influence visible sur la facture du commerce mondial. Nos résultats pointent notamment le fait que les

grandes multinationales ont des stratégies sensiblement différentes des plus petites et que leurs stratégies sont profondément affectées par les environnements économiques et institutionnels des pays partenaires.

Arbitrage entre investissement étranger et exportation

De nombreuses études ont documenté le rôle prépondérant des entreprises multinationales dans le commerce international. Selon Antràs (2003)¹¹, un tiers du commerce mondial est intragroupe, et un autre tiers implique la participation des entreprises multinationales. Kiyota et Urata (2005)¹² montrent que 95 % des exportations du Japon et 85,5 % de ses importations sont effectuées par des entreprises multinationales. La moitié des échanges commerciaux des entreprises japonaises est internalisée en 2000. Clausing (2000)¹³ rapporte une part de l'intragroupe similaire pour les échanges commerciaux entre l'Union européenne et les États-Unis. Le rôle joué par les multinationales est très important, mais comment les entreprises multinationales organisent-elles leurs ventes à l'étranger ?

L'objectif de cette étude est de comprendre cette organisation. Nous développons un modèle théorique décrivant la décision des entreprises d'implanter une filiale de distribution ou une filiale de production en fonction des coûts du commerce, des coûts d'implantation, des différentiels de salaires et de la taille du marché étranger. Dans un second temps, nous testons les prédictions du modèle en utilisant des données détaillées qui fournissent une ventilation géographique des filiales étrangères de multinationales allemandes. Ces données comprennent une information en panel permettant de distinguer les filiales de production de celles de distribution pour la période de 1996 à 2003. Les résultats confirment que les coûts du commerce ont l'effet positif attendu sur la probabilité de produire à l'étranger. Des salaires relatifs bas et une plus grande taille de marché accroissent également cette probabilité. Comme prévu par le modèle, la taille de la maison mère augmente la probabilité d'implantation de filiales de production. À l'inverse, des coûts d'implantation élevés favorisent l'implantation de filiales de distribution.

Impact de l'entrée des firmes multinationales sur la productivité des entreprises domestiques

Baucoup de travaux avancent l'idée selon laquelle la supériorité technologique et l'expérience managériale des multinationales étrangères peuvent engendrer des externalités technologiques et informationnelles à même de dynamiser les tissus industriels locaux. Mais les preuves empiriques de cette thèse ne sont pas totalement convaincantes. L'impact de l'implantation de firmes multinationales sur la productivité des

RÉFÉRENCE(S)

"Foreign Sales Strategies of Multinational Firms", J. Kleinert & F. Toubal, *mimeo*.

"Gravity for FDI", J. Kleinert & F. Toubal, *Review of International Economics*, vol. 18, n° 1, pp.1-13, 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Spillovers from Multinationals to Heterogeneous Domestic Firms: Evidence from Hungary", G. Békés, J. Kleinert & F. Toubal, *Document de travail CEPII*, n° 2009-31, décembre ; *The World Economy*, vol. 32, n° 10, pp. 1408-1433.

11 "Firms, Contracts, and Trade Structure", P. Antràs, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 4, pp. 1375-1418, 2003.

12 "The Role of Multinational Firms in International Trade: The Case of Japan", K. Kiyota & S. Urata, *Discussion papers* 05012, RIETI, 2005.

13 "Does Multinational Activity Displace Trade?", K. Clausing, *Economic Inquiry*, vol. 38, n° 2, pp. 190-205, 2000.

RÉFÉRENCE(S)

"Investissement direct étranger et performances des entreprises", L. Fontagné & F. Toubal, *Rapport du Conseil d'Analyse Économique*, n° 89, 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Sous-traitance internationale française: une application des modèles de droit de propriété", F. Defever & F. Toubal, *mimeo*.

entreprises locales n'est pas forcément positif et/ou économiquement important. En effet, les entreprises réagissent de manière différente à la présence d'entreprises multinationales étrangères; selon une récente enquête de la Banque Mondiale sur les entreprises tchèques et lettones, 23 % des entreprises interrogées affirment que la présence d'entreprises multinationales leur permet un accès à de nouvelles technologies, 13 % pensent qu'elle affecte favorablement leur savoir-faire en marketing, mais 10 % d'entre elles jugent que l'implantation de multinationales est responsable de leur perte en parts de marché. Certaines entreprises locales sont donc capables de bénéficier de la présence de multinationales étrangères alors que d'autres ne le sont pas. Nous montrons que, pour la Hongrie, les effets bénéfiques (ou non) varient selon (i) la nature en amont ou en aval du lien de sous-traitance entre la multinationale et la firme domestique, (ii) la capacité des entreprises domestiques à absorber de nouvelles technologies et (iii) leur aptitude à faire face à la concurrence.

Organisation des firmes multinationales et commerce intragroupe

L'organisation des entreprises multinationales et leurs liens dans la décomposition internationale du processus de production suscitent un intérêt grandissant. Ces entreprises sous-traitent tout ou partie de la production de produits intermédiaires à des fournisseurs étrangers indépendants ou internalisent celle-ci au travers de leurs filiales étrangères. On analyse ici les choix organisationnels des entreprises multinationales françaises.

Dans le modèle d'Antràs (2003)¹⁴, lorsqu'elles s'internationalisent, les entreprises ne choisissent pas seulement leur localisation géographique, mais aussi le type de contrôle qu'elles désirent exercer sur chacun des éléments de leur processus de production. Si la fabrication d'un bien final nécessite deux types d'intrants spécifiques respectivement produits par deux agents, par exemple une entreprise française et un fournisseur étranger, alors l'importance relative de ces intrants dans la fabrication du bien final détermine l'effort d'investissement de l'agent. Dans la logique de Hart & Moore (1990)¹⁵, la propriété de l'actif devrait revenir à celui des agents dont la contribution au revenu est la plus importante; ceci afin que ses incitations à investir soient les plus fortes. L'une des contributions majeures du modèle d'Antràs est qu'il permet de lier le choix d'internationalisation des entreprises multinationales aux caractéristiques des secteurs dans lesquels elles évoluent (par exemple, leur intensité capitalistique). Le modèle d'Antràs & Helpman (2004)¹⁶ constitue une extension intéressante en ce qu'il considère l'hétérogénéité des entreprises du point de vue de leur productivité comme un autre déterminant majeur du choix organisationnel. Si les coûts fixes d'organisation sont plus importants en externalisant, alors

14 "Firms, Contracts, and Trade Structure", P. Antràs, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 4, pp. 1375-1418, 2003.

15 "Property Rights and the Nature of the Firm", O. Hart & J. Moore, *Journal of Political Economy*, vol. 98, n° 6, pp. 1119-1158, 1990.

16 "Global Sourcing", P. Antràs & E. Helpman, *Journal of Political Economy*, vol. 112, n° 3, pp. 552-580, 2004.

les entreprises les plus productives importeront leurs biens intermédiaires d'un fournisseur indépendant.

L'objectif de ce projet est de tester empiriquement les implications théoriques du modèle de Antràs & Helpman, à partir de l'enquête "Mondialisation" du SESSI qui fournit l'information sur le choix organisationnel et la provenance des importations des entreprises multinationales françaises en 1999. Cette base de données est complétée par l'Enquête Annuelle d'Entreprise (EAE) portant sur les principaux aspects de l'activité de l'entreprise et par l'enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LIFI) permettant d'identifier les groupes de sociétés opérants en France et de déterminer leur contour. L'EAE permet de calculer la productivité totale des facteurs des entreprises et d'approximer leurs actifs spécifiques. Les résultats confortent les prédictions du modèle d'Antràs (2003) et Antràs & Helpman (2004). En particulier, une productivité plus élevée accroît la probabilité d'importation de biens intermédiaires de fournisseurs indépendants. L'importance relative des intrants spécifiques est également un déterminant majeur du choix organisationnel.

Négociation salariale et firmes multinationales

Les firmes multinationales sont souvent soupçonnées de jouer le jeu de la concurrence sociale par leurs choix de localisation. On étudie ici comment les choix d'organisation des multinationales (externalisation ou implantation d'une filiale de production) sont influencés par les modes de négociation salariale locaux. Le modèle théorique prédit qu'une firme multinationale choisit l'externalisation plutôt que l'IDE dans les pays où les syndicats ont un pouvoir de négociation salariale plus important. Cette prédiction est confirmée par l'analyse des données des firmes multinationales localisées en France pour l'année 1999 : les firmes multinationales font davantage de commerce intra-firme dans les pays qui ont des régulations du marché du travail plus faibles.

RÉFÉRENCE(S)

"Wage Bargaining and the Boundaries of the Multinational Firms",
M. Bas & J. Carluccio,
Document de travail CEPIL,
n° 2010-03, mars 2010.



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

L'année 2009 a acté l'enlisement des négociations commerciales multilatérales pour la modélisation desquelles le CEPII a accumulé une forte expérience. Anticipant l'élargissement du contenu des négociations dans un cadre plus régional ou bilatéral, le programme *Politiques commerciales a*, en 2009, fortement diversifié ses thèmes d'intérêt et ses approches méthodologiques tout en entretenant les outils désormais bien établis (*Mirage*, *MacMap*). Les barrières aux échanges de services, les investissements directs, la modélisation en équilibre général au niveau fin des produits, les questions d'environnement ou encore de corruption sont ainsi venus enrichir les travaux plus traditionnels en termes d'évaluation d'agendas de libéralisation. La question de l'environnement a été abordée par le biais des biocarburants.

MESURE DES BARRIÈRES AUX ÉCHANGES

Mesure des barrières aux échanges: MACMap

La base de données MACMap6-HS6 2007 (données source, ITC) propose un équivalent *ad valorem* pour 158 pays importateurs et 220 pays exportateurs de la protection concernant 5224 produits de la nomenclature harmonisée du commerce international. Cette version 2007 met à jour les données de la base 2004 en appliquant la même méthodologie.

Une version bêta est disponible depuis mai 2009. Elle a été présentée au Conseil de GTAP lors de la conférence de juin 2009 (Santiago du Chili). Toutefois, la base n'a pas été achevée en 2009 en raison de l'attente des données de commerce pour l'année 2007 et de l'attente de la base des quotas tarifaires de l'IFPRI qui devrait être prête en février 2010 seulement. Par ailleurs, un traitement spécifique est désormais nécessaire car les données pour calculer les valeurs unitaires sont directement issues des lignes tarifaires. L'équipe BACI fournit cet input.

Dès qu'elle sera stabilisée, la base sera intégrée à la prochaine version de la base GTAP (2007). Un document technique expliquant la méthodologie sera également diffusé.

Mesure des barrières aux échanges de services

Alors que les barrières formelles aux échanges de biens sont documentées à un niveau fin dans les bases de données les plus récentes, les informations quantitatives sur les barrières aux échanges de services sont très parcellaires. Ceci pose un problème important pour l'évaluation des conséquences de la libéralisation bilatérale ou multilatérale

RÉFÉRENCE(S)

"The 2007 Version of the MacMap Database", H. Boumellassa, S. Jean, C. Mitaritonna & M.-P. Ramos. Présentation au colloque annuel du réseau GTAP, Santiago du Chili, juin 2009.

"A Picture of Tariff Protection Across the World in 2004 MACMap-HS6, Version 2", H. Boumellassa, D. Laborde & C. Mitaritonna, *Document de travail CEPII*, n° 2009-22, septembre.

"Trade Impact of European Measures on GMOs Condensed by the WTO Pavel", A.C. Disdier & L. Fontagné, *Review of World Economics*, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

Estimations of Tariff Equivalents for the Services Sectors, L. Fontagné & C. Mitaritonna, Rapport d'étude pour la Commission européenne, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

Estimations of Tariff Equivalents for the Services Sectors,
L. Fontagné, A. Guillin
& C. Mitaritonna,
Conférence GTAP, Penang,
9-11 juin 2010.

Assessing the Economic Impact of Services Barriers,
L. Fontagné & C. Mitaritonna,
Rapport d'étude pour la
Commission européenne,
novembre.

"Assessing Barriers to Trade
in the Distribution and
Telecom Sectors in Emerging
Countries",
L. Fontagné & C. Mitaritonna,
Document de travail CEPII,
n° 2009-37, décembre.

dans ce secteur d'activité. L'objectif de cette étude était d'évaluer les équivalents tarifaires de barrières au commerce de services en utilisant deux méthodes alternatives: (1) l'estimation d'équations de type gravitaire, pour un grand nombre de pays et pour tous les secteurs GTAP; (2) pour chaque secteur observable, une observation directe à partir des variables réglementaires spécifiques. L'information qualitative est alors agrégée dans un indicateur composite utilisé comme variable explicative des marges des entreprises de services dans les pays concernés. Dans ce deuxième cas, le nombre de secteurs et de pays est beaucoup plus limité (trois secteurs et onze économies émergentes). L'intérêt de cette deuxième approche est d'ouvrir la voie à un traitement plus systématique des informations de nature qualitative sur ces barrières.

DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION DU MODÈLE MIRAGE

La forte demande autour de Mirage a conduit le CEPII à organiser plusieurs sessions de formation en 2009. Les travaux conduits en 2009 ont par ailleurs amené à modifier un certain nombre de spécifications. Enfin, un développement important a porté sur la modélisation au niveau fin des produits, en complément des approches sectorielles plus traditionnelles.

Diffusion de MIRAGE

La multiplication des utilisateurs de MIRAGE extérieurs au CEPII a rendu nécessaire un important travail de nettoyage des programmes, de structuration des fichiers et de documentation. À cette occasion, une version "publique" du modèle incluant uniquement des caractéristiques techniques dûment validées par le consortium MIRAGE a été retenue; les versions utilisées en interne au CEPII comportent quant à elles des innovations plus expérimentales. Le but de cette clarification est d'éviter que le même exercice conduit avec MIRAGE par deux équipes différentes ne conduise à des résultats différents en raison de différences non documentées entre les versions. Le wiki mis en place de façon expérimentale en 2008 a été validé par le consortium; il servira de plate-forme de communication au sein du consortium MIRAGE dès 2010.

Deux formations au modèle MIRAGE ont été données à l'extérieur du CEPII: l'une à la Commission Européenne, DG Commerce, par Y. Decreux et H. Valin; l'autre à l'OMC par C. Gouel et H. Valin.

Améliorations de MIRAGE

La modélisation des contingents tarifaires pose des problèmes difficiles en raison de la coexistence de deux droits de douane différents pour le même produit, en fonction de la quantité totale importée. Or cet instrument a un impact non négligeable dans l'agriculture. Un travail a donc été réalisé pour intégrer la modélisation de ces contingents dans la version de MIRAGE utilisée au CEPII. Cette amélioration a pu être utilisée dans la simulation du dernier ensemble de propositions du Cycle de Doha. Une dimension importante de ce travail est la modélisation de la libéralisation commerciale au niveau fin des produits, tout en restant en équilibre général. Cela a débouché sur une deuxième extension visant à généraliser ce principe combinant les avantages de l'équilibre partiel et de l'équilibre général.

C'est ainsi que le modèle MIRAGE a été étendu au niveau HS6 pour le commerce extérieur, en utilisant une combinaison de fonctions d'élasticité constante de substitution (CES) et de transformation (CET), de manière similaire à Anderson (1998)¹⁷. Cette modélisation à un niveau fin permet de représenter explicitement les instruments de politique commerciale, notamment, comme on vient de le voir, les contingents tarifaires dont le fonctionnement non linéaire se prête peu à l'agrégation. L'augmentation de la taille du modèle qui résulte de la désagrégation et les non-linéarités introduites par la modélisation des contingents impliquent de restreindre la désagrégation à quelques secteurs et quelques pays. Cette nouvelle modélisation n'affecte pas fondamentalement les résultats du modèle. Elle permet néanmoins d'identifier précisément les secteurs dans lesquels se concentrent les enjeux des politiques commerciales et de discuter certains aspects mal appréhendés par la modélisation habituelle comme les produits sensibles ou la dépendance forte des pays en développement aux exportations de quelques produits.

Pour l'instant, la modélisation des contingents au niveau fin a été limitée à la désagrégation des exportations agricoles (684 produits HS6) de deux pays importateurs (Union européenne et États-Unis, ou Union européenne et Japon) avec l'ensemble des pays partenaires. Toutefois une version du modèle Mirage HS6 sans contingents tarifaires fonctionne de façon expérimentale depuis 2009 pour l'ensemble des produits HS6 (5 113 produits).

Sentier dynamique de MIRAGE

Les modèles d'équilibre général sont largement utilisés pour la politique économique et il est important de disposer d'un sentier dynamique reproduisant les évolutions attendues de l'économie mondiale à long terme. Dans cette perspective, deux améliorations ont été apportées en 2009 au sentier de référence du modèle MIRAGE :

➤ Le calcul de la croissance en volume dans le modèle a été amélioré : le taux de croissance était déterminé précédemment comme la crois-

RÉFÉRENCE(S)

"The Art of Exceptions: Sensitive Products in the Doha Negotiations",
C. Gouel, C. Mitaritonna
& P. Ramos,
communication au workshop
CEPII-PSE, 6 juillet.

"The Value of Preferences",
D. Laborde, C. Mitaritonna &
L. Puppato,
Conférence GTAP, Penang,
9-11 juin 2010.

¹⁷ "Trade Restrictiveness Benchmarks", J.E. Anderson, *The Economic Journal*, vol. 108, n° 449, pp. 1111—1125, 1998.

sance en valeur déflatée par un indice de prix. Il a été remplacé par un indice de Laspeyre des volumes, conformément à la pratique des comptes nationaux. La différence peut être très sensible pour des pays fortement spécialisés dans l'exportation de produits dont les prix sont volatils (pétrole, par exemple).

➤ La politique commerciale du sentier de référence a été revue pour tenir compte des engagements pris à l'OMC. Ces engagements imposent de fait une réduction des subventions à l'exportation de produits agricoles en termes réels. Si, globalement, l'effet d'un accord multilatéral sur l'activité agricole européenne n'est pas très différent après prise en compte de ce point, la distribution sectorielle en est sensiblement différente.

COMMERCE, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

Un modèle d'équilibre général multinational se prête naturellement à l'examen de questions environnementales ou agricoles mondiales. Mirage a donc été développé dans ces directions en 2009, notamment en collaboration avec l'IFPRI (Washington).

RÉFÉRENCE(S)

Biofuels: Global Trade and Environmental Impact Study, H. Valin & M.-P. Ramos, Rapport de recherche pour la DG commerce de la Commission européenne, avril, sous embargo.

Biocarburants et politique commerciale

Les premiers travaux du CEPIL sur les politiques de soutien aux biocarburants ont montré les implications environnementales de différents scénarios de politique énergétique en Europe. Au cours de l'année 2009, les scénarios ont été affinés afin d'examiner plus en détail les effets relatifs aux changements d'usage des sols à travers le monde et les émissions de CO₂ associées. Les travaux de développement autour du modèle MIRAGE se sont donc poursuivis sur cette thématique. Les tendances qui se dégagent permettent de souligner la réalité du risque environnemental lié à l'effet sur les terres, puisque dans la plupart des scénarios et paramétrages utilisés, le soutien aux filières de biocarburants augmente les émissions par une accélération de la déforestation et un retournement de terres non cultivées. Plusieurs années de culture sont alors nécessaires pour parvenir à un bilan carbone positif. Néanmoins, les effets diffèrent significativement en fonction de deux facteurs insuffisamment pris en compte dans le cadre des politiques de soutien agricoles actuelles. Tout d'abord, les effets indirects sur les terres conduisent à des différences considérables dans les bilans entre filières (blé, maïs, betterave à sucre...) en raison de la différence des rendements, de l'efficacité des chaînes de transformation et de la structure des importations. D'autre part, un ajustement des politiques commerciales sur les biocarburants au crible de l'impact environnemental permettrait de limiter considérablement les émissions générées. Cependant, les scénarios étudiés ont également montré que la magnitude des résultats était très sensible aux paramètres utilisés. L'ampleur des réallocations potentielles de cultures en Europe, des gains endogènes de rendements rendus possibles par une augmentation des prix, ou encore des dynamiques de mouvements de terre dans les pays en voie de développement est encore mal connue et leur quantification délicate.

Commerce et politique environnementale

Ce champ de réflexion, qui comportait deux volets (politiques d'ajustements aux frontières vis-à-vis des pays non-signataires du protocole de Kyoto, accords commerciaux sur les émissions), tous deux pouvant être examinés à partir du modèle MIRAGE, a dû être provisoirement abandonné en raison du départ d'un économiste de l'équipe (départ pour l'IFPRI).

INVESTISSEMENT DIRECT À L'ÉTRANGER

Ce projet comporte deux volets. La mise au point d'une base de données utilisable pour la modélisation en équilibre général est le premier objectif. Un algorithme est utilisé pour compiler des données d'origine diverse, tandis que l'économétrie permet de désagréger certaines observations. Par construction, cette base ne peut donc être utilisée pour réaliser d'autres travaux économétriques nécessaires à l'obtention de certains paramètres pour MIRAGE. D'où un second volet consistant à créer une base de données brutes.

Base Investissements Directs à l'Étranger

Une base mondiale d'IDE a été construite en 2008. Cette base contient les flux et les stocks de l'ensemble des pays du monde dans une nomenclature totalisant 26 secteurs, pour l'année 2004. Pour construire cette dernière, nous avons utilisé les données sources Eurostat qui proposent une désagrégation sectorielle par couples de pays. Ainsi, à l'aide d'un modèle gravitaire, nous avons estimé les valeurs "théoriques" des investissements du reste des pays du monde. Ensuite, nous avons intégré ces données prédites dans notre base, parallèlement aux données Eurostat. Une procédure d'optimisation a alors été utilisée pour équilibrer la base, sous contrainte de vérification des données en deux dimensions (OCDE) ou en une dimension (FMI), tout en harmonisant les flux miroirs. Le produit final est une base mondiale équilibrée, en trois dimensions. Cette base peut servir à des simulations de politiques commerciales intégrant des effets via les investissements directs.

En 2009, des tests importants ont été réalisés sur cette base d'IDE : déformation des données liées à la procédure d'équilibrage, conséquences de certaines hypothèses (suppression des valeurs négatives). En outre, la base a été utilisée lors d'une première tentative de modélisation des IDE dans le modèle MIRAGE.

Par ailleurs, la base a fait l'objet d'une intégration à la base GTAP. Le passage de 26 à 57 secteurs a été effectué par l'équipe de GTAP, avec l'aide directe du CEPII. La base en 57 secteurs sera disponible avec la prochaine mise à jour de la base GTAP (début 2010) et sera diffusée auprès des membres du consortium.

Enfin, durant le premier trimestre 2010, une documentation technique sera produite et la base sera rendue publique sur le site du CEPII. Une

RÉFÉRENCE(S)

"A Worldwide Bilateral and Sectoral Foreign Direct Investment Database",
H. Boumelassa, C. Gouel
& D. Laborde, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Flexibilities in Negotiations on Non-Agricultural Products",
S. Jean, D. Laborde
& W. Martin,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"Economic Impact of Potential Outcome of the DDA",
Y. Decreux & L. Fontagné,
Rapport d'étude CEPII,
n° 2009-01, mai.

mise à jour sera disponible en février, incluant l'intégration de données (contraintes) sur les pays de l'Europe de l'Est et sur la Chine. Une évolution de la méthodologie est également à l'étude suite aux résultats des tests menés en 2009 (utilisation de séries plus longues pour les flux, changement du support de probabilité lors de l'optimisation).

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

On retrouve dans ce projet en trois volets les approches ayant caractérisé ce programme de travail dans les années récentes : modélisation détaillée des accords de libéralisation et notamment introduction d'éléments de flexibilité dans les négociations.

Flexibilité dans les négociations commerciales sur les produits non agricoles

Les négociations multilatérales sur l'accès au marché non agricole dans le cycle de Doha prévoient des formules de coupes tarifaires ambitieuses, accompagnées d'exceptions ou "flexibilités" pour certains produits. La complexité qui en résulte rend difficile l'évaluation des effets des modalités envisagées.

Un modèle d'économie politique permet d'éclairer les choix sous-jacents. En se fondant sur ce modèle, ce travail permet de déterminer les choix probables des principaux pays concernés (en l'occurrence, les pays émergents) et les implications résultantes pour l'évolution de l'accès au marché dans les produits industriels si un accord venait à être signé selon les modalités envisagées jusqu'ici.

Une première version de ce travail existe, elle débouchera sur un document de travail au cours l'année 2010.

Simulation des agendas de négociations

Une simulation des propositions de juillet 2008 pour la DG Commerce de la Commission européenne a été finalisée en début d'année 2009. Elle incluait la modélisation des contingents tarifaires multilatéraux et de la facilitation du commerce. Ce travail a donné lieu à la publication d'un rapport d'étude CEPII et à deux présentations le 11 février et le 1^{er} avril devant un panel d'experts en provenance des 27 États-membres de l'Union européenne. Le rapport met en évidence un gain, en termes de PIB mondial, de l'ordre de 57 milliards de dollars de PIB, quand les mesures de libéralisation touchent à la fois l'industrie et l'agriculture, 68 milliards lorsqu'on y ajoute une réduction de 3 % de la protection dans les services. Enfin, un calcul approximatif suggère que les mesures de facilitation pourraient au moins doubler ce gain. Au total, l'ensemble des mesures sur la table des négociations en juillet 2008 représentait un gain pouvant aller jusqu'à 167 milliards de dollars à moyen terme, en comparaison avec un scénario sans accord

multilatéral, la moitié des gains pouvant être obtenus dans les cinq ans et touchant tous les pays, à des degrés divers.

Une simulation des propositions de décembre 2008 a ensuite été réalisée. Pour cette étude, les deux améliorations du sentier dynamique du modèle MIRAGE ont été prises en compte et la clause dite "anti-concentration" a été modélisée. Cette étude a donné lieu à un rapport pour la DGTPE. Globalement, le scénario central, limité à la libéralisation du commerce des biens, permet à l'économie mondiale de réaliser un gain annuel de 0,07 % du PIB mondial à l'horizon 2025. La libéralisation des échanges de services pourrait constituer une autre source de gains. Surtout, la facilitation des échanges pourrait apporter des gains supplémentaires significatifs. Au niveau sectoriel, le cycle se traduit par une baisse de production et d'emploi dans l'agriculture pour les pays développés, à l'exception du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qui figurent parmi les grands gagnants dans ce secteur, tandis que l'emploi agricole augmente dans les 15 régions en développement identifiées par l'étude. Dans l'industrie, les évolutions les plus marquées concernent des pays d'Asie : la Corée et Taïwan progressent dans le textile, la Chine, l'Indonésie et la Malaisie dans l'habillement et le cuir, et le Japon se renforce dans l'automobile. En Europe, le cycle se traduit par une légère baisse de la production et de l'emploi agricoles, de l'ordre de 2 %. Les baisses de production les plus marquées portent sur le sucre et la viande. L'Europe perd des parts de marché dans l'automobile, mais en gagne dans les secteurs des machines et des autres matériels de transport (aéronautique notamment).

Évaluation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada

Le Canada et l'Union européenne ont officiellement lancé en mars 2009 l'étude d'un accord de libre-échange. Les principaux points de négociation concernent les barrières tarifaires au commerce de biens et services, la propriété intellectuelle, l'investissement, les barrières techniques au commerce (normes...) ainsi que la régulation de la concurrence. Par ailleurs, un accord sur la mobilité du travail a également été évoqué. À l'aide du modèle Mirage, qui repose sur un sentier dynamique "de référence" à horizon 2025, les conséquences d'un tel accord ont été simulées à travers quatre scénarios différents :

- une libéralisation complète UE-Canada ;
- une libéralisation complète UE-Canada intégrant une baisse de la protection (-20 %) dans les services ;
- une libéralisation complète UE-Canada, comparée à une situation de référence intégrant un succès dans le cycle de Doha ;
- une libéralisation complète UE-Canada intégrant une baisse de la protection dans les services (-20 %), comparée à une situation de référence intégrant un succès dans le cycle de Doha.

RÉFÉRENCE(S)

"Effets d'un accord commercial multilatéral sur la base des propositions de décembre 2008",
Y. Decreux, L. Fontagné,
Rapport pour la DGTPE,
juillet.

RÉFÉRENCE(S)

"Évaluation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada",
H. Boumellassa, Y. Decreux
& L. Fontagné,
Rapport pour la DGTPE,
juillet.

RÉFÉRENCE(S)

"Determinants and Pervasiveness of the Evasion of Custom Duties", S. Jean & C. Mitaritonna, *Document de travail CEPIL*, à paraître.

Globalement, les différentes propositions simulées sont favorables au Canada (de +0 % à +0,08 %) et plutôt neutres pour l'Union européenne. Cela s'explique par la différence de taille significative entre les deux économies. Ainsi, une même ouverture ne permet pas à l'Union de réaliser un même potentiel d'exportations supplémentaires puisqu'elle rencontrera une contrainte de débouché sur un marché nettement plus petit que le sien. Au contraire, le Canada pourra exploiter pleinement l'avantage tarifaire qui lui sera accordé sur le marché européen. Ainsi, alors qu'un accord bilatéral doit en principe améliorer les termes de l'échange des deux parties contractantes au détriment du reste du monde, seul le Canada en bénéficie ici et l'accord est neutre pour l'Europe.

Déterminants et ampleur de l'évasion douanière

Les droits de douane constituent l'une des principales sources de recettes publiques dans les pays en développement, ce qui explique en grande partie la réticence d'un certain nombre de pays à accepter de signer des accords commerciaux multilatéraux ou bilatéraux. Cependant, le recouvrement des droits de douane est souvent loin d'être parfait. Si les fraudes correspondantes sont par nature difficiles à mesurer, la double déclaration des flux commerciaux par l'importateur et l'exportateur permet d'en proposer une appréciation, en analysant dans quelle mesure les écarts de déclaration sont plus importants pour les produits les plus lourdement taxés. Cette approche suggère que les fraudes sont effectivement communes, surtout dans les pays pauvres et pour les produits différenciés. L'ampleur de ces fraudes permet de penser que l'impact budgétaire des libéralisations est nettement surestimé lorsqu'il est calculé sur la base des recettes théoriques. Nous évaluons également l'efficacité des principales mesures de politique économique proposées en réponse. La simplification de la structure tarifaire, l'automatisation du traitement des données de douane et la ratification de l'accord de l'OMC sur la valorisation en douane pourraient être des remèdes efficaces, en particulier pour les pays les plus pauvres.

Annexe



Économie internationale
La Lettre du CEPII
The CEPII Newsletter
L'économie mondiale 2010

ÉCONOMIE INTERNATIONALE INTERNATIONAL ECONOMICS

N° 117 – 1^{er} trimestre

"Crisis and Volatility in Asian Versus Latin American Real Exchange Rates", A. Varella Mollick.

"Volatility Dynamics of the UK Business Cycle: a Multivariate Asymmetric Garch Approach", K.-Y. Ho, A. K. Tsui & Z. Zhang.

"Foreign Direct Investment and Economic Growth in Mauritius: Evidence from Bounds Test Cointegration", M. Blin & B. Ouattara.

"Trade Openness and Wage Inequality Between Skilled and Unskilled Workers in Tunisia", M. Ghazali.

"Select your Committee: the Impact of Central Bankers Background on Inflation", E. Farvaque, H. Hammadou & P. Stanek.

N° 118 – 2^e trimestre

Vietnam's WTO Accession and Export-Led Growth

"Vietnam's WTO Accession and Export-Led Growth – Introduction", J.-P. Cling, M. Razafindrakoto & F. Roubaud.

"Vietnam's Accession to the WTO: *expost* Evaluation in a Dynamic Perspective", H. Boumellassa & H. Valin.

"The Distributive Impact of Vietnam's Accession to the WTO", J.-P. Cling, M.A. Marouani, M. Razafindrakoto, A.-S. Robilliard & F. Roubaud.

"Exports Liberalization and Specialization in Cash Crop: Gains for Vietnamese Households?", B. Coello.

"Vietnam's Export-Led Growth Model and Competition with China", J.-R. Chaponnière & J.-P. Cling.

N° 119 – 3^e trimestre

"A Factor Analysis of Trade Integration: the Case of Asian and Oceanic Economies", Y.-W. Cheung, M. S. Yiu & K. K. Chow.

"Testing for Random Walk Behavior in Euro Exchange Rates", A. Charles & O. Darné.



Rédacteurs en chef:
V. Mignon & F. Toubal.

www.international-economics.eu

"Beyond Cheap Talks: Assessing the Undervaluation of the Chinese Currency between 1994 and 2007", J. Chen.

"Comportement de demande de TIC : une comparaison internationale", G. Cette & J. Lopez.

"Labor Migration: Macroeconomic and Demographic Outlook for Europe and Neighborhood Regions", V. Borge & X. Chojnicki.

LA LETTRE DU CEPII

"Termes de l'échange et taux de change : un lien troublé par les politiques d'ancrage",

V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon, n° 285, 11 mars.

Les termes de l'échange des pays exportateurs de produits primaires enregistrent les mouvements de grande ampleur des prix mondiaux. Ces termes de l'échange constituent l'un des déterminants essentiels des taux de change réels de ces économies. L'estimation de taux de change d'équilibre de long terme nous permet de chiffrer cet impact, pour les exportateurs de pétrole, d'une part, et ceux d'autres produits primaires, de l'autre. Nous pouvons alors évaluer les "mésalignements" des monnaies par les écarts entre les taux de change réels observés et leurs valeurs d'équilibre. Peut-on expliquer ces écarts ? Dans le cas des pays dont les devises sont ancrées au dollar ou à l'euro, l'explication réside dans le comportement de la monnaie d'ancrage. Lorsque les mouvements de la devise-ancrage sont importants, ils affectent les taux de change réels des monnaies ancrées davantage encore que ne le font les termes de l'échange.

"Mauvais temps pour le Pacte",

A. Bénassy-Quéré & M. Poplawski Ribeiro, n° 286, 2 avril.

Partout dans le monde, le besoin de relance fait déraiper les finances publiques et pose l'inévitable question de la soutenabilité de la dette. En zone euro, le récent lancement par la Commission européenne de procédures pour déficits excessifs fait débat. Pourtant, la zone a cruellement besoin d'un dispositif crédible de discipline budgétaire qui permettrait de rassurer les marchés de dettes souveraines et de dissiper la réticence de la BCE à adopter une politique quantitative. La relance publique en serait facilitée, ce qui pourrait ouvrir la voie à un processus de sortie de crise. Reste à définir les contours d'une discipline plus stricte, mais aussi plus favorable aux politiques contra-cycliques.

"Les pays émergents dans le commerce international de l'UE",

I. Bensidoun, F. Lemoine & D. Ünal, n° 287, 12 mai.

Au cours des dix dernières années, les pays émergents, exportateurs de produits manufacturés, et les pays rentiers, exportateurs de produits primaires, ont entamé la position dominante des pays avancés sur le marché mondial ; ils ont aussi constitué pour ces derniers des débouchés en expansion et des partenaires dans la division internationale du travail. Parce qu'elle est bien positionnée sur ces marchés dynamiques, l'UE15 n'a connu qu'un repli modéré de sa part dans les exportations mondiales. Cet acquis, réalisé essentiellement sur les marchés proches, est actuellement mis à mal par la crise qui frappe particulièrement les émergents européens et les rentiers.



Rédacteur en chef :
A. Chevallier.

La Lettre du CEPII
est disponible
sur www.cepii.fr

"Les banques occidentales vont-elles se retirer d'Europe de l'Est?",
O. Havrylchyk, n° 288, 3 juin.

Dans la tourmente financière actuelle, l'attitude des banques d'Europe occidentale envers leurs filiales d'Europe de l'Est est observée avec beaucoup d'inquiétude. Les banques étrangères dominent le système bancaire de presque tous les pays de la région, ce qui rendrait leur désengagement très douloureux, voire catastrophique. Dans le cas des banques autrichiennes et suédoises, la région a constitué au cours des dernières années une telle source de profits qu'on peut penser qu'elles feront tout pour s'y maintenir. Face à la crise, les pays d'Europe de l'Est révèlent des forces et faiblesses différentes, mais leur interdépendance réclame une approche régionale de la gestion de l'aide aux banques en difficulté.

"Dollar: un refuge pas très sûr",
A. Bénassy-Quéré, n° 289, 29 juillet.

Comme tout prix de marché, le taux de change du dollar évolue en fonction de l'offre et de la demande. Observer les composantes de l'offre et de la demande d'actifs en dollars permet ainsi d'expliquer la forte appréciation du dollar au second semestre 2008. Sur cette période d'extension de la crise à l'ensemble de l'économie mondiale, les titres du Trésor américain ont joué leur rôle de valeur refuge, mais les investisseurs étrangers ont, en termes nets, cessé d'acquérir des titres privés américains; en revanche, les américains ont massivement rapatrié des capitaux, de sorte qu'au total la demande nette de dollars a augmenté. De son côté, la diminution de l'offre de titres en dollars, plus rapide que celle de l'offre globale de titres, a soutenu la monnaie américaine. L'évolution future du dollar reste l'une des grandes incertitudes de l'après-crise, même si le diagnostic porté avant le début de la crise reste valable: la résorption du déficit américain persistant continue de réclamer un dollar faible.

"L'agglomération des exportateurs incite à exporter",
P. Koenig, F. Mayneris & S. Poncet, n° 290, 28 août.

Les pouvoirs publics français multiplient les dispositifs visant à favoriser les actions collectives à l'exportation et le partage d'expérience entre entreprises géographiquement proches. Des clubs d'exportateurs à la politique des pôles de compétitivité, l'idée sous-jacente est qu'à plusieurs, il est plus facile de surmonter les coûts et les difficultés liés à l'exportation. Dans deux études récentes menées sur données d'entreprises françaises, nous mesurons l'impact de l'agglomération géographique des firmes exportatrices sur le démarrage d'une activité exportatrice par les firmes proches. Cet impact est d'autant plus sensible que les entreprises exportent le même produit vers le même pays et que le marché à conquérir est difficile d'accès. Ces effets qui concernent l'environnement des firmes restent cependant secondaires par rapport à leurs caractéristiques propres.

"Le commerce victime de la mondialisation ?"

A. Bénassy-Quéré, Y. Decreux, L. Fontagné & D. Khoudour-Castéras,
n° 291, 14 septembre.

La chute brutale du commerce mondial au dernier trimestre 2008 et dans les premiers mois de 2009 a suscité de nombreux commentaires. Certains ont vu, dans ce décrochage sensiblement plus fort que celui de la production, le revers des évolutions passées. Après avoir accéléré la croissance des échanges au cours des années récentes, le fractionnement international des chaînes de production aurait créé les conditions du recul actuel. Le processus de mondialisation serait alors le coupable désigné de l'effondrement du commerce. En nous appuyant sur une simulation effectuée avec le modèle MIRAGE, nous montrons que l'intensité des échanges de biens intermédiaires à l'échelle mondiale n'est pas en cause dans la surréaction du commerce au choc subi par l'activité. Celle-ci s'explique par des facteurs de court terme, propres à une crise qui a démarré dans le secteur financier.

"Le G20 n'est pas un G7 à vingt"

A. Bénassy-Quéré, O. Havrylchyk, R. Kumar & J. Pisani-Ferry,
n° 292, 21 septembre.

La crise mondiale a fait du G20 le principal forum de coopération économique internationale, en place du G7. Cependant ses membres n'ont pas tous les mêmes priorités. Les pays développés s'attachent principalement au renforcement de la supervision financière tandis que les pays émergents cherchent avant tout à éviter un nouveau protectionnisme et, en tant que nouveaux venus, se préoccupent de la répartition des pouvoirs au sein des institutions internationales. Or, l'agenda du G20 a jusqu'ici été dominé par la gestion de la crise. En revanche, la question des déséquilibres mondiaux, un sujet G20 par excellence, n'a pas été abordée. À l'avenir, il est nécessaire que le G20 devienne autre chose qu'un G7 à vingt.

"Crise et commerce : les hauts et bas du haut de gamme",

A. Berthou & C. Emlinger, n° 293, 23 octobre.

Le prix des biens échangés permet de distinguer les variétés de produits, notamment le haut du bas de gamme. Cette distinction apporte un éclairage nouveau sur l'évolution du prix des échanges mondiaux et sur celles des différents pays durant la crise. On observe que la chute du commerce mondial qui s'est produite fin 2008-début 2009 a particulièrement touché les produits haut de gamme. Calculée sur une période de dix ans, l'élasticité-revenu des importations de ces produits se révèle près de 60 % supérieure à celle des importations de bas de gamme. Toutes choses égales par ailleurs, cette plus grande sensibilité au revenu a davantage pénalisé les exportateurs de haut de gamme. Pour la même raison, la reprise devrait les favoriser.

"L'écart de productivité entre les États-Unis et la zone euro continue de se creuser",

M. Fouquin, n° 294, 30 novembre.

Entre 1950 et 1970, les niveaux de productivité du travail ont convergé entre les États-Unis, considérés comme le leader technologique du monde, et les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon. Mais ce processus s'est progressivement atténué pour disparaître complètement au milieu des années 1990 : alors qu'aux États-Unis, la croissance de la productivité du travail s'est accélérée, elle a ralenti dans la plupart des pays européens et au Japon. Le progrès technologique, lié au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), explique une partie du regain de productivité aux États-Unis, avant l'éclosion de la bulle internet. En revanche, il ne cadre pas avec le déclin de l'Europe en la matière car même si le taux d'investissement de l'Europe en TIC est en retrait par rapport à celui des États-Unis, il s'est accru considérablement. Une explication essentielle de la divergence tient au changement de l'intensité du contenu en emplois de la croissance. Alors qu'il diminue nettement aux États-Unis, il s'accroît sensiblement en Europe où il a permis, avant la crise de 2007-2008, de réduire le chômage de masse. Les données les plus récentes, pour 2009, confirment le diagnostic de divergence des tendances de productivité.

"La dollarisation en Amérique latine : beaucoup de bruit pour rien",

D. Khoudour-Castéras, n° 295, 28 décembre.

Les années 2000-2001 ont été marquées par l'adoption par l'Équateur et le Salvador du dollar comme monnaie nationale. Cette décision a suscité de nombreuses critiques qui ont freiné l'enthousiasme d'un certain nombre de pays en développement désireux de substituer plus de stabilité et de crédibilité à une part d'indépendance. Mais que nous dit l'expérience latino-américaine en matière de dollarisation ? L'utilisation de la monnaie d'un autre pays se traduit-elle par des coûts additionnels en termes de performances économiques ? Et ces coûts sont-ils plus élevés que les bénéfices qui découlent d'une plus grande stabilité ?

THE CEPII NEWSLETTER

n° 40, 1st Quarter

Focus

"Ten Years of Euro: as Anticipated, Gains and Costs".

On the Research Agenda

"The Art of Exception: Sensitive Products in the Doha Negotiations",
C. Gouel & M. P. Ramos.

"Neither Migration nor Development: the Contradictions of French
Co-développement Policy",
D. Khoudour-Castéras.

"Macroeconomic Consequences of Global Endogenous Migration:
a General Equilibrium Analysis",
V. Borgy, X. Chojnicki, G. Le Garrec & C. Schwellnus.

"Local Export Spillovers in France",
S. Poncet, P. Koenig & F. Mayneris.

Databases

"Bilateral Trade Flows in Services: Towards a Harmonized Database",
H. Boumellassa & D. Ünal.

n° 41, 2nd Quarter

Focus

"Trading Sustainably: Opportunities and Challenges for Biofuel Policies".

On the Research Agenda

"Immigration and Host Countries Income and Productivity: a Channel
Accounting Approach",
M. Aleksynska & A. Tritah.

"Currency Misalignments and Growth: a New Look Using Nonlinear
Panel Data Methods",
S. Béreau, A. Lopez-Villavicencio & V. Mignon.

"On Selective Tariff Cuts for Environmentally Preferable Products",
E. Gozlan & M. P. Ramos.

Databases

"Market Potentials Database",
T. Mayer & R. Paillacar.



Rédacteur en chef:
D. Pianelli.

The CEPII Newsletter
est envoyée par courriel
sur simple demande,
adressée à
sylvie.hurion@cepii.fr.
Elle est également
disponible sur
www.cepii.fr.

n° 42, 3rd Quarter

Focus

"Economic Implications of International Migration Flows".

On the Research Agenda

"Ethnic Networks, Information, and International Trade: Revisiting the Evidence",

G. J. Felbermayr, B. Jung & F. Toubal.

"How do Different Exporters React to Exchange Rate Changes? Theory, Empiric and Aggregate Implications",

N. Berman, P. Martin & T. Mayer.

"Spillovers from Multinationals to Heterogeneous Domestic Firms: Evidence from Hungary",

G. Békés, J. Kleinert & F. Toubal.

"Consumption Tax, Wage Tax and Monetary Policy",
B. Carton.

Databases

"Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)",

N. Meisel & J. Ould Aoudia.

OUVRAGE DU CEPII

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2010

Introduction,

A. Bénassy-Quéré & A. Chevallier.

I. "La crise mondiale",

A. Bénassy-Quéré & B. Carton.

II. "L'économie américaine après le choc",

A. Brender & F. Pisani.

III. "La gouvernance financière mondiale",

M. Aglietta.

IV. "La soutenabilité des finances publiques",

T. Brand & M. Poplawski Ribeiro.

V. "Les fonds souverains",

H. Raymond.

VI. "Les migrants au coeur de la tourmente économique",

D. Khoudour-Castéras.

VII. "Agriculture européenne : les grands changements sont à venir",

J.-C. Bureau.

Base de données sur l'économie mondiale,

C. Herzog.



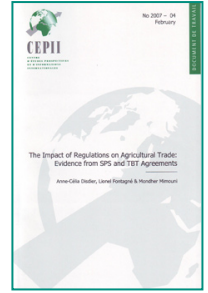
Sous la direction
d'A. Bénassy-Quéré
& A. Chevallier.
Collection Repères,
Éditions La Découverte.



Les *Documents de travail*
et
Les *Rapports d'études*
du CEPII

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

Les Documents de travail
sont disponibles sur www.cepii.fr



"From Various Degrees of Trade to Various Degrees of Financial Integration: What do Interest Rates Have to Say?"

(De l'intégration commerciale à l'intégration financière :
que nous enseignent les taux d'intérêt ?),
A. Bachelier, J. Héricourt & V. Mignon.

n° 2009-01, janvier

Nous proposons dans cet article une étude approfondie de l'intégration financière suivant la classification du degré d'intégration commerciale établie par Balassa (1961), allant des zones d'échanges préférentielles jusqu'à l'intégration économique complète. À cette fin, nous exploitons toute l'information contenue dans les taux d'intérêt en nous référant aux théories de la structure par terme des taux d'intérêt et de la parité des taux d'intérêt réels. Ces deux conditions sont appréhendées empiriquement sur divers accords commerciaux régionaux, en recourant aux techniques de cointégration et en accordant une attention particulière aux ruptures potentielles. Nos résultats montrent que les unions douanières, correspondant à la troisième étape de la classification de Balassa, constituent un seuil décisif d'intégration commerciale à partir duquel l'intégration financière peut prendre place.

"Productivité du travail : les divergences entre pays développés sont-elles durables",

C. Bosquet & M. Fouquin.

n° 2009-02, mars

Entre 1950 et 1973, un processus de convergence absolue entre les États-Unis, considérés comme les leaders technologiques du monde, et les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon était observable. Mais ce processus progressivement s'est atténué pour disparaître complètement depuis 1995. Cet article vise à expliquer les raisons de ces divergences. À cette fin, on utilise des tests économétriques développés par Bai et Perron afin de déterminer objectivement les dates de rupture des tendances. D'un côté on assiste à une renaissance de la productivité aux États-Unis; de l'autre, la plupart des pays européens enregistrent un déclin marqué de la croissance de leur productivité. Il apparaît que le progrès technologique lié aux technologies de l'information et de la communication, s'il explique une partie du regain des États-Unis, ne peut en revanche expliquer le déclin de l'Europe; même si celle-ci est en retard par rapport aux États-Unis, elle n'en a pas moins investi d'importants moyens dans ce secteur. Un élément crucial de l'explication vient du changement de l'intensité du contenu en emplois de la croissance qui, s'il diminue nettement aux États-Unis, s'accroît sen-

n° 2009-03, mars

siblement en Europe et permet de réduire le chômage de masse. Cet article utilise différentes bases de données tant macroéconomiques que sectorielles. Les plus récentes données pour l'année 2008 confirment le diagnostic précédent de divergence des trends de productivité.

"Price Convergence in the European Union: Within Firms or Composition of Firms?" (*Convergence des prix dans l'Union européenne: un phénomène intra- ou inter-firmes ?*),
I. Méjean & C. Schwellnus.

Cet article utilise des données françaises de prix à l'exportation, mesurées au niveau de la firme et du produit, pour quantifier l'impact de l'intégration économique sur la convergence des prix. Nous utilisons l'expérience de l'intégration européenne et des données individuelles pour distinguer deux marges possibles d'ajustement: à la marge intensive, l'intégration économique modifie les stratégies de prix des entreprises, tandis qu'à la marge extensive, elle induit des effets de composition entre firmes ayant des stratégies de prix différentes. Dans l'échantillon considéré, la convergence des prix est 40 % plus rapide au sein de l'Union européenne que dans le groupe de contrôle. 30 % de cet effet s'explique par la sur-représentation des firmes ayant une faible propension à discriminer par les prix sur les marchés européens.

n° 2009-04, mars

"The Trade-Growth Nexus in the Developing Countries: a Quantile Regression Approach" (*Le lien commerce-croissance dans les pays en développement: une approche par les régressions*),
G. Dufrénot, V. Mignon & C. Tsangarides.

Nous estimons des régressions quantiles afin d'étudier l'impact de l'ouverture commerciale sur le taux de croissance des pays en développement. En ayant recours à une analyse de robustesse, nous identifions les déterminants robustes de la croissance économique (investissement, solde budgétaire, termes de l'échange, inflation, croissance de la population), utilisés ensuite comme variables de contrôle dans les régressions quantiles. Nos résultats montrent l'existence d'un lien hétérogène entre commerce et croissance: à court et long termes, l'effet positif de l'ouverture commerciale sur la croissance est plus important pour les pays à faible croissance que pour ceux à forte croissance. Ces résultats qui diffèrent de ceux souvent obtenus dans la littérature (mettant en évidence un faible impact de l'ouverture commerciale sur la croissance) soulignent l'importance de la prise en compte de l'hétérogénéité des pays.

n° 2009-05, mars

"Équivalence entre taxation et permis d'émission échangeables",
P. Villa.

L'article aborde sous des angles multiples l'équivalence entre taxation et droits d'émission polluante: la première fixe les prix, les seconds les quantités. L'équivalence est plus formelle que substantielle. La fiscalité est le fait générateur. Le marché des droits n'existe pas spontanément et le prix y est instable parce que l'offre n'est pas indépendante de la demande. Il est manipulable aussi bien lors de la distribution des droits gratuits que lors des interventions au cours de la période de conformité. Il ne peut exister qu'accompagné d'une fiscalité sur les

émissions. Pour éviter ces inconvénients les droits doivent être distribués par adjudication discriminante sans droits gratuits. La fiscalité ou le prix des droits sont une valeur réelle d'option correspondant au coût du changement de technique réduisant la pollution. Pour que ce coût conduise à une réduction de la pollution, il est nécessaire de financer les activités d'innovation d'un montant supérieur à la fiscalité environnementale afin de déplacer les facteurs de production vers cette activité. Comme la question de l'innovation est du même ordre que pour l'extraction des énergies fossiles, l'équivalence fiscale entre les taxes sur la pollution et l'énergie est médiatisée par les taxes sur le capital qui opèrent les transferts de facteurs vers le secteur de la recherche qui peut être non marchand. La décentralisation par le marché impose que la dépollution ait un coût marchand.

"Macroeconomic Consequences of Global Endogenous Migration: a General Equilibrium Analysis" (*Conséquences macroéconomiques des migrations mondiales endogènes: une approche en équilibre général*),
V. Borgy, X. Chojnicki, G. Le Garrec & C. Schwellnus.

n° 2009-06, avril

Dans cet article, nous analysons les conséquences démographiques et économiques de flux migratoires endogènes lors des prochaines décennies à l'aide d'un modèle multi-régions en équilibre général calculable à générations imbriquées (INGENUE2) dans lequel le monde est divisé en 10 régions. Notre analyse permet d'offrir une perspective globale des conséquences des migrations internationales. En effet, la particularité du modèle INGENUE2 est de pouvoir étudier simultanément des conséquences des migrations internationales à la fois du point de vue des pays d'origine et des pays d'accueil. Une autre innovation de cet article est de traiter les migrations internationales de manière endogène. Dans une première étape, nous estimons les déterminants des migrations en nous appuyant sur l'analyse économétrique. En particulier, nous montrons que le différentiel de revenu par tête constitue l'une des variables clés dans l'explication des flux migratoires. Dans une seconde étape, nous endogénéisons les flux migratoires dans le modèle INGENUE2. Pour ce faire, nous utilisons les relations estimées économétriquement entre les variables démographiques et économiques dans le cadre du modèle INGENUE2, ce qui nous permet de projeter les flux migratoires sur le long terme d'une façon plus fine que ne peuvent le faire les méthodes traditionnelles découlant des modèles purement démographiques.

"Term of Trade Shocks in a Monetary Union: an Application to West-Africa" (*Chocs des termes de l'échange en union monétaire: une application à l'Afrique de l'Ouest*),
L. Batté, A. Bénassy-Quéré, B. Carton & G. Dufrénot.

n° 2009-07, avril

Nous présentons un modèle DSGE à deux pays avec maladie hollandaise en union monétaire, calibré sur le Nigeria et l'UEMOA. Nous comparons trois régimes pour cette union monétaire: un taux de change flexible avec offre de monnaie exogène, un taux de change fixe avec politique monétaire accommodante, et un régime de change fixe. Face aux fluctuations du prix du pétrole, nous trouvons que le premier régime est le plus stabilisant pour le Nigeria tandis que c'est le der-

n° 2009-08, avril

nier qui convient le mieux à l'UEMOA. Cependant, l'introduction d'un fonds de stabilisation au Nigeria est de nature à atténuer ce différent monétaire. En outre, les deux économies peuvent s'entendre sur une règle d'offre de monnaie exogène si l'union fait face à une volatilité non seulement du prix du pétrole, mais aussi des produits agricoles.

"The Dollar in the Turmoil" (*Le dollar dans la tourmente de la crise*), A. Bénassy-Quéré, S. Béreau & V. Mignon.

Nous étudions l'impact de la crise financière sur différentes mesures de taux de change d'équilibre du dollar. Dans un premier temps, nous quantifions la dégradation de la position extérieure nette américaine suite à la crise. Puis, nous calculons des valeurs d'équilibre de moyen et long termes du dollar selon les approches FEER et BEER. Nous montrons que la valeur d'équilibre du dollar s'est dépréciée avec la crise, suggérant que la remontée de la devise américaine intervenue fin 2008-début 2009 pourrait être de courte durée.

n° 2009-09, avril

"Market Positioning of Varieties in World Trade: is Latin America Losing Out on Asia?"

(*Les exportations de l'Amérique latine face à la concurrence asiatique*), N. Mulder, R. Paillacar & S. Zignago.

La littérature théorique et empirique récente en commerce international montre que la spécialisation et la concurrence se font au niveau des variétés, non à celui des produits ou des secteurs. Ce travail examine l'évolution des spécialisations des exportateurs latino américains comparée à celle de leurs concurrents asiatiques, en tenant compte de leur différenciation verticale *via* leurs prix. Trois gammes de prix, ou de qualité, sont considérées pour analyser les performances exportatrices comparées des deux continents grâce à notre base de données, BACI, qui fournit des valeurs unitaires cohérentes au niveau le plus fin de la nomenclature (environ 5 000 produits), pour la période 1995-2004. Le contenu technologique des exportations est aussi pris en compte. Nos résultats indiquent que l'Amérique latine a en effet souffert de la concurrence chinoise qui gagne inexorablement des parts du mondial, notamment dans les biens bas de gamme et de bas contenu technologique. Cependant, l'Amérique latine a su garder ses positions initiales, en montant légèrement en gamme et en contenu technologique de ses exportations. Nos calculs de similarité des structures d'exportation confirment que les variétés latino-américaines sont rarement les mêmes que celles vendues par les pays asiatiques. En termes de prix relatifs, les exportations latino américaines diffèrent considérablement des chinoises alors que les prix des autres exportateurs asiatiques sont plus proches des latino américains. Enfin, notre analyse économétrique sur les déterminants des valeurs unitaires bilatérales semble confirmer une spécialisation asiatique sur des produits caractérisés par une concurrence en prix, alors que la spécialisation latino américaine serait plus axée sur une concurrence en qualité.

"Exchange-Rate Misalignments in Duopoly: the Case of Airbus and Boeing" (*Désajustements de taux de change dans un duopole : le cas Airbus-Boeing*),
A. Bénassy-Quéré, L. Fontagné & H. Raff.

n° 2009-10, juin

Nous analysons les effets concurrentiels des désajustements de taux de change sur le marché des grands avions. Ce marché est un duopole où les firmes se concurrencent sur leurs prix en dollars, tandis que l'une des deux, Airbus, a ses coûts majoritairement libellés en euros. Nous construisons et calibrons un modèle pour évaluer comment les deux entreprises ajustent leurs prix face à une variation temporaire du taux de change euro-dollar, et comment ce comportement affecte les volumes et les profits. Nous étudions aussi les effets de ces mouvements de change temporaires sur la concurrence à long terme. Nous concluons qu'en raison de la nature duopoliste de la concurrence, il est optimal pour Airbus de ne répercuter qu'une petite partie des fluctuations de taux de change sur ses clients à travers une hausse de prix. En outre, en raison des caractéristiques particulières de ce secteur (effets d'apprentissage sur les nouveaux modèles, coûts supportés par les compagnies aériennes lorsqu'elles changent de fournisseur...), des variations temporaires de taux de change sont susceptibles d'avoir des conséquences durables sur le secteur.

"Evolution of EU and its Member States' Competitiveness in International Trade"
(*Compétitivité internationale de l'UE et de ses États membres*),
L. Curran & S. Zignago.

n° 2009-11, juin

Longtemps dominé par les pays du Nord, le commerce international de biens est désormais entraîné principalement par le dynamisme des pays en développement. Ce travail analyse comment l'UE fait face à cette nouvelle concurrence, en comparant les performances exportatrices de l'UE à celles de ses principaux concurrents sur les marchés mondiaux entre 1995 et 2004. Les résultats montrent une remarquable résistance de l'UE dans sa capacité à exporter des biens à haute valeur ajoutée, relativement coûteux et à fort contenu technologique. L'Europe est notamment leader dans le haut de gamme, avec presque 31 % de parts de marché mondiales en 2004 (contre 20 % pour l'ensemble des biens hors énergie). L'élargissement de l'UE à l'Est a contribué positivement à ce résultat grâce à une division accrue des processus productifs au sein de la région. Les nouveaux États membres sont devenus d'importants fournisseurs de biens intermédiaires pour les entreprises de l'UE15, et en particulier pour l'Allemagne, favorisant ainsi la compétitivité de leurs exportations.

"Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913" (*Remises, flux de capitaux et développement financier à l'époque des migrations de masse, 1870-1913*),
R. Esteves & D. Khoudour-Castéras.

n° 2009-12, juin

Ce document s'intéresse au fait de savoir si les flux financiers considérables reçus par les pays d'émigration au cours des quatre décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale ont contribué au développement financier de l'Europe périphérique. Nous montrons qu'il existait

un lien fort et significatif entre les remises migratoires et les indicateurs de développement du secteur financier, lien plus important à la fois que celui caractérisant les autres flux de capitaux et que les estimations les plus hautes actuelles de ce lien. Dans la mesure où le développement financier constitue l'un des déterminants de la croissance économique et du rattrapage des nations en développement, ce document permet de mieux comprendre les impacts multiples du phénomène de migrations de masse sur les économies des pays d'émigration.

n° 2009-13, juillet

"New Evidence on the Effectiveness of Europe's Fiscal Restrictions"

(Une mesure de l'efficacité des règles budgétaires européennes),
M. Poplawski Ribeiro.

Cet article étudie l'efficacité passée du Traité de Maastricht (TM) et du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) sur la discipline budgétaire en zone euro. Nous estimons des fonctions de réaction budgétaires pour un panel de 11 membres de la zone euro sur une période incluant la dernière réforme du PSC, et nous les comparons aux réponses budgétaires des autres pays "industrialisés" de l'OCDE. Contrairement au TM, le PSC a été inefficace pour éviter les déficits excessifs dans la zone euro. En outre, le PSC n'a pas encouragé un comportement plus contra-cyclique des autorités budgétaires. Ces résultats montrent la nécessité d'une nouvelle réforme des règles budgétaires en Europe afin de leur redonner de la crédibilité.

n° 2009-14, juillet

"Quality Sorting and Trade: Firm-Level Evidence for French Wine"

*(Qualité des produits et commerce international :
une analyse microéconomique des exportations de vins français),*
M. Crozet, K. Head & T. Mayer.

Nous conduisons une analyse empirique des performances à l'exportation des producteurs de vin de Champagne. Les estimations micro-économétriques montrent que les entreprises produisant des champagnes de haute qualité (*i.e.* bien notés par les guides critiques) proposent des prix plus élevés mais exportent davantage, et vers un plus grand nombre de destinations. Notre étude s'appuie sur un modèle théorique explicite de commerce avec firmes hétérogènes inspiré de Melitz (2003), et met en œuvre une méthode d'estimation originale permettant de corriger des biais de sélection. En utilisant des mesures directes de la qualité, données par les critiques de vins, nous pouvons estimer les paramètres structurels du modèle et confirmer l'importance de la compétitivité-qualité sur la sélection des exportateurs.

n° 2009-15, juillet

"Economic Crisis and Global Supply Chains"

(Crise économique et mondialisation des chaînes de valeur),
A. Bénassy-Quéré, Y. Decreux, L. Fontagné & D. Khoudour-Castéras.

Le fort recul du commerce mondial au dernier trimestre 2008 et au premier trimestre 2009 a marqué les esprits. Des prévisions alarmistes ont été publiées pour l'ensemble de l'année 2009 et plusieurs explications ont été avancées. En particulier, au-delà des restrictions de crédit et de la chute de la demande mondiale, il a été suggéré que, en raison de la mondialisation des chaînes de valeur, le commerce mondial devait inévitablement sur-réagir à la chute du PIB mondial. Nous

remettons en cause ce point de vue à travers quelques calculs simples, puis par la simulation d'un modèle multi-régional et multi-sectoriel d'équilibre général calculable, qui prend en compte explicitement les chaînes d'approvisionnement au inter et intra-sectorielles. À partir du modèle MIRAGE, on étudie si les prévisions de croissance d'avril 2009 c, conjuguées à une déformation de la demande au détriment des biens d'investissement et à un arrêt du processus de réduction des coûts du commerce, est cohérente avec un sur-ajustement du commerce par rapport au PIB mondial. Lorsque les flux de commerce sont corrigés par le prix du PIB mondial, le commerce mondial baisse de 8,9 % en 2009 selon le modèle, contre une baisse de "seulement" 1,3 % pour le PIB mondial. Cependant, si le commerce est corrigé par le prix spécifique de chaque catégorie de biens échangés, la chute du commerce mondial est bien plus limitée (- 2,4 %). Ainsi, une part importante de la baisse du commerce prédite par le modèle provient en fait d'une baisse du prix relatif des biens échangés. L'écart résiduel de 1,3 point entre baisse du PIB et baisse du commerce se résorbe complètement lorsque le PIB mondial est calculé à partir des PIB régionaux agrégés aux taux de change courant et non plus aux parités de pouvoirs d'achat. Finalement, nos résultats ne confirment pas l'existence d'une sur-réaction systématique du commerce par rapport au PIB mondial liée à la mondialisation des chaînes de valeur. Il faut alors rechercher dans les contraintes de crédit ou la contraction des stocks l'explication à la forte baisse observée au plus fort de la crise.

"Trade Impact of European Measures on GMOs Condemned by the WTO Panel" (*L'impact sur le commerce des mesures européennes condamnées par le panel OMC sur les OGMs*),
A.-C. Disdier & L. Fontagné.

n° 2009-16, juillet

En mai 2003, les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont demandé à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) l'ouverture de consultations avec l'Union européenne au sujet du régime d'approbation des produits biotechnologiques adopté par cette dernière. En novembre 2006, l'OMC a condamné ce régime. En nous basant sur une équation de gravité, nous estimons les pertes d'exportation subies par les pays plaignants sur le marché de l'Union européenne pour les produits potentiellement affectés par ce régime d'approbation. Nos résultats suggèrent que le moratoire et les mesures visant des produits spécifiques appliqués par l'Union européenne ont eu un impact négatif sur le commerce, ainsi que les mesures de sauvegarde adoptées par l'Allemagne, l'Italie et la Grèce.

"Currency Misalignments and Growth: a New Look Using Nonlinear Panel Data Methods" (*Mésalignements de change et croissance: l'apport des modèles non linéaires en panel*),
S. Béreau, A. Lopez Villavicencio & V. Mignon.

n° 2009-17, septembre

L'objectif de cet article est d'étudier le lien entre les mésalignements de change et la croissance économique. En recourant aux techniques de cointégration en panel, nous estimons les mésalignements, définis comme l'écart des taux de change observés à leur valeur d'équilibre, pour un ensemble de pays développés et émergents. L'estimation de

modèles non-linéaires à transition lisse nous permet de mettre en évidence que les mésalignements ont un impact différencié sur la croissance selon leur signe: alors que les surévaluations affectent négativement la croissance, les sous-évaluations tendent à la stimuler. Ce résultat indique que les sous-évaluations peuvent conduire le taux de change à un niveau qui stimule les exportations et, par là même, la croissance.

n° 2009-18, septembre

"Local Export Spillovers in France"

(Les externalités locales à l'exportation en France),

P. Koenig, F. Mayneris & S. Poncet.

Nous étudions la présence de "spillovers" locaux à l'export sur les marges extensive (la décision de commencer à exporter) et intensive (le volume exporté) à l'export. Nos estimations sont conduites sur des données d'exportations des firmes françaises au niveau produit et pays de destination entre 1998 et 2003. Nous analysons, à partir d'une équation de gravité estimée au niveau firme, si la décision d'une firme à commencer à exporter ainsi que le volume exporté sont influencés par la présence alentour d'autres exportateurs du même produit et/ou vers le même pays. Nos résultats indiquent la présence d'externalités à l'export sur la décision d'exporter, mais pas sur le volume exporté. Nous interprétons ceci comme le signe que les externalités à l'export jouent sur le coût fixe plutôt que sur le coût variable d'exporter. Les externalités sur la décision d'exporter sont plus fortes lorsqu'ils sont définis comme le nombre de firmes exportant le même produit vers le même pays et ne sont pas significatifs lorsqu'ils comprennent l'ensemble des exportateurs, quels que soient le produit exporté et le pays de destination.

n° 2009-19, septembre

"Économies d'agglomération à l'exportation et difficulté d'accès aux marchés",

P. Koenig, F. Mayneris & S. Poncet.

La littérature empirique du commerce international souligne l'existence d'économies d'agglomération à l'export. Elle met en évidence l'impact positif de la présence d'autres exportateurs locaux sur la probabilité qu'une firme commence à exporter vers un pays donné. Nous explorons ce résultat en étudiant l'hétérogénéité de ces effets en fonction de caractéristiques hétérogènes des firmes exportatrices et de variables mesurant la difficulté d'accès des pays importateurs: temps et nombre de documents nécessaires à l'importation dans le pays, demande pondérée, et mesure du risque économique et global dans le pays. Nos résultats montrent qu'une augmentation du nombre de voisins exportateurs a davantage d'impact sur la probabilité qu'une firme commence à exporter lorsqu'il s'agit d'un pays difficile d'accès. Ce résultat est robuste à divers sous-échantillons et pour l'ensemble de nos mesures de difficulté d'accès.

n° 2009-20, septembre

"Is Russia Sick with the Dutch Disease?"

(La Russie souffre-t-elle du syndrome hollandais ?),

V. Dobrynskaya & E. Turkish.

En dépit d'une croissance économique impressionnante entre 1999 et 2007, on peut craindre que l'économie russe ne souffre du syndrome

hollandais qui prédit aux économies disposant de rentes liées aux ressources naturelles une désindustrialisation et une croissance de long terme plus faible que les économies sans ressources naturelles. Nous cherchons à identifier les symptômes d'un syndrome hollandais en Russie. À partir des bases de données de Rosstat et de la base CHELEM du CEPII, nous analysons l'évolution de la production, des salaires et de l'emploi dans les différents secteurs d'activité ainsi que l'évolution des exportations et importations de produits manufacturés. Nous trouvons que la Russie manifeste certains symptômes du syndrome hollandais : appréciation réelle du rouble, hausse des salaires réels, baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier, développement accéléré des services. Cependant, la production manufacturière a également progressé, ce qui contredit la théorie du syndrome hollandais. Cette progression s'explique en particulier par les gains de productivité et le rattrapage après la désorganisation des années 1990, par des nouveaux débouchés pour les produits russes dans l'Union européenne et dans les autres pays de la CEI, par la hausse de la demande chinoise pour certains produits et par le très fort développement du marché intérieur. De plus, les investissements ont été largement encouragés dans l'industrie manufacturière.

"Spatial Price Discrimination in International Markets"

(Discrimination spatiale en prix sur les marchés internationaux),

J. Martin.

n° 2009-21, septembre

Cet article étudie théoriquement et empiriquement l'impact de la distance sur la politique de prix des firmes exportatrices. La partie théorique souligne l'importance de la formulation des coûts de transport pour déterminer comment les prix franco à bord évoluent avec la distance. Supposer des coûts additifs ou multiplicatifs (iceberg) peut en effet impliquer des prédictions opposées concernant la relation entre prix et distance au niveau de la firme. L'analyse empirique repose sur des données bilatérales des douanes reportant les flux d'exportations françaises au niveau firme-produit pour l'année 2005. Le principal résultat est que les exportateurs français fixent des prix plus élevés vers les destinations les plus lointaines. Ce résultat empirique va à l'encontre des prédictions des principaux modèles, ces derniers prédisant une relation nulle ou négative entre prix et distance au niveau firme et produit. Il remet également en cause l'utilisation des coûts de transport iceberg. Un moyen simple pour obtenir théoriquement une relation positive entre prix et distance consiste à utiliser un coût de transport additif.

"A Picture of Tariff Protection Across the World in 2004 MAcMap-HS6, Version 2"

(Panorama de la protection mondiale en 2004 MAcMap-HS6, version 2),

H. Boumellassa, D. Laborde Debucquet & C. Mitaritonna.

n° 2009-22, septembre

MAcMap-HS6v2 est une base de données proposant un équivalent *ad valorem* des droits de douanes appliqués et des quotas tarifaires pour 169 pays et leurs 220 partenaires, dans une nomenclature à 6 chiffres du système harmonisé (SH6), incluant 5 113 produits, pour l'année 2004. La base contient également les droits NPF (Nation la plus favorisée) ainsi que les droits consolidés déclarés à l'OMC. Les préférences

n° 2009-23, octobre

bilatérales et régionales sont aussi prises en compte. Nous détaillons ici la construction d'une telle base ainsi que les conséquences de nos choix méthodologiques. Nous proposons également une description de la protection mondiale en 2004 et présentons les phénomènes à l'origine du changement de la protection depuis 2001.

"Immigration, Income and Productivity of Host Countries: a Channel Accounting Approach" (*Immigration, revenu et productivité dans les pays d'accueil: une approche par les facteurs de la croissance*), M. Aleksynska & A. Tritah.

Ce papier s'intéresse à la contribution de l'immigration au revenu et à la productivité des pays d'accueil. Nous construisons une base de données à partir des recensements et des enquêtes emplois pour 20 pays de l'OCDE sur la période 1960-2005. L'information sur l'âge et le niveau d'instruction des immigrés permet de décomposer l'impact des immigrants sur les différentes composantes de la production: capital physique, capital humain, emploi et productivité globale des facteurs (PGF). Nous combinons une approche comptable avec des estimations sur données de panel qui prennent en considération le caractère endogène de l'immigration. Le principal résultat est que les migrants augmentent la productivité et le revenu par tête des pays d'accueil. Considérant que les immigrants plus âgés ont une durée moyenne de résidence dans le pays d'accueil plus élevée, cet effet est attribué à des changements dans le long terme de la PGF. Ce résultat est robuste à la prise en compte des différences de niveau d'éducation entre les migrants et les natifs. La décomposition par âge et niveau d'éducation révèle que seuls les immigrants non qualifiés ont un effet significatif sur le revenu et la productivité; cet effet est négatif à court terme et positif à long terme. S'agissant des migrants plus qualifiés, leur impact sur les facteurs de production et sur la productivité globale des facteurs se compense de sorte qu'on ne trouve aucun effet sur la productivité ou le revenu pour ce groupe de migrants.

n° 2009-24, octobre

"Market Potential and Development" (*Potentiel marchand et développement*), T. Mayer.

Cet article apporte des éléments nouveaux concernant l'impact de long terme du potentiel marchand sur le développement économique. Il utilise un modèle structurel de la nouvelle économie géographique, pour expliquer le revenu par tête national en fonction de ses capacités d'exportation, appelées Market Access (MA) par Redding et Venables (2004), ou Real Market Potential (RMP) par Head et Mayer (2004). La partie empirique mesure ce potentiel marchand pour tous les pays du monde disposant de données de commerce sur la période 1960-2003 et l'utilise pour expliquer le revenu par tête. Nos résultats montrent que le potentiel marchand joue un rôle important dans le développement.

"EU15 Trade with Emerging Economies and Rentier States: Leveraging Geography" (*Le commerce de l'Union européenne avec les pays émergents et rentiers : la géographie à l'appui*),
G. Gaulier, F. Lemoine & D. Unal.

n° 2009-25, octobre

Au cours des dix dernières années, les économies émergentes, exportatrices de produits manufacturés ou de services, et les pays rentiers, exportateurs de produits primaires, ont érodé la position dominante des pays développés sur le marché mondial. L'UE15 a moins reculé que les États-Unis ou le Japon. L'UE15 a tiré parti de sa localisation géographique pour promouvoir ses exportations vers les émergents et rentiers localisés en Europe et à sa périphérie. L'intégration régionale a favorisé la montée en gamme de l'offre de ces émergents proches. Les échanges avec l'Asie émergente témoignent d'un renforcement de la spécialisation de celle-ci dans les produits high-tech à bas prix et de celle de l'UE15 dans les produits de haute technologie et de haut de gamme.

"Oil Prices, Geography and Endogenous Regionalism: Too Much Ado About (Almost) Nothing"
(*Prix du pétrole, géographie et régionalisme endogène*),
D. Mirza & H. Zitouna.

n° 2009-26, octobre

Cet article étudie l'effet du prix du pétrole sur la géographie du commerce international. Nous modélisons les coûts de transport en fonction de coûts fixes et de coûts variables. En affectant les coûts variables qui dépendent directement de la distance de transport, les prix du pétrole peuvent distordre les prix relatifs et réallouer les flux aux dépens des pays éloignés. Ainsi, un accroissement des prix du pétrole pourrait favoriser le régionalisme. Ce mécanisme est testé empiriquement sur données américaines d'importations et de coûts de fret. Les résultats sont conformes à l'intuition théorique. Mais l'élasticité du fret au prix du pétrole est faible: entre 0,088 pour les pays proches et 0,103 pour les pays éloignés des États-Unis. Nous estimons ensuite l'impact de la contribution du choc pétrolier récent sur la probabilité d'exporter (marge extensive) et sur les parts de marchés des produits déjà exportés vers les États-Unis (marge intensive). Nous montrons que les augmentations du prix du baril intervenues après 1999 ont très faiblement contribué aux effets de régionalisation: le prix du pétrole aurait favorisé très marginalement les parts de marché canadiennes et mexicaines, sans pour autant inverser la tendance à la baisse de ces dernières.

"Commerce et flux financiers internationaux: MIRAGE-D",
A. Lemelin.

n° 2009-27, novembre

MIRAGE-D est une version de MIRAGE modifiée pour prendre en compte les implications du commerce international sur la position extérieure nette des pays. Chaque pays ou groupe de pays est représenté dans le modèle par un acteur économique unique, qui répartit son avoir entre différents actifs suivant un modèle de gestion de portefeuille à trois niveaux. Par ailleurs, MIRAGE-D propose un mécanisme de distribution des investissements par secteur et par pays de destination inspiré de la théorie du "q" de Tobin et différent du modèle

n° 2009-28, novembre

gravitaire de la version de base de MIRAGE. La comparaison entre MIRAGE et MIRAGE-D montre que les différences dans les résultats sont modérées, mais tout de même significatives.

"The Crisis: Policy Lessons and Policy Challenges"

(La crise: leçons et défis pour la politique économique),

A. Bénassy-Quéré, B. Coeuré, P. Jacquet & J. Pisani-Ferry.

Cet article passe en revue les principales explications de la crise mondiale de 2007-2008, rappelle comment les gouvernements du monde entier ont dû rompre avec les dogmes établis et s'interroger sur les leçons de la crise: défis à relever et changements de doctrine nécessaires. Le G20 s'est attaqué à des dimensions réglementaires et macrofinancières importantes de la crise mais il a laissé en suspens des questions difficiles telles que l'aléa de moralité dans le monde d'après le sauvetage des banques, le compromis à trouver entre stabilité financière et coût du capital, l'enjeu que représente pour les banques centrales leur mandat nouveau en matière de stabilité financière, et l'efficacité de la revue par les pairs pour remédier aux déséquilibres mondiaux.

n° 2009-29, novembre

"Financial Constraints in China: Firm-Level Evidence"

(Contraintes financières en Chine: étude sur données de firmes),

S. Poncet, W. Steingress & H. Vandenbussche.

Ce travail utilise une base de données sur des entreprises chinoises entre 1998 et 2005 pour tester l'existence d'une hiérarchie politique dans l'allocation du crédit. Nos résultats sont de trois ordres. Premièrement, les entreprises chinoises privées sont contraintes par le crédit tandis que les entreprises publiques ne le sont pas; deuxièmement, la présence de capitaux étrangers atténue les contraintes de crédit subies par les entreprises privées chinoises du couple localité-secteur où ils se dirigent; troisièmement, la forte présence d'entreprises d'État aggrave les contraintes financières des firmes privées des mêmes localité et secteur, attestant d'un effet d'éviction. Le processus de restructuration en cours du secteur étatique et la libéralisation accrue des investissements directs étrangers en Chine pourraient atténuer les contraintes financières des entreprises privées et ainsi encourager leurs investissements.

n° 2009-30, décembre

"Ethnic Networks, Information, and International Trade:

Revisiting the Evidence" *(Réseaux de migrants, information et commerce international),*

G. J. Felbermayr, B. Jung & F. Toubal.

Le travail empirique influent de Rauch et Trindade (REStat, 2002) montre que la présence de fortes minorités chinoises dans certains pays accroît le commerce bilatéral entre ces pays d'au moins 60 %. Cet effet nous paraît surestimé par l'existence d'un biais de variables omises; par ailleurs, il s'explique davantage par un effet de préférence des migrants que par un effet de baisse des coûts de transaction. À partir d'une équation structurelle de gravité et de données de migration portant sur les années 1980 et 1990 et en nous centrant sur les seuls effets de réseaux, nous montrons que les réseaux chinois entraînent une création de commerce beaucoup plus modeste, d'environ 15 %. Partant d'une base de données de la Banque mondiale, nous mesurons

ensuite l'impact commercial de différents réseaux (turcs, mexicains, pakistanais...). L'effet des réseaux chinois est loin d'être le plus important. Nous montrons que la grande hétérogénéité des effets de réseaux s'explique par la part d'émigrants qualifiés, par le degré de fractionnement ethnique et par le niveau de développement du pays d'origine des migrants.

"Spillovers from Multinationals to Heterogeneous Domestic Firms: Evidence from Hungary" (*Entreprises multinationales et effets d'entraînement: approche par l'utilisation de données de firmes hongroises*),
G. Békés, J. Kleinert & F. Toubal.

n° 2009-31, décembre

Les externalités technologiques et informationnelles liées à l'activité des entreprises multinationales peuvent être bénéfiques aux firmes domestiques notamment dans les pays moins développés. La supériorité technologique et l'expérience managériale des multinationales étrangères accroissent entre autres, les opportunités d'apprentissage. Cependant, ces effets bénéfiques varient selon la nature en amont ou en aval du lien de sous-traitance entre la multinationale et la firme domestique, de la capacité des entreprises domestiques à absorber de nouvelles technologies et de leur aptitude à faire face à la concurrence. Nous montrons à l'aide d'un échantillon d'entreprises hongroises que les effets d'entraînement des multinationales varient selon la productivité de l'entreprise domestique et son statut à l'exportation. Les entreprises les plus productives bénéficient plus largement des effets d'entraînements que les firmes les moins productives. Le statut à l'exportation est au contraire de moindre importance.

"How do Different Exporters React to Exchange Rate Changes? Theory, Empirics and Aggregate Implications" (*La réaction des exportateurs aux variations de taux de change : théorie, résultats empiriques et implications macroéconomiques*),
N. Berman, P. Martin & T. Mayer.

n° 2009-32, décembre

L'article analyse la réaction des exportateurs aux fluctuations de taux de change. Nous proposons un modèle où, en présence de coûts de distribution dans l'activité d'exportation, les firmes de haute et de faible productivité réagissent différemment à une dépréciation du change. Alors que les firmes de haute productivité en profitent pour augmenter leur marge à l'équilibre, les autres entreprises préfèrent augmenter leur volume d'exportation. La tarification au marché dans ce modèle est donc à la fois endogène et hétérogène. Cette hétérogénéité a une importance fondamentale pour l'impact agrégé des fluctuations du change. La présence de coûts fixes à l'exportation implique que seules les firmes les plus productives exportent, c'est-à-dire celles qui réagissent à une dépréciation par un changement de leur marge et un faible changement de leur volume exporté. Cet effet de sélection peut expliquer la faible réponse des flux agrégés aux fluctuations du change. Nous testons ensuite les prédictions principales du modèle sur une base de données très détaillée d'exportations des firmes françaises disposant des volumes et valeurs exportés au niveau individuel sur la période 1995-2005. Nos résultats confirment que les firmes les plus productives réagissent aux dépréciations en augmentant leurs prix plutôt que leurs quantités exportées. L'inverse est vrai des firmes les

moins productives. Le *pricing-to-market* est également un comportement plus répandu dans les secteurs et les destinations avec des coûts de distribution plus élevés. En accord avec nos prédictions théoriques, nous trouvons que la probabilité pour une firme de devenir exportateur augmente lors d'une dépréciation de la devise. La marge extensive de la réponse aux fluctuations du taux de change est faible au niveau agrégé car les firmes qui entrent sont plus petites et exportent moins que les firmes existantes.

n° 2009-33, décembre

"Assessing the Sustainability of Credit Growth: the Case of Central and Eastern European Countries" (*Comment estimer la soutenabilité du crédit ? Le cas des pays d'Europe centrale et orientale*),
V. Coudert & C. Pouvelle

Une forte augmentation du crédit dans les pays d'Europe centrale et orientale peut être due au développement financier qui va de pair avec le processus de rattrapage économique. Toutefois, comme ailleurs, la croissance du crédit peut également être excessive, ouvrant la voie d'un futur *credit crunch*. Nous essayons de démêler ces deux types de situation pour les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) en appliquant différentes méthodes. Tout d'abord, nous considérons l'écart entre le crédit observé et sa tendance à long terme et nous trouvons certains signes d'excès de crédit, dans plusieurs PECO en 2006-2007. Nous évaluons ensuite par des estimations économétriques la croissance "normale" du crédit au regard des fondamentaux. Nous montrons que la croissance du crédit était excessive dans plusieurs PECO juste avant la crise financière de 2008-2009.

n° 2009-34, décembre

"Export Sophistication and Economic Performance: Evidence from Chinese Provinces" (*Sophistication à l'exportation et performance économique: application aux provinces chinoises*),
J. Jarreau & S. Poncet.

Nous considérons l'impact de la sophistication des exportations sur la performance économique des provinces chinoises sur la période 1997-2007. Nos résultats sont en accord avec la prédiction de Hausmann, Hwang et Rodrik (2007), selon laquelle les régions qui s'engagent dans le processus de développement de la production de biens plus sophistiqués, engrangent des gains au commerce plus importants, et croissent plus rapidement. Nos résultats indiquent que ces gains résultent des activités des entreprises domestiques. Le développement d'activités plus sophistiquées dans les secteurs d'assemblage pour l'exportation, ou parmi les firmes non domestiques, n'a pas le même impact sur la performance des provinces malgré leur contribution forte à la montée en gamme des exportations chinoises. Finalement, nos résultats indiquent que les gains de spécialisation dans les produits sophistiqués ne sont pas inconditionnels: ils sont plus importants pour les provinces à plus haut revenu, pour les plus centrales ou pour celles qui présentent les plus hauts taux d'ouverture ou attirent le plus d'IDE. Ces caractéristiques sont compatibles avec l'hypothèse de rendements croissants de la sophistication des exportations; ils pointent plutôt vers une aggravation future des disparités économiques régionales en Chine.

"Trade, Foreign Inputs and Firms' Decisions: Theory and Evidence"
*(Ouverture commerciale, biens intermédiaires importés
 et décision des firmes),*
 M. Bas.

n° 2009-35, décembre

Nous étudions l'effet des différents mécanismes à travers lesquels la libéralisation commerciale des biens intermédiaires affecte la décision d'exporter des firmes. Nous développons un modèle de commerce international où les firmes sont hétérogènes en termes de niveau de productivité et où les secteurs sont caractérisés par des intensités différentes d'utilisation des biens intermédiaires importés. Ce modèle permet de reproduire les différents mécanismes à travers lesquels l'accès aux biens intermédiaires importés affecte la performance des firmes domestiques. Dans les secteurs qui ont des tarifs douaniers sur les biens intermédiaires importés plus faibles ou qui utilisent plus intensivement ces biens, un plus grand nombre de firmes deviennent exportatrices et elles exportent plus. Les firmes qui produisent dans ces secteurs ont des coûts marginaux moins élevés et sont plus compétitives. Le processus de sélection à l'exportation est ainsi renforcé par l'accès aux biens intermédiaires importés. Nos résultats empiriques fondés sur des données de firmes du Chili (1990-1999) et de l'Argentine (1992-2001) confirment les prédictions du modèle théorique. L'impact de la productivité sur la probabilité d'exporter et sur le volume des exportations est plus fort pour les firmes qui produisent des biens intensifs en biens intermédiaires importés.

**"Les impacts économiques du changement climatique:
 enjeux de modélisation",**
 P. Besson & N. Kousnetzoff.

n° 2009-36, décembre

Des divergences considérables subsistent dans l'évaluation des coûts des dommages du changement climatique et des politiques d'atténuation. Elles sont dues en partie aux hypothèses et aux choix structurels des modèles économiques avec effets environnementaux. Cette étude établit une grille d'analyse pour révéler l'impact des choix de modélisation sur les résultats. Les modèles sont analysés en prenant comme exemples ENV-Linkages, GEMINI-E3, IMACLIM-R et POLES. Les modèles Top-Down prennent insuffisamment en compte les potentiels de progrès technique dans le secteur énergétique, alors que les modèles Bottom-Up reproduisent mal les effets en retour du secteur énergétique sur l'ensemble de l'économie. Les modèles à dynamique récursive représentent insuffisamment les anticipations des agents et ne peuvent produire de scénarios normatifs. À l'opposé, certains modèles hybrides et tous les modèles d'optimisation inter-temporelle ont des mécanismes d'endogénéisation qui rendent difficile l'interprétation des résultats. Nous étudions ensuite sur un exemple – la détermination de la valeur économique du carbone par les modèles GEMINI-E3, IMACLIMR et POLES – comment les divergences théoriques des modèles se traduisent dans la pratique. La revue est complétée par l'analyse du Rapport Stern, replacé dans le cadre plus large de la modélisation des liens entre croissance économique et environnement. Les divergences des résultats avec d'autres modèles "coûts-bénéfices" proviennent de la connaissance incomplète des risques de dommages, du choix des taux

n° 2009-37, décembre

d'actualisation et enfin de l'évaluation des dommages hors domaine marchand.

"Assessing Barriers to Trade in the Distribution and Telecom Sectors in Emerging Countries" (*Barrières à l'entrée dans le secteur distribution et telecom d'un autre pays émergents*),

L. Fontagné & C. Mitaritonna.

Nous calculons des équivalents *ad valorem* (EAV) de la réglementation appliquée par un groupe de pays émergents dans trois secteurs de services: télécommunications fixes et mobiles et distribution. Tout d'abord, partant d'une information qualitative sur les restrictions imposées par chaque pays dans chacun des secteurs, nous la traduisons en scores chiffrés auxquels nous appliquons une approche statistique multivariée pour obtenir un indicateur synthétique de restriction des échanges (STRI). Dans une deuxième étape, nous estimons l'impact du STRI sur les marges des entreprises, à partir d'une méthode évitant l'approche habituelle en deux temps. Enfin, cet impact est utilisé pour calculer les équivalents tarifaires des STRI. Nous observons que plus de la moitié des équivalents tarifaires sont supérieurs à 50 %, un sur six est supérieur à 100 %.

n° 2009-38, décembre

"On Equilibrium Exchange Rates: is Emerging Asia Different?"

(*Les taux de change d'équilibre des pays émergents asiatiques*),

A. López-Villavicencio & V. Mignon.

L'objet de cet article est de déterminer les valeurs d'équilibre des taux de change pour un large panel de pays et d'étudier la dynamique d'ajustement des taux de change observés vers ces valeurs d'équilibre, en accordant une attention particulière aux pays émergents d'Asie. L'estimation de modèles à transition lisse en panel montre que le processus d'ajustement du taux de change vers sa valeur d'équilibre est non-linéaire pour les pays émergents d'Asie, alors qu'il est linéaire pour les pays du G7. Plus spécifiquement, il existe un comportement asymétrique du taux de change réel face aux sous ou aux surévaluations en Asie: l'ajustement est plus rapide en cas de sous-évaluation, résultat qui pourrait s'expliquer par la forte pression internationale visant à limiter les sous-évaluations. Toutefois, l'ajustement n'étant pas total, une certaine sous-évaluation peut persister durablement.

n° 2009-39, décembre

"The Effects at Home of Initiating Production Abroad: Evidence from Matched French Firms" (*Une évaluation de l'impact de l'investissement à l'étranger à partir de méthodes d'appariement d'entreprises*),

A. Hijzen, S. Jean & T. Mayer.

En combinant des techniques d'appariements avec un estimateur de différence de différences, ce document de travail évalue l'effet sur l'entreprise-mère d'un premier investissement productif à l'étranger. L'analyse porte sur les entreprises françaises du secteur manufacturier et des services entre 1987 et 1999. Nous montrons que la stratégie sous-jacente à l'investissement détermine fortement la nature de son impact. Les investissements manufacturiers visant à la conquête de marchés s'accompagnent d'effets d'échelle significatifs, à l'origine de créations d'emploi substantielles. Aucun effet significatif sur l'em-

ploi dans l'entreprise-mère n'est en revanche décelé dans le cas des investissements en quête de bas coûts de production, qui semblent être associés à des modifications des processus de production dans la maison-mère qui renforcent l'intensité capitaliste et conduisent à une augmentation des exportations. Enfin, l'investissement à l'étranger dans les secteurs de services s'accompagne de créations d'emploi significatives, reflétant sans doute l'importance de la conquête de marchés dans ces investissements.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

Les Rapports d'études du CEPII
sont disponibles sur www.cepii.fr



"Economic Impact of Potential Outcome of the DDA", Y. Decreux & L. Fontagné.

n° 2009-01, mai

Using a dynamic computable general equilibrium model of the world economy (MIRAGE), we simulate the impacts of the July 2008 drafts circulated by the WTO before the DDA negotiations stopped, augmented by a modest outcome of the negotiation in services.

The liberalisation of tariffs is implemented at the granular level of 5,113 products in order to take into account exceptions, flexibilities as well as the non linear design of the formulas. A reduction in domestic support and the phasing out of export subsidies are taken into account.

We identify a USD 57 bn world GDP gain when agriculture and industry are liberalised, USD 68 bn gain when a 3 percent reduction of protection in services is added in certain services sectors and for the concerned countries. Lastly, a rough calculation of gains associated with trade facilitation suggests at least a doubling of the expected gains.

In total, the 167 bn gains, identified here in a scenario combining a liberalisation in trade in goods and services with trade facilitation, would be added to the world GDP every year in the medium term as compared with a situation without agreement.

Half of these gains would be reaped within 5 years of implementation only. Using this criterion of GDP, all regions of the world gain from this deal.

n° 2009-02, octobre

"Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel",

A. Bénassy-Quéré, M. Carré-Tallon & M. Crozet.

Économie très largement ouverte, intégrée, située au centre de l'Europe, la France entre en concurrence directe avec ses voisins aussi bien en termes de marchés qu'en termes d'attractivité. Il lui est impossible aujourd'hui de réfléchir à son système fiscal sans prendre en compte son ouverture et la question de sa compétitivité. Or les performances décevantes de la France à l'exportation, comparées notamment à celles de l'Allemagne, s'expliquent davantage par des facteurs internes que par un mauvais positionnement à l'exportation. Parce qu'elle est l'une des plus lourde d'Europe, la fiscalité française figure en bonne place parmi les facteurs qui pourraient nuire à la compétitivité de ses entreprises.

Le rapport suggère que, pour renforcer la compétitivité et l'attractivité d'une économie, le système fiscal devrait présenter les caractéristiques suivantes :

- une pression fiscale comparable ou inférieure aux pays proches géographiquement;
- une faible fiscalité sur le capital physique et sur le travail qualifié, facteurs mobiles qui sont aussi les éléments déterminants de la compétitivité;
- un dispositif ne favorisant pas les stratégies d'optimisation fiscale, via en particulier une plus grande neutralité selon le mode de financement de l'investissement.

L'impression qui se dégage est alors que la compétitivité est l'ennemie de l'équité, puisqu'une fiscalité compétitive se veut légère, en particulier sur les facteurs les plus mobiles, et qu'elle doit favoriser le financement de biens publics productifs, au détriment éventuel des 3 transferts sociaux. Bien sûr, une attrition des activités à forte valeur ajoutée en France sonnerait le glas de notre État providence, les transferts sociaux et subventions au travail peu qualifié ne pouvant durablement être financés par emprunt. À l'inverse, cependant, on perçoit aisément les limites d'une politique consistant à attirer sur le territoire des activités à l'aide d'une fiscalité attrayante. Alors, comment faire coïncider les objectifs de compétitivité et d'équité ? La France aura du mal à préserver son modèle social sans une plus grande coordination au niveau européen.

Dans l'immédiat, la piste d'un élargissement de la base de l'IS, avec réduction du taux d'imposition, mériterait d'être explorée. Une telle réforme permettrait de réduire les distorsions de financement, de limiter les possibilités d'optimisation et d'atténuer ainsi l'inégalité entre petites et grandes entreprises, dans un environnement où le dynamisme des exportations viendra essentiellement des entreprises de taille moyenne.

Annexe



Le site Internet du CEPII



English Español

Recevoir la lettre d'information

Actualités

Le CEPII

- Conseil
- Comité scientifique
- Economistes
- Chercheurs associés
- Contact
- Annuaire

Domaines d'expertise

Bases de données & modèles

- BACI
- CHELEM
- Distances
- IDF
- MacMap-HS6
- Market Potentials
- Productivité
- Institutionnal Profiles
- Séries macroéconomiques
- TradePrices
- TradeProd
- INGENUE
- MIRAGE
- OLGAMAP

Documents de travail

Rapports d'étude

Publications

- La lettre du CEPII
- The CEPII Newsletter
- Panorama de l'économie mondiale
- L'économie mondiale
- Revue scientifique
- Livres

Réunions

- Communications

Liens

Venir au CEPII

Le site Internet du CEPII

www.cepii.fr

La fréquentation

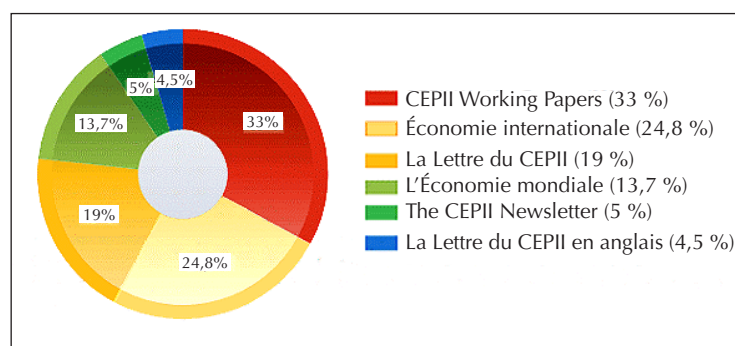
La fréquentation du site en 2009 est estimée à 1 240 000 pages vues et 260 000 visiteurs uniques¹. Parmi les pages vues, plus du quart est composé de documents (pdf, feuilles de calcul, animations, fichiers texte, fichiers audio et vidéo).

Le contenu du site

Comme chaque année le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 39 *Documents de travail*, 11 numéros de *La Lettre du CEPII*, trois *Newsletters*, trois numéros d'*Économie internationale/International Economics*, 35 réunions. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, colloques hors CEPII ont été ajoutées : 181 articles ou interviews dans les médias, 104 communications, 33 articles dans les revues scientifiques, 18 livres ou ouvrages collectifs. Soit un total général de 426 références.

L'importance des différentes publications dans les choix des internautes reflète leur place occupée sur le site du CEPII (graphique 1).

Graphique 1 – Répartition des publications selon l'audience globale



¹ Le changement de serveur et d'outil statistique rend difficile toute comparaison avec l'année 2008. Les estimations sont extrapolées à partir des statistiques sur les six derniers mois de l'année.

La diffusion des travaux

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais d'une lettre d'information. 691 visiteurs extérieurs se sont abonnés à cette lettre d'alerte en 2009, portant le total des abonnés à 2 252. Huit *Lettres d'information* ont été diffusées en 2009.

L'accès à certaines bases de données est soumis à une inscription préalable. Il en ressort les chiffres suivants : 161 nouveaux inscrits pour l'utilisation de BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International) ; plus de 3 000 visiteurs pour la base Profils Institutionnels de la Direction du Trésor hébergée par le CEPII (plus de 10 000 pages vues, hors téléchargements). À noter que cette base est référencée sur le site de la Banque mondiale "*Actionable Governance Indicators*" (AGI).

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII est classé par REPEC au 14^e rang mondial des *Think tanks* (8^e européen).

Tableau 1 – Classement REPEC des Think tanks (top 20 en février 2010)

Rang	Institution
1	NBER (National Bureau of Economic Research), Cambridge, Massachusetts (USA)
2	Brookings Institution, Washington, District of Columbia (USA)
3	CEPR (Centre for Economic Policy Research), London, United Kingdom
4	IZA (Institute for the Study of Labor), Bonn, Germany
5	RFF (Resources for the Future), Washington, District of Columbia (USA)
6	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), Berlin, Germany
7	IFN (Institutet för Näringslivsforskning), Stockholm, Sweden
8	IFO (Institut für Wirtschaftsforschung e.V.), München, Germany
9	Geary Institute, University College Dublin, Dublin, Ireland
10	ESRI (Economic and Social Research Institute), Dublin, Ireland
11	American Enterprise Institute, Washington, District of Columbia (USA)
12	RCEA (Rimini Center for Economic Analysis), Rimini, Italy
13	CEFIR (Center for Economic and Financial Research), New Economic School (NES), Moscow, Russia
14	CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), Paris, France
15	IIE (Peter G. Peterson Institute for International Economics), Washington, District of Columbia (USA)
16	PPIC (Public Policy Institute of California), San Francisco, California (USA)
17	W.E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, Michigan (USA)
18	RWI (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung), Essen, Germany
19	Bruegel, Bruxelles/Brussel, Belgium
20	Motu: Economic & Public Policy Research, Wellington, New Zealand

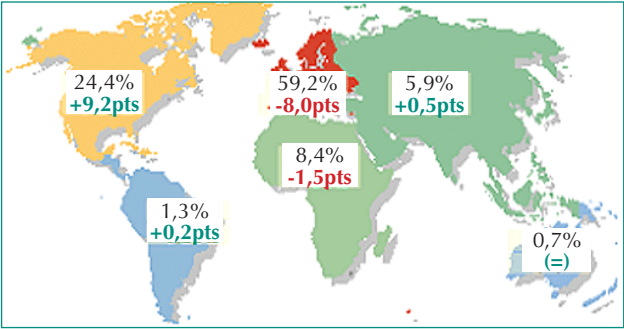
Sources : <http://ideas.repec.org/top/top.ttanks.html>

Les économistes de ce réseau ont directement connaissance des nouvelles publications. Les statistiques de consultation sur six mois *via* REPEC sont résumées dans le tableau 2².

Tableau 2 – Consultation des tableaux par le biais de REPEC en 2009

	Résumés consultés	Documents téléchargés
<i>Working papers</i>	20 898	5 690
<i>Économie internationale</i>	18 818	3 566
<i>La Lettre du CEPII</i>	4 495	1 064
Total REPEC	44 211	10 320

Graphique 2 – Répartition géographique de l’audience directe



La poursuite de l’internationalisation de l’audience internaute s’amplifie encore en 2009 avec une progression de 9 points du public d’Amérique du Nord (à 90 % des États-Unis – principalement New York et la Californie) au détriment de l’Europe (- 8 points) et de l’Afrique. Le public d’Asie renforce sa présence à près de 6 % (graphique 2).

En Asie, le public de Chine compte pour 20 %, d’Inde pour 12 % et du Japon 11 %, soit une stabilité par rapport à 2008. Au sein des pays européens, le paysage ne change guère d’une année sur l’autre: public à plus de 70 % en France (proportion en constant recul), suivi du Royaume-Uni & Irlande, puis de l’Allemagne (tableau 3).

Le tableau 4 indique clairement l’importance de la langue pour la diffusion internationale des travaux: alors que la consultation de *La Lettre du CEPII* (en français) et de *L’économie mondiale* est à 55 % française, le chiffre n’est que de 34 % pour les *Documents de travail* (presque tous en anglais) et il tombe à 14 % pour la version anglaise de *La Lettre du CEPII*.

2 Cf. note 1 : Le changement de serveur de notre hébergeur a rendu les publications 2009 du CEPII inaccessibles par le moteur de recherche du REPEC pendant plusieurs mois. La comparaison des statistiques de téléchargement d’une année sur l’autre n’est donc pas pertinente.

Tableau 3 – Évolution de la part des principaux pays de l'audience directe (en %)

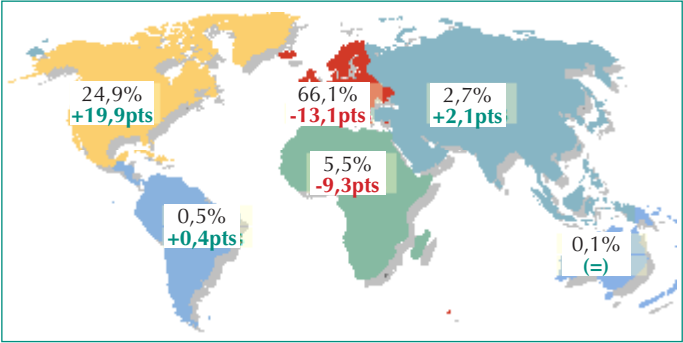
	2007	2008	2009
France	54	49	43
États-Unis	8	13	22
Royaume-Uni	2,7	2,8	2,8
Maroc	3,7	3,3	2,6
Irlande	1,4	2,7	2,3
Tunisie	2	2,2	2,2
Allemagne	2	2,2	1,9
Canada	2,8	2,4	1,8
Belgique	2,3	2,2	1,8
Suisse	1,3	1,3	1,2
Italie	1,1	1,2	1,2
Chine	1	1	1,2
Algérie	0,9	1,2	1
Espagne	0,7	0,8	0,8
Pays-Bas	0,7	0,7	0,7
Inde	0,6	0,7	0,7
Luxembourg	0,6	0,4	0,5
Japon	0,4	0,5	0,6

Tableau 4 – Consultation géographique des publications (en %)

	Europe	Dont France	Amérique du Nord	Asie	Afrique
<i>Documents de travail</i>	54	34	23	12	8
<i>Économie internationale</i>	53	36	25	15,5	5
<i>La Lettre du CEPII</i>	69	55	17,5	7,5	4
<i>L'Économie mondiale</i>	64	55	22	11,5	2
<i>The CEPII Newsletter</i>	53	27	31	8	4
<i>La Lettre du CEPII en anglais</i>	37	14	44	14	2

En 2009, le site du Club du CEPII, dont l'accès est presque exclusivement réservé aux membres, a reçu près de 8 000 visiteurs uniques (14 000 pages vues, hors téléchargements).

Graphique 3 – Audience internet du Club du CEPII





Publications (hors CEPII)

PUBLICATIONS HORS CEPII

En gras : revues à comité de lecture

Michel Aglietta

"The Regulation of Hedge Funds under the Prism of the Financial Crisis. Policy Implications", avec S. Rigot, *Recherches économiques de Louvain*, 75(1), 1^{er} trimestre.

"Crise bancaire: des réponses publiques encore insuffisantes", *Constructif*, Fédération Française du Bâtiment, n° 22, mars.

Crise et rénovation de la finance, avec S. Rigot, Odile Jacob, p. 368, mars.

"La sortie de la récession promet d'être lente", *Alternatives économiques*, n° 38, avril.

"Dollar: fin de règne? Introduction", *Revue d'économie financière*, Association d'économie financière, n° 94, pp. 5-20, juin.

"Les fonds souverains: des investissements à long terme en mal de stratégies efficaces", hors série Les fonds souverains, *Revue d'économie financière*, Association d'économie financière, pp. 119-134.

"Hedge funds: la fin du laissez-faire", avec S. Rigot, *Revue économique*, 60(3), pp. 693-702.

Maria Bas

"Trade Integration in Manufacturing: the Chilean Experience", avec I. Ledezma, *The EU and Emerging Markets*, ECSA Editions, octobre.

Agnès Bénassy-Quéré

"The ECB Governing Council in an Enlarged Euro Area", avec E. Turkish, *Journal of Common Market Studies*, 47(1), pp. 25-53, janvier.

Politique économique, avec B. Coeuré, P. Jacquet & J. Pisani-Ferry, éditions De Boeck, p. 730, mars.

"Taux de change d'équilibre: une question d'horizon", avec S. Béreau & V. Mignon, *Revue économique*, 60(3), pp. 657-666.

"Le défi de la coordination des politiques économiques en Europe", *La Revue de la CFDT*, n° 93, pp. 18-23.

"Une politique macroéconomique appropriée... en zone euro", *Travail et emploi*, La Documentation française, n° 118, pp. 37-41.

"Robust Estimations of Equilibrium Exchange Rates within the G20: a Panel BEER Approach", avec S. Béreau & V. Mignon, *Scottish Journal of Political Economy*, 56(5), pp. 608-633, novembre.

"The Dollar in the Turmoil", avec S. Béreau & V. Mignon, *Journal of the Japanese and International Economies*, 23(4), pp. 427-436, décembre.

Antoine Berthou

"Financial Market Imperfections and the Impact of Exchange Rate Movements on Exports", avec N. Berman, *Review of International Economics*, 17(1), pp. 103-120, février.

Jean-Joseph Boillot

"Le temps de l'Inde ou l'éternel demain", *Nouveaux regards*, n° 45, pp. 52-55, juin.

L'économie de l'Inde, coll. Repères, La Découverte, p. 128, novembre.

Vladimir Borgy

"Taux d'intérêt et marchés boursiers: une analyse empirique de l'intégration financière", avec V. Mignon, *Économie et prévision*, n° 187, La Documentation française, pp. 105-121.

Gunther Capelle-Blancard

"The Impact of Socially Responsible Investing: Evidence from Stock Index Redefinitions", avec N. Couderc, *The Journal of Investing*, 18(2), pp. 87-90, janvier.

Économie internationale, 8^e édition, avec P. Krugman & M. Crozet, Pearson Education, p. 713, mai.

"Les marchés dérivés sont-ils dangereux?", *Revue économique*, 60(1), pp. 157-171.

Xavier Chojnicki

"Disparities in Pension Systems and Financial Flows Among European Countries", avec J. Chateau & R. Magnani, *Journal of Pension Economics and Finance*, 8(1), pp. 1-33, janvier.

"Vieillesse démographique, immigration sélective et financement des retraites", avec L. Ragot, in *Immigration, qualifications et marché du travail*, La Documentation française, n° 84.

Virginie Coudert

"Currency Misalignments and Exchange Rate Regimes in Emerging and Developing Countries", avec C. Couharde, *Review of International Economics*, 17(1), pp. 121-236, février.

"Mythes et réalités de la 'zone dollar'", *Revue d'économie financière*, Association d'économie financière, n° 94, pp. 151-170, juin.

Matthieu Crozet

Économie internationale, 8^e édition, avec P. Krugman & M. Obstfeld, Pearson Education, p. 713, mai.

"Commerce et géographie: la mondialisation selon Paul Krugman", *Revue d'économie politique*, n° 4, pp. 513-534, juillet-août.

La nouvelle économie géographique, avec M. Lafourcade, La Découverte, octobre.

Gilles Dufrénot

"A Forewarning Indicator System for Financial Crises: the Case of Six Central and Eastern European Countries", avec I. Andreou, A. Sand-Zantman & A. Zdzienicka, *Journal of Economic Integration*, 24(4), pp. 87-115, mars.

Après la crise? Les politiques économiques dans le monde, avec A. Sand-Zantman, Economica, p. 202, novembre.

Lionel Fontagné

"L'impact de la libéralisation commerciale sur les accords de partenariat économique", avec D. Laborde Debucquet & C. Mitaritonna, *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2.962, janvier.

"Exports and Wages: Discriminating between the Sources of Rents", avec D. Mirza, *Recherches économiques de Louvain*, 75(1), pp. 35-62, 1^{er} trimestre.

Michel Fouquin

"Productivité du travail: la fin du processus de convergence?", avec C. Bosquet, *Économie et statistique*, INSEE, n° 419-420, pp. 125-142, août.

Guillaume Gaulier

"International Comparisons of Living Standards by Equivalent Incomes", avec M. Fleurbaey, *Scandinavian Journal of Economics*, 111(3), pp. 597-624, septembre.

"Les pays émergents dans le commerce international de l'UE", avec I. Bensidoun, F. Lemoine & D. Ünal, *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2.984, décembre.

Sébastien Jean

"What are European Union Trade Preferences Worth for Sub-Saharan African and Other Developing Countries?", avec F. Candau, in *Trade Preference Erosion: Measurement and Policy Response*, Palgrave-McMillan and the World Bank.

David Khoudour-Castéras

"Labour Immobility and Exchange Rate Regimes: an Alternative Explanation for the Fall of the Interwar Gold Exchange Standard", *Journal of European Economic History*, 38(1), pp. 13-47, avril.

"Efectos de la migración sobre el trabajo infantil en Colombia", *Revista de Economía Institucional*, 11(20), pp. 229-252, juin.

"A Fantastic Rain of Gold: European Migrants' Remittances and Balance of Payment Adjustment during the Gold Standard Period", avec R. Esteves, *Journal of Economic History*, 69(4), pp. 951-985, décembre.

Françoise Lemoine

"Y a-t-il un capitalisme chinois?", *Les Cahiers français*, n° 349, pp. 51-55, mars.

"Les limites de la relève asiatique", *Constructif*, Fédération Française du Bâtiment, n° 22, pp. 29-31, mars.

"La Chine peine à changer son modèle", *Alternatives économiques*, n° 279, avril.

"The Integration of China and India into the World Economy: a Comparison", avec I. Bensidoun & D. Ünal, *European Journal of Comparative Economics*, 6(1), pp. 131-155, juin.

"Une croissance chinoise à risque", *Alternatives économiques*, n° 284, octobre.

La Chine. Histoire, géographie et géopolitique, avec C. Bardot, coll. Cap prépa, Pearson Education, p. 169, novembre.

"Les pays émergents dans le commerce international de l'UE", avec I. Bensidoun, G. Gaulier & D. Ünal, *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2.984, décembre.

"La Chine et l'Inde: les plus solides des BRIC", *Revue d'économie financière*, n° 95, pp. 229-241, décembre.

Riccardo Magnani

"Disparities in Pension Systems and Financial Flows Among European Countries", avec J. Chateau & X. Chojnicki, *Journal of Pension Economics and Finance*, 8(01), pp. 1-33, janvier.

"On Linking Microsimulation and Computable General Equilibrium Models Models Using Exact Aggregation of Heterogeneous Discrete-Choice Making Agents", avec J. Mercenier, *Economic Modelling*, 26(3), pp. 560-570, mai.

Thierry Mayer

"How Remote is the Offshoring Threat?", avec K. Head & J. Ries, *European Economic Review*, 53(4), pp. 429-444, mai.

Valérie Mignon

"Taux d'intérêt et marchés boursiers : une analyse empirique de l'intégration financière internationale", avec V. Borgy, *Économie et prévision*, n° 187, La Documentation française, pp. 105-121.

"Taux de change d'équilibre : une question d'horizon", avec A. Bénassy-Quéré & S. Béreau, *Revue économique*, 60(3), pp. 657-666.

"Les liens entre les fluctuations du prix du pétrole et du taux de change du dollar", *Revue d'économie financière*, Association d'économie financière, n° 94, pp. 187-196, juin.

"Measuring the Effects of Oil Prices on China's Economy: a Factor-Augmented Vector Autoregressive (FAVAR) Approach", avec F. Lescaoux, *Pacific Economic Review*, 14(3), pp. 410-425, août.

"What if the Euro Had Never Been Launched? A Counterfactual Analysis of the Macroeconomic Impact of Euro Membership", avec E. Dubois & J. Hericourt, *Economics Bulletin*, n° 3, pp. 2252-2266, septembre.

"Robust Estimations of Equilibrium Exchange Rates within the G20: a Panel BEER Approach", avec A. Bénassy-Quéré & S. Béreau, *Scottish Journal of Political Economy*, 56(5), pp. 608-633, novembre.

"The Dollar in the Turmoil", avec A. Bénassy-Quéré & S. Béreau, *Journal of the Japanese and International Economies*, 23(4), pp. 427-436, décembre.

Cristina Mitaritonna

"L'impact de la libéralisation commerciale sur les accords de partenariat économique", avec D. Laborde Debucquet & L. Fontagné, *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2.962, janvier.

Jean-Pierre Patat

"La France et ses déficits", *La Revue parlementaire*, 1^{er} octobre.

Sandra Poncet

"Direct and Indirect Impact of Economic Geography on Wages", *China Economic Review*, 1(20), pp. 1-14, mars.

"FDI and Credit Constraints: Firm Level Evidence in China", *Economic Systems*, 1(33), pp. 1-21, mars.

Marcos Ribeiro Poplawski

"BRICs: Challenges and Opportunities for European Competitiveness and Cooperation", avec P. Havlik, R. Stöllinger, O. Pindyuk, G. Hunya, B. Dachs, C. Lennon, J. Ghosh, W. Urban, V. Astrov & E. Christie, *Industrial Policy and Economic Reform Papers*, n° 13, Commission européenne, décembre.

Georges Sokoloff

La démesure russe. Mille ans d'histoire, Fayard, 350 p., avril.

Deniz Ünal

"The Integration of China and India into the World Economy: a Comparison", avec I. Bensidoun & F. Lemoine, *European Journal of Comparative Economics*, 6(1), pp. 131-155, juin.

"Les pays émergents dans le commerce international de l'UE", avec I. Bensidoun, G. Gaulier & F. Lemoine, *Problèmes économiques*, La Documentation française, n° 2.984, décembre.



Articles signés dans la presse
Interviews
Le CEPPI dans la presse écrite

ARTICLES SIGNÉS DANS LA PRESSE, INTERVIEWS

Michel Aglietta

Articles signés

"Le G20 doit imposer de nouvelles règles", *Eco* 89, 2 avril.

"Ceux qui prennent les risques n'en subissent pas les coûts", *L'Humanité*, 24 octobre.

Interviews

"C'est l'appât du gain qui a provoqué la crise", *Ouest France*, 18 janvier.

"Banques centrales, agences de notation: Michel Aglietta prône un changement radical de doctrine", *Les Echos*, 2 avril.

"La titrisation est incontournable", Entretien avec..., *L'Agefi Hebdo*, 11 juin.

"L'épargne collective va être garantie par la puissance...", *La Tribune*, 24 août.

"La finance cache encore des dangers pour l'économie", avec B. Carton, *La Croix*, 26 novembre.

"Michel Aglietta trouve 'inquiétant' le mouvement des changes et des capitaux", *La Tribune*, 26 novembre.

Mariya Aleksynska

Interview

"L'Europe doit 'aider l'Ukraine' à payer ses factures", *L'CI*, 3 novembre.

Agnès Bénassy-Quéré

Articles signés

"Une vertu en trompe-l'œil" / "Illusory Virtue", *Telos*, 28 janvier.

"Illusory Virtue", *RGE Monitor*, 30 janvier.

"La substitution d'une demande publique à une demande privée est de nature à accentuer la baisse des échanges internationaux", *Le Moci*, 19 février.

"Monnaies: créer un marché financier régional en Asie", *Enjeux Les Echos*, 1^{er} juillet.

"Un nouvel équilibre monétaire", *La Tribune*, 2 juillet.

"The Design of Financial Regulation in the G20 Debate: Tata or Ferrari?", avec O. Havrylchyk, *RGE Monitor*, 22 septembre.

"G20, not G7", avec O. Havrylchyk, *RGE Monitor*, 25 septembre.

"Le G20 entre en scène", avec O. Havrylchyk, *Telos*, 26 septembre.

"Un G20 (presque) pour rien? Les chefs d'État n'ont pas à travailler sur les détails", *Libération*, 28 septembre.

"Fin de crise pour le commerce mondial", avec L. Fontagné, Idées et débats, *Les Echos*, 15 octobre.

"Régulation financière: Tata ou Ferrari?", avec O. Havrylchyk, *Telos*, 15 octobre.

Interviews

"La zone euro peut-elle éclater?", *L'Express*, 21 janvier.

"États-Unis / Crise économique et financière", *France Culture*, 9 avril.

"La monnaie", *France Culture*, 11 avril.

"Économie mondiale / Récession", *France Culture*, 15 juillet.

"Le G20", *Le Journal de l'économie, LCI*, 25 septembre.

"G20: le socle minimal pour un sommet", *Easybourse*, 25 septembre.

"G20: comment gérer le risque systémique?", avec G. Capelle-Blancard & O. Havrylchyk, *Easybourse*, 25 septembre

"Le 'monde d'après' pourrait être plus lent", *La Tribune des dirigeantes*, supplément au n° 4316, *La Tribune*, 17 octobre.

"Guerre des monnaies", *Les Matins, France Culture*, 20 octobre.

"Un retour de l'inflation est-il à craindre?", *La question du jour, La Croix*, 9 novembre.

"La Grèce peut-elle faire faillite?", *La Croix*, 3 décembre.

"La question centrale n'est pas celle des bonus, mais celle des profits des banques", *Cercle des Européens*, 23 décembre.

Antoine Berthou

Interviews

"La Monnaie unique favorise-t-elle les échanges au sein de la zone euro?", *Easybourse*, 8 septembre.

"Les turbulences de l'euro fort", *France 24*, 20 octobre.

Jean-Joseph Boillot

Articles signés

"Les leçons venues de l'Inde", *Point de vue, Ouest France*, 19 mai.

"Sortir du duo 'chinaméica'", *Le Monde*, 14 juillet.

"Sortie de crise: un découplage avec la Chine et l'Inde?", *Contre-feux.com*, 22 octobre.

"Face aux difficultés du marché indien, adopter la Ganesh attitude...", *Easybourse*, 10 novembre.

Interviews

"Crisis 2009: the Worst Yet to Come? Part 2", *France 24*, 2 janvier.

"Les émergents doivent être des piliers de la relance mondiale", *La Tribune*, 4 février.

"France-Inde: le nucléaire sans risque?", *France 24*, 5 février.

"Les géants asiatiques face à l'Europe", *Ouest France*, 9 mars.

"Début des législatives en Inde", *France Inter*, 17 avril.

"L'Inde aurait été touchée de toute façon par le ralentissement", *L'Expansion*, 17 avril.

"L'Afrique est en train de nous préparer un coup à la chinoise", *Easybourse*, 15 mai.

"L'Inde, nouvelle puissance du 21^e siècle?", *L'économie en questions, France Culture*, 18 mai.

"L'Inde peine à prendre au sérieux le défi maoïste", *Ouest France*, 20 mai.

"Cinq questions", *Le Potentiel*, 1^{er} juin.

"Les indicateurs humains médiocres provoquent une mobilisation", *La Tribune*, 10 octobre.

"La résistance des paysans sans terre en Inde", *France Culture*, 18 octobre.

"Afghanistan. Les conséquences régionales de l'annulation du second tour de l'élection présidentielle", *France Culture*, 10 novembre.

"Obama en Chine: l'entente à tout prix (partie 1 et 2)", *France 24*, 16 novembre.

"Chine: croissance contre le climat", *France 24*, 14 décembre.

"Les Africains ne veulent pas d'une Chinafrique", *Les Echos*, 29 décembre.

Jean-Christophe Bureau

Interview

"Le plan Sarkozy pour l'agriculture? De simples mesures pansement", *L'Expansion*, 27 octobre.

Gunther Capelle-Blancard

Article signé

"Rémunération des *traders*: 'doucement mais on avance'", *Décryptage, Libération*, 3 avril.

Interviews

"Les propositions du G20: les rémunérations des *traders*", *Libération*, 3 avril.

"Laisser tomber une grande institution, un scénario devenu impensable?", *Le Monde*, 14 septembre.

"G20: comment gérer le risque systémique?", avec A. Bénassy-Quéré & O. Havrylchuk, *Easybourse*, 25 septembre.

"Il faut un consensus politique' pour réglementer les paradis fiscaux", chat en direct, *Le Monde*, 27 novembre.

Benjamin Carton

Interviews

"Les États-Unis, l'Allemagne, le Chili vont s'endetter", *La Croix*, 6 janvier.

"Le plan bancaire d'Obama peut-il résoudre la crise financière?", *L'Expansion*, 11 février.

"Relance: les économistes donnent la priorité aux ménages fragiles", *Yahoo France! Finance*, 17 février.

"S'endetter encore pour relancer l'activité, est-ce bien raisonnable?", *Capital.fr*, 4 mars.

"Relance: 'on peut redouter une faible efficacité'", *Décryptage, Libération*, 3 avril.

"La finance cache encore des dangers pour l'économie", avec M. Aglietta, *La Croix*, 26 novembre.

Matthieu Crozet

Article signé

"Exporting to Insecure Markets", avec P. Koenig & V. Rebeyrol, *Vox*, 14 janvier.

Interview

"Le déficit commercial français va se réduire en 2009", *L'Expansion*, 6 février.

Yvan Decreux**Interviews**

"La France entend surveiller les entorses aux échanges", *Les Echos*, 5 février.

"Un protectionnisme très coûteux", *Le Journal des Finances*, 21 février.

"L'échec des négociations de Doha en trois questions", *L'Expansion*, 2 décembre.

Évelyne Dourille-Feer**Article signé**

"Le Japon, le pays qui ne privatise plus sa poste", *La Tribune*, 5 octobre.

Interviews

"Le dévissage des firmes électroniques japonaises", *RFI*, 13 janvier.

"Les Silver Human Ressource Centers seraient-ils transposables en France?", *Reporteur d'espoir*, 26 janvier.

"Le plan de recapitalisation des entreprises au Japon", Journal de 13 heures, *RFI*, 27 janvier.

"Causes et implications de la crise japonaise", *RFI*, 3 février.

"Les causes de la violence de la crise japonaise", *Radio Méditerranée*, 9 avril.

"Le Japon touche le fond et aiguise ses armes", *L'Echo*, 22 mai.

"La reprise japonaise est-elle durable?", *RFI*, 18 août.

"Le Japon, un géant économique fragile", *Le Point*, 29 août.

"Japon: les défis économiques qui attendent le nouveau pouvoir", *L'Expansion*, 31 août.

"Les conséquences du changement politique sur l'économie japonaise", *RFI*, 1^{er} septembre.

"La politique économique du Parti démocrate du Japon", *RCF*, 1^{er} septembre.

"L'économie dans le contexte du nouveau gouvernement japonais", Focus international, *RFI*, 16 septembre.

"Que peut-on attendre du nouveau gouvernement japonais?", Pages internationales, *Jetro* (site Internet japonais), 18 septembre.

Lionel Fontagné

Articles signés

"La Chine, Airbus, Boeing et le dollar", *Chroniques, Usine Nouvelle*, 2 juillet.

"Fin de crise pour le commerce mondial", avec A. Bénassy-Quéré, *Les Echos*, 15 octobre.

"Firms and the Global Crisis: French Exports in the Turmoil", avec J.-C. Bricongne, G. Gaulier, D. Taglioni & V. Vicard, *Vox*, 5 novembre.

Interviews

"L'amélioration du commerce extérieur au second plan", *Les Echos*, 12 janvier.

"Faut-il craindre une résurgence des politiques économiques protectionnistes?", *Radio Classique*, 30 janvier.

"En 2008, 3 000 entreprises ont renoncé à l'exportation", *Les Echos*, 9 février.

"L'euro, bouclier ou amplificateur de crise?", *L'Expansion*, 23 février.

"À quoi ressemblera le monde en 2025?", *Euronews*, 24 septembre.

Michel Fouquin

Interviews

"Le retour au protectionnisme serait catastrophique", *L'Express*, 30 janvier.

"Toutes ces idées fausses qui circulent sur la crise", *L'Expansion*, 2 mars.

"G20: entre crainte et espoir", *France 24*, 30 mars.

"États-Unis/Économie – L'état des lieux de l'économie interne américaine, au cœur de la récession", *France Culture*, 23 juin.

"Crise: vous avez dit reprise?", *France 24*, 5 août.

"Un an après les JO, comment se porte l'économie chinoise?", *BFM Radio*, 10 août.

Guillaume Gaulier

Article signé

"Firms and the Global Crisis: French Exports in the Turmoil", avec J.-C. Bricongne, D. Taglioni & V. Vicard, *Vox*, 5 novembre.

Olena Havrylchyk

Articles signés

"Le G20 entre en scène", avec A. Bénassy-Quéré, *Telos*, 26 septembre.

"The Design of Financial Regulation in the G20 Debate: Tata or Ferrari?", avec A. Bénassy-Quéré, *RGE Monitor*, 22 septembre.

"G20, not G7", avec A. Bénassy-Quéré, *RGE Monitor*, 25 septembre.

"Régulation financière: Tata ou Ferrari?", avec A. Bénassy-Quéré, *Telos*, 15 octobre.

Interviews

"Le risque d'une crise de change plane sur de nombreux pays émergents", *La Correspondance économique*, 2 janvier.

"Les appels se multiplient pour aider le secteur financier", *L'Orient Le Jour*, 30 janvier.

"L'Europe centrale et orientale garde de l'attrait pour les banques occidentales", *Les Echos*, 16 juin.

"Barack Obama parviendra-t-il à renforcer la régulation des banques?", *La Croix*, 24 juillet.

"Bonuses at BNP Paribas", Focus on France, *RFI*, 5 août.

"Le G20 n'est pas un G7 à vingt", *Le Courant info*, 23 septembre.

"Dossier: le G20 au secours des plus pauvres?", *Radio Vatican*, 24 septembre.

"G20: comment gérer le risque systémique?", avec A. Bénassy-Quéré, *Easybourse*, 25 septembre.

Françoise Lemoine

Articles signés

Conjoncture, *Cyberpresse La Presse Montréal*:

- "L'Inde surprise par la crise", 26 janvier;
- "La fin du modèle asiatique?", 16 février;
- "Le commerce mondial en berne", 18 mars;
- "Une reprise fragile", 20 avril;
- "La clé: le consommateur chinois", 30 septembre;
- "Vers une Union asiatique?", 9 novembre.

Interviews

"Les répercussions de la crise mondiale sur l'économie chinoise", *France Culture*, 18 février.

"La Chine est-elle à un tournant?", *L'économie en question*, *France Culture*, 8 juin.

"La Chine est aujourd'hui plus inégalitaire que l'Inde", *RFI*, 30 septembre.

"La Chine n'est plus une économie communiste", *E24*, 1^{er} octobre.

"Chine: la nécessaire réforme industrielle", *E24*, 22 octobre.

"Asie: Obama en tournée", *À la Une*, *France 24*, 12 novembre.

"Les États-Unis et la Chine sont très fortement interdépendants", *L'Expansion*, 17 novembre.

Jean-Pierre Patat

Interviews

"L'endettement, un scénario risqué mais jugé nécessaire", *La Croix*, 21 janvier.

"La crise financière menace la cohésion européenne", *Le Monde*, 2 mars.

Sandra Poncet

Article signé

"Help! Not just anybody: The locational choice of Japanese MNC affiliates", *Vox*, 16 février.

Marcos Ribeiro Poplawski

Interviews

"The End of the Bonus Culture?", *Daily Program*, *France 24*, 22 janvier.

"Relance ou dérive de la dette ? Le dilemme des gouvernants face à la crise", *Agence France Presse*, 23 janvier.

"Who me, Protectionist?", *Daily Program*, *France 24*, 12 février.

"La Commission européenne s'inquiète des déficits publics", *La Croix*, 18 février.

"Tax Havens: Trouble in Paradise?", *Daily Program*, *France 24*, 24 février.

"L'emprunt européen vivement souhaité mais peu réalisable", *EuroActiv.fr*, 26 juin.

Georges Sokoloff**Interview**

"De Varsovie à Kiev, succès et ratés de la transition", *La Tribune*, 9 novembre.

Ahmed Tritah**Interviews**

"The Parameters of the Exodus", *Research*eu*, n° 59, mars.

"How Much Should we Worry About the Brain Drain from Europe to US?", *Duz Magazin*, 18 septembre.

Deniz Ünal**Interviews**

"Débat sur la question de l'entrée de la Turquie dans l'Europe", *Ce soir ou jamais, France 3*, 9 avril.

"Débat sur la Turquie d'aujourd'hui", *Ce soir ou jamais, France 3*, 8 octobre.

"Turquie: amie ou ennemie", *France 24*, 15 octobre.

LE CEPII DANS LA PRESSE ÉCRITE FRANÇAISE

Le recensement des coupures de presse repose sur l'Argus de la presse et les interventions presse audiovisuelles recensées sur le site du Centre. Quand un article citant CEPII est repris sur support papier et électronique, la citation CEPII est comptabilisée deux fois, le média lui-même étant regroupé sur une seule ligne, version papier & électronique. Ainsi la rubrique "sites internet" concerne-t-elle les supports à diffusion électronique, exclusivement. Le recensement par thème doit être considéré avec précaution, une coupure n'étant recensée que dans une seule rubrique, alors qu'elle fait parfois référence à plusieurs thèmes.

Bilan quantitatif

Le tableau 1 résume le nombre de citations du CEPII selon quatre types de supports: presse nationale, presse quotidienne régionale (PQR), presse divers, sites internet. On note une forte augmentation des citations en 2009 par rapport aux années précédentes, particulièrement dans la presse nationale et sur les sites internet.

Tableau 1 – Les citations "CEPII", répartition par types de supports, 2006-2009

	Nombre de coupures-terme "CEPII"				Total par catégorie de support 2006-2009
	2006	2007	2008	2009	
Presse nationale	186	231	206	262	885
Presse divers	43	74	98	95	310
PQR	56	63	47	55	221
Sites Internet	19	35	34	75	163
Total	304	403	385	487	1 579

Presse nationale

Parmi les 36 titres comptabilisés dans cette catégorie, neuf concentrent, sur quatre ans, les trois-quarts des citations CEPII (tableau 2). On note une forte augmentation des citations par l'*AFP*, *Les Echos*, *La Correspondance économique*, *Alternatives économiques*, tandis que les citations dans *Le Monde* et *La Tribune* sont en recul (du fait en particulier de la disparition de la chronique mensuelle d'économie internationale tenue par le CEPII les années précédentes dans *La Tribune*).

Tableau 2 – Les principaux titres ayant cité le CEPII, 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
AFP	30	41	22	41	134 (15,1 %)
Le Monde (& lemonde.fr)	21	37	30	19	107 (12 %)
La Tribune (& latribune.fr)	16	28	36	16	96 (10,8 %)
Les Echos (& lesechos.fr)	7	22	14	23	66 (7,4 %)
La Croix (& lacroix.com)	5	18	21	21	65 (7,3 %)
La Correspondance économique de la Presse	5	12	16	24	57 (6,4 %)
Alternatives économiques	7	13	7	16	43 (4,8 %)
L'Expansion (& lexpansion.com)	13	3	10	16	42 (4,7 %)
Le Figaro (& lefigaro.fr)	17	7	6	10	40 (4,5 %)

Les autres citations totalisant au moins 1 % du total sont reportées dans le tableau 3.

Tableau 3 – Les titres, "Presse nationale", totalisant le quart des citations "CEPII", 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
Le MOCI (& MOCI news)	10	3	4	11	28 (3,2 %)
Le Nouvel économiste	4	5	4	11	24 (2,7 %)
Challenges (& challenges.fr)	3	6	4	5	18 (2 %)
L'AGEFI (& Agefi hebdo + Agefi Actifs)	4	4	2	7	17 (1,9 %)
Liaisons sociales (& Gestion sociale)	7	7		2	16 (1,8 %)
Revue Banque	3		9	3	15 (1,7 %)
Le Journal des Finances (& www.jdf.com)	1			13	14 (1,6 %)
Enjeux Les Echos	4	3	3	3	13 (1,5 %)
Usine Nouvelle	3	6	2	2	13 (1,5 %)
20 Minutes	5	3	2	1	11 (1,2 %)
L'Humanité (& L'Humanité Dimanche)	1	5	2	2	10 (1,1 %)
L'Express (& lexpress.fr)	3	2	4		9 (1 %)

L'augmentation des citations dans *Le Nouvel économiste* s'explique par l'apparition d'une chronique régulière.

Presse quotidienne régionale

Les citations dans la PQR, souvent liées à des dépêches AFP, sont assez dispersées (tableau 4).

Tableau 4 – Les principaux titres de la catégorie "PQR", 2008-2009

	2008	2009	2008-2009
Le Populaire du Centre (& lepopulaire.fr)	3	6	9
Le Berry républicain (& leberry.fr)	2	5	7
Le Journal du Centre (& lejdc.fr)	4	3	7
La Voix du Nord (& voixeco.com)	2	4	6
La Montagne	1	4	5
Le Midi Libre	1	4	5
L'Indépendant (& lindependant.com)	3	2	5
Dernières nouvelles d'Alsace		4	4
L'Alsace	1	3	4
Le Progrès (& leprogres.fr)	3		3
Paris Normandie	3		3
Centre Presse	1	1	2
Courrier Picard		2	2
La République du Centre	2		2
Le Bien Public	1	1	2
Le Journal de la Haute Marne	1	1	2
Le Quotidien		2	2
Le Télégramme de Brest		2	2
NVO Île de France	1	1	2
Ouest France	2		2

Presse divers

La Lettre du CEPII est très régulièrement reprise dans la revue *Problèmes économiques*, ce qui permet d'étendre son lectorat en particulier en direction des professeurs des lycées (tableau 5). Cependant les supports "presse divers" sont parfois très éloignés du lectorat classique du Centre et très dispersés (134 supports différents ont cité le CEPII sur la période 2006-2009).

Tableau 5 – Les titres de "presse divers" totalisant plus de la moitié des citations CEPII

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
Problèmes économiques		12	20	16	48
La Lettre A		3	4	9	16
Chambres d'agriculture	2	7	5		14
CCE International	5	2	4		11
Le Café pédagogique	1	4	3		8
Flash Info (diverses régions)				7	7
Profession politique	2		1	4	7
Confrontations Europe	1		1	4	6
La Lettre de l'Expansion		2	3	1	6
La Note de veille		3	3		6
Livres hebdo		2	1	3	6
Pratique export		3		3	6
Sciences humaines	2	3	1		6
Bilans hebdomadaires		1	3	1	5
Asset Management				4	4
Le Revenu	1		2	1	4

Les sites Internet

Le tableau 6 recense les dix sites les plus significatifs pour le CEPII (51 % des citations). On note l'importance des sites de finance (*Boursorama*, *Easybourse*) mais aussi de *E24*, site à vocation économique créé en 2008.

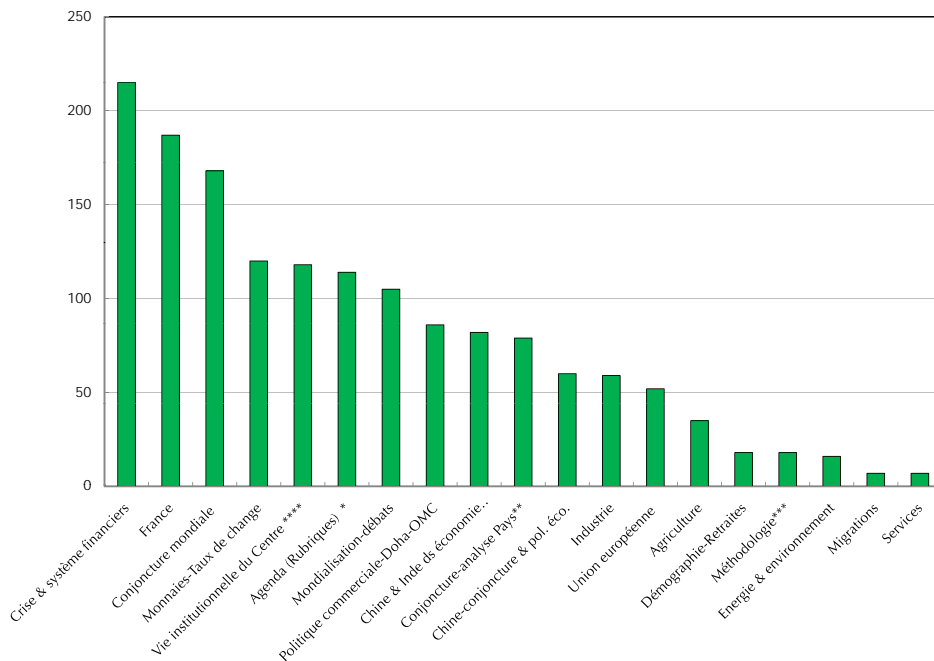
Tableau 6 – Les sites Internet totalisant le plus de citations "CEPII", 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
www.Yahoo.fr	6	3	4	6	19
www.Boursorama.com	1	4	3	2	10
www.E24.fr			3	6	9
www.easybourse.com				8	8
www.finances.orange.fr			2	3	5
www.agoravox.fr	2		1	1	4
www.newzyExecutive.fr		2	1	1	4
www.Voilà.fr		1	2	1	4
www.actualite.aol.fr		2		1	3
www.Bellaciao.org	1	1	1		3

Bilan qualitatif

Le graphique 1 répartit les citations par grands thèmes pour l'ensemble de la période 2006-2009, le graphique 2 fournissant quant à lui la ventilation annuelle. Sans surprise, on observe une très forte hausse des citations en 2009 sur les thèmes "crise et systèmes financiers" (120 en 2009) et "conjoncture mondiale" (75 en 2009). Le thème "Union européenne" émerge à la faveur du Traité de Lisbonne et de la crise de la dette souveraine, tandis que les citations sur les thèmes "monnaies-taux de change" et "politiques commerciales-Doha-OMC" se maintiennent autour de 20 par an. Le nombre de coupures répertoriées "France" reste élevé (près de 40 en 2009) en raison notamment d'une forte réactivité de la PQR sur les questions relatives au déficit du commerce extérieur français, et maintenant au déficit budgétaire. Enfin, on peut noter une bonne présence du CEPII sur le thème "mondialisation-débats", notamment grâce au Groupe d'analyse de la mondialisation.

Graphique 1 – Nombre de citations CEPII par thèmes, cumul 2006-2009 (en %)



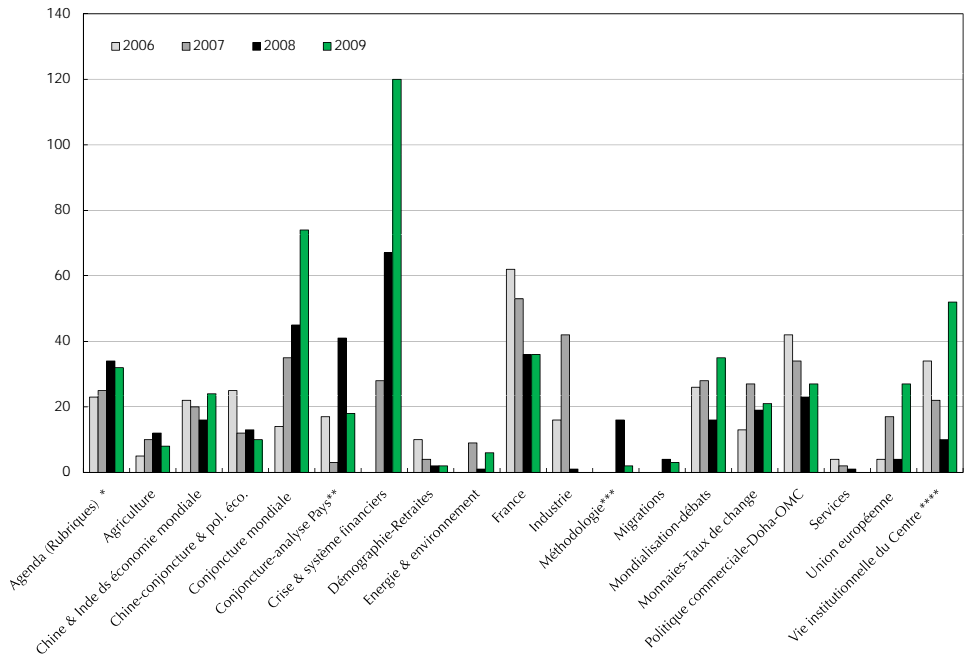
* Dont annonce Colloque 30 ans.

** Dont Économie US (élection 2008) ; japonaise (élection 2009).

*** Dont Indicateurs ; calcul des quotes-parts FMI ; dette publique ; définition des émergents.

**** Dont Nominations.

Graphique 2 – Nombre de citations CEPII par thèmes et par an, 2006-2009



* Dont annonce Colloque 30 ans.
** Dont Économie US (élection 2008) ; japonaise (élection 2009).
*** Dont Indicateurs ; calcul des quotes-parts FMI ; dette publique ; définition des émergents.
**** Dont Nominations.

Le recensement des **articles signés** par des économistes du CEPII est dominé par l’arrêt de la contribution régulière du Centre dans *La Tribune*, et celle démarrée dans *Le Nouvel économiste* (tableau 7).

Tableau 7 – Les articles d’économistes du CEPII, 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
La Tribune	4	16	11	10	41
Le Nouvel économiste			1	9	10
Alternatives économiques	3		1	3	7
Les Echos	1	1	1	3	6
Le Monde & Monde diplo.	3	1	1		5
Usine Nouvelle	1	2		2	5
Revue Banque			3		3
Enjeux Les Echos			1	1	2
Géopolitique				2	2
L’Expansion				2	2

(suite tableau 7)	2006	2007	2008	2009	2006-2009
Audit			1		1
Capital				1	1
La Revue parlementaire	1				1
Le Monde économie			1		1
Libération			1		1
L'Agefi				1	1
L'Humanité				1	1
Partage	1				1
Telos		1			1
Tribune juive				1	1
Total	14	21	22	36	93

Les **interviews** sont, dans l'ensemble, assez dispersées (le tableau 8 en fournit les principaux supports). Il faut toutefois ajouter à la presse écrite les nombreuses interventions d'économistes du CEPII dans les radios (*France Culture*, *RFI*, *Radio Classique*, radios étrangères...) et à la télévision (*LCI*, *France 3*, *France 24*...).

Tableau 8 – Les interviews, 2007-2009

	2007	2008	2009	2007-2009
La Tribune	2	6	3	11
La Croix		3	3	6
Alternatives économiques		2	1	3
Enjeux Les Echos	2	1		3
Les Echos	1		2	3
L'Agefi Hebdo	2		1	3
L'Expansion (& expansion.com)	1		2	3
Agefi (& Agefi hebdo)		1	1	2
Challenges	1	1		2
Le Monde économie	1	1		2
Le Nouvel économiste		1	1	2
Usine nouvelle	1	1		2
www.E24.fr		2		2
www.zonebourse.fr		1	1	2

Le CEPII est fréquemment référencé dans la presse comme source d'information "pour aller plus loin". Le tableau 9 indique les principaux supports ayant cité des publications du Centre parmi les recommandations (rubriques bibliographiques), les guides de lecture et les références citées à l'appui d'un article.

Tableau 9 – La présence dans les rubriques bibliographiques, 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
Problèmes économiques*		4	11	7	22
CCE International	5	5	3		13
Alternatives économiques	4	1	3	3	11
Chambres d'agriculture	6	2			8
Livres hebdo		2	1	3	6
Le Figaro	5				5
Les Echos	4		1		5
Le Monde			4		4
Le Monde économie		1		2	3
Alternatives internationales			2	1	3
Sciences humaines	1	1		1	3
AFP	3				3
Futuribles			3		3
La Croix		1		1	2
Revue Banque	1			1	2
Commerce international	1		1		2
Le Café pédagogique	1		1		2
Le Monde diplomatique	1	1			2
Le Progrès			2		2
Revue du papier-carton	2				2
La Tribune	2				2
Total					

* périodique non dépouillé par l'Argus de la Presse en 2006.

Enfin, le tableau 10 indique les principaux titres parmi les 45 supports dans lesquels les parutions du Centre ont fait l'objet d'une **analyse bibliographique** sur la période 2006-2009. Trois titres réalisent l'essentiel des analyses critiques : *Problèmes économiques*, *Alternatives économiques*, *La Correspondance économique*.

Tableau 10 – Les analyses bibliographiques, 2006-2009

	2006	2007	2008	2009	2006-2009
Problèmes économiques*		3	12	9	24
Alternatives économiques	4	6	1	2	13
La Correspondance économique	3	2	2	3	10
Le Moci			1	4	5
Les Echos		1		4	5
MOCI News			1	4	5
Le Café pédagogique		2	2		4
Revue Banque	1		2	1	4
Investir	1	1	1		3
Le Monde économie	1	1	1		3
Liaisons sociales	1			2	3
Sciences économiques & sociales	1	1		1	3
La Tribune		1		1	2
Livres Hebdo	2				2
Pratic Export	1			1	2
Total					

* périodique non dépouillé par l'Argus de la Presse en 2006.



Rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations

RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Cabinet du Premier ministre

Conséquences du rebond chinois sur les exportations françaises, novembre (A. Berthou & C. Emlinger).

Commission européenne

Foreign Bank Presence: the Effect on Firm Creation and the Size of Start-Ups, consortium FINESSE, DG Recherche, FP7, avril (O. Havrylchyk).

Biofuels: Global Trade and Environmental Impact Study, DG Commerce, avril (M.-P. Ramos & H. Valin).

"Estimations of Tariff Equivalents for the Services Sectors", rapport *Assessing the Economic Impact of Services Barriers*, novembre, (C. Mitaritonna & L. Fontagné).

"BRICs: Challenges and Opportunities for European Competitiveness and Cooperation", *European Competitiveness Report 2009*, vol. 1, décembre (M. Ribeiro-Poplawski, en collaboration avec le WIIW de Vienne).

Economic Impact of Potential Outcome of the DDA, DG Commerce, (Y. Decreux & L. Fontagné).

Conseil d'Analyse Économique

"Vieillesse démographique, immigration sélective et financement des retraites", rapport *Immigration, qualifications et marché du travail*, n° 84, juin (X. Chojnicki & L. Ragot).

Impact de l'investissement direct à l'étranger, en cours, (L. Fontagné & F. Toubal).

"La transmission de la variation du prix du pétrole à l'économie", rapport sur *Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil*, de P. Artus, A. d'Autume, Ph. Chalmin et J.M. Chevalier, (V. Mignon & F. Lescaoux), à paraître.

Conseil des prélèvements obligatoires

"Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel", rapport *Les prélèvements obligatoires des entreprises dans une économie globalisée*, octobre (A. Bénassy-Quéré, M. Crozet & M. Carré-Tallon).

Direction Générale du Trésor et des Politiques Économiques DGTPE

Effet d'un accord commercial multilatéral sur la base des propositions de décembre 2008, juillet (Y. Decreux).

Évaluation d'un accord de libre échange entre l'Union européenne et le Canada, juillet (H. Boumellassa, Y. Decreux & L. Fontagné).

Parlement européen

"Évaluation du projet de directive sur les gestionnaires de fonds d'investissements alternatifs", *Alternative Investment Fund Managers* (G. Capelle-Blancard).



Rencontres organisées
par le CEPII
et le *Club* du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A – COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

IXth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

23-24 avril,
Aix-en-Provence.

23 avril

Plenary Lecture: "Limits of Limits of Arbitrage: Theory and Evidence",
D. Thesmar (HEC School of Management).

Organisé par le réseau RIEF
(Research in International
Economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

Parallel Session I

I.1 Finance 1: Exchange Rates

Chair: I. Méjean.

"Nonlinear Adjustment of the Real Exchange Rate Towards its Equilibrium Value: a Panel Smooth Transition Error Correction Modelling",
S. Béreau (EconomiX-CNRS, Université Paris X).

"International Equity and Bond Portfolio with Firm Entry", M. Hamano
(Université Rennes1-CREM).

I.2 Trade 1: New Economic Geography

Chair: P.-P. Combes.

"Clustering the Winners: an Assessment of the French Policy of Competitiveness Clusters", F. Mayneris (Paris School of Economics).

"Globalization and the Spatial Concentration of Production", F. Niepmann
(European University Institute).

"An Empirical Study of the World Economic Geography of Manufacturing Industries (1980-2003)", R. Paillacar (Université Paris 1 ; CNRS & Paris School of Economics).

Parallel Sessions II

II.1 Finance 2: Capital Flows

Chair: A. Bonfiglioli.

"Currency Crises: Who Bears the Cost?", P. Maarek (GREQAM, Université de la Méditerranée).

"Overreaction in Capital Flows to Emerging Markets: Booms and Sudden Stops", F. Huaita (University of Chile).

"A Reappraisal of the Allocation Puzzle through the Portfolio Approach",
K. Benhima (Université Paris X - Nanterre).

II.2 Trade 2: Outsourcing & Vertical linkages

Chair: T. Mayer.

"Foreign Competition, Imported Inputs and Firms' Decisions", M. Bas (Paris School of Economics & London School of Economics).

"Trade in Intermediate Producer Services under Imperfect Competition", A. Islyami (University of Kiel).

"Heterogeneous Firms, Vertical Linkage and Horizontal FDI", L. Le Mener (INRA - LERECO, LEN - Université de Nantes).

"Labor Market Regulations and the Boundaries of Multinational Firms", M. Bas (Paris School of Economics & London School of Economics).

Parallel Sessions III

III.1 International Macro1: Current Account Fluctuations

Chair: C. Nourry.

"Current Account Adjustment and Financial Integration", P. Towbin (Graduate Institute of International and Development Studies).

"What are the Sources of Current Account Fluctuations in the US?", A. Karadimitropoulou (University of Kent).

"Optimal External Debt and Default in an Economy with a Natural Resource Endowment", N. Foley-Fisher (London School of Economics).

III.2 Trade 3: MNE & FDI

Chair: M. Crozet.

"What Location Criteria for Multinational Firms in Europe? An Analysis Applied to Production and Service Activities", L. Py (Paris School of Economics).

"Heterogeneous Firms, 'Profit Shifting' FDI and International Tax Competition", T. Schmidt-Eisenlohr (European University Institute & Paris School of Economics).

"Market Entry By Two Multinational Firms", O. Koska (University of Otago).

"The Heterogeneity of the Impact of Investing Abroad: Evidence from Matched Japanese Firms", L. Hering (CES, Université Paris 1; Paris School of Economics & CREST).

24 avril

Plenary Lecture: "Trade, Markup Heterogeneity and Misallocations", G. Gancia (Universitat Pompeu Fabra & CREI).

Parallel Sessions IV

IV.1 Trade 4: Trade & Growth

Chair: C. Garcia Penalosa.

"Trade and Growth: the Impact of Selection and Imitation", S. Stölting (European University Institute).

"Transport Investment, Geography, and Growth", S. Zeugner (ECARES, Université Libre de Bruxelles).

"Agglomeration and Population Ageing in a Two Region Model of Exogenous Growth", T. Grafeneder-Weissteiner (Vienna University of Economics and Business Administration).

IV.2 International Macro 2: Monetary & Fiscal Policy

Chair: J. Héricourt.

"Inflation Dynamics and the New Keynesian Phillips Curve in CEEC", B. Vasicek (Universitat Autònoma de Barcelona).

"Tax Reform in Two-Sector General Equilibrium", R. Restout (EconomiX, Université Paris X & GATE, ENS-LSH Lyon).

Parallel Sessions V

V.1 Trade 5: Networks & Trade

Chair: F. Toubal.

"Bargaining Networks in International Trade", N. Jorzik (Alfred Weber Institut, Universität Heidelberg).

"Ethnic Networks, Information, and International Trade: Revisiting the Evidence", B. Jung (Universität Hohenheim).

"International Labour Standards and Product Differentiation", M. Limardi (Paris School of Economics).

V.2 Trade 6: Impediments to Trade

Chair: S. Zignago.

"Spatial Price Discrimination in International Markets: from Models to Data", J. Martin (PSE, CREST).

"Gravity, Log of Gravity and the Distance Puzzle", C. Bosquet (GRE-QAM, Université de la Méditerranée).

"Rethinking the Effect of Cutting Red Tap in Egypt: a Dynamic CGE Analysis", C. Zaki (Université Paris 1 & Paris School of Economics).

"On the Characteristics of South-South Trade: Evidence from Sub-Saharan Africa and Developing Asia", D. Diaw (Centre for Analysis and Research in Economics, Université de Rouen).

23-24 juin,
Paris.

(CEPII: partenaire scientifique).

14-15 septembre,
New Delhi.

Colloque co-organisé
par le CEPII, Bruegel
et l'ICRIER.

Forum 2009 de l'OCDE

De la crise à la reprise.

Pour une économie plus forte, plus saine, plus juste

Thèmes du Forum :

- comment renforcer l'économie mondiale à long terme?;
- comment rétablir la stabilité et la confiance dans le système financier?;
- comment atténuer l'impact de la récession?;
- comment renouveler les normes de gouvernement d'entreprise?;
- comment surmonter la crise de l'emploi?;
- comment garder les marchés ouverts aux échanges et à l'investissement?;
- comment l'innovation peut-elle conduire à une reprise durable?;
- qu'en est-il d'une croissance verte et du changement climatique?

International Cooperation in Times of Global Crisis: Views from G20 Countries

14 septembre

Inaugural Session

Chair: A. Chawla (Finance Secretary, Ministry of Finance, India).

Opening Comments: R. Kumar (ICRIER); J. Pisani-Ferry (Bruegel) & A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Keynote Speaker: M. Singh Ahluwalia (Planning Commission, India).

I. Scope and Architecture of Financial Regulation

Chair: S. Kashiwagi (Graduate School of Business and Commerce, Keio University, Japan).

Speakers: A. Persaud (Intelligence Capital, UK) & C. Monticelli (International Financial Affairs, Treasury, Italy).

Discussants: O. Havrylchyk (CEPII); A. Sinha (Reserve Bank of India).

II. Accounting Standards and Financial Transparency

Chair: L. Pauly (University of Toronto, Canada).

Speakers: V. Acharya (New York University, Stern, USA) & N. Véron (Bruegel).

Discussants: P.R. Ravimohan (Reserve Bank of India) ; K.-H. Jung (Samsung Economic Research Institute, South Korea).

III. Global Imbalances and the International Monetary System

Chair: J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Speakers: D. Vines (Oxford University; CEPR) & M. Ramos Francia (Bank of Mexico).

Discussants: E. M. Truman (Peterson Institute for Int'l Economics, USA); H. Fan (Chinese Academy of Social Sciences, Beijing, China) & D. Jahn (Directorate Monetary Policies, Ministry of Finance, Germany).

Keynote Speaker: J. Stark (European Central Bank, Germany).

15 septembre

Keynote Address

Chair: B. Jalan (Member of Parliament, India).

Speaker: A. Sheng (University of Malaya, Kuala Lumpur).

IV. Crossborder Trade and Finance: Emerging Protectionism

Chair: S. Acharya (ICRIER).

Speakers: P. Draper (South African Institute of International Affairs) & T. Min (China Development Research Foundation).

Discussants: B. Debroy (Centre for Policy Research, India); A. Bénassy-Quéré (CEPII).

V. The Economic Balance of Powers After the Crisis

Chair: J. Gross Stein (Munk Centre for International Studies, Canada).

Speakers: M. Pochmann (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA), Brazil) & K.-H. Jung (Samsung Economic Research Institute, South Korea).

Discussants: J.-J. Boillot (EIEBG & Club du CEPII); R. Kumar (ICRIER).

VI. Reform of the Bretton Woods Institutions

Chair: P. Jaillet (Banque de France).

Speaker: L. Pauly (University of Toronto, Canada).

Discussants: S.-A. Mildner (German Institute for International and Security Affairs, SWP); A. Bénassy-Quéré (CEPII); S. Kashiwagi (Keio University, Japan) & D. Vines (Oxford University, CEPR).

VII. International Cooperation in Times of Global Crisis: the Way Ahead (Roundtable)

Chair: D. Subbarao (Reserve Bank of India).

Panellists: P. Draper (South African Institute of Int'l Affairs); M. Ramos Francia (Bank of Mexico); R. Kumar (ICRIER); E. M. Truman (Peterson Institute for Int'l Economics, USA); J. Pisani-Ferry (Bruegel) & A. Sheng (University of Malaya, Kuala Lumpur).

16 septembre,
Paris.

À l'occasion
de la parution de l'ouvrage
L'économie mondiale 2010,
coll. Repères,
édition La Découverte.

22 septembre,
Paris.

Rencontre presse
co-organisée
avec le Club du CEPII.

L'économie mondiale 2010

Allocution d'ouverture: C. Lecourtier (UBIFRANCE).

Introduction: A. Chevallier (CEPII).

Régulation mondiale: où en est-on?

Président de séance: A. Chevallier (CEPII).

"La réforme de la gouvernance financière internationale", M. Aglietta (Université Paris X; CEPII)

"La réforme du système monétaire international", A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"La tentation protectionniste", P. Messerlin (IEP; GEM).

Les sorties de crise

Président de séance: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"L'économie américaine après le choc", F. Pisani (Dexia Asset Management).

"Europe: les facteurs structurels qui pèsent sur la reprise", D. Gros (CEPS).

"Asie émergente: les enjeux de l'après crise", J. -R. Chaponnière (AFD).

Le G20 à Pittsburgh: que peut-on en attendre?

Pour mieux comprendre les points de vue des différents pays du G20, le CEPII a organisé, en coopération avec les instituts Bruegel (Bruxelles) et ICRIER (New Delhi), une conférence réunissant des experts de haut niveau des quatre continents, pays développés comme pays émergents, à New Delhi les 14 & 15 septembre, sur le thème de "La coopération internationale en période de crise".

De retour de cette conférence, A. Bénassy-Quéré, O. Havrylchyk et J. Pisani-Ferry nous ont livré les principaux enseignements, en précisant les points qui leur semblaient faire consensus au sein des experts et ceux de désaccord.

Le débat s'est resserré autour de quelques questions clés.

Pour la régulation financière, il s'agit principalement de la capitalisation des banques "systémiques", de la réforme des normes comptables, des rémunérations.

La question des stratégies de sortie de crise a été aussi au cœur des débats, de même que la réforme des institutions internationales, les pays émergents espérant renforcer leur poids dans les institutions à l'occasion de la crise.

À l'inverse, les questions monétaires internationales restent toujours en retrait des débats, en dépit des initiatives prises par la Chine il y a quelques mois, tandis que l'aboutissement du cycle de Doha se fait attendre.

Avec la participation de: A. Bénassy-Quéré (CEPII); O. Havrylchyk (CEPII) & J. Pisani-Ferry (Institut Bruegel).

Impact of World Crisis on Asian Region Utilising an Asian International Input Output Matrix

21 octobre,
Paris.

Chairman: M. Fouquin (CEPII).

Speakers:

"World Economy in Crisis – Visions from International Input-Output Analyses", S. Inomata (International Input-Output Project, IDE-JETRO).

"Globalisation and Regional Integration: a Study of International Production Networks", B. Meng (OECD).

Politiques budgétaires et marchés obligataires européens : quel avenir ?

22 octobre,
Paris.

L'Europe est-elle menacée de graves dangers : krach obligataire, éclatement de la zone euro, banqueroute de pays récemment entrés dans l'Union ? Il devient urgent de répondre à cette question : cela implique une analyse sobre des risques et des opportunités d'évolution des politiques européennes.

Colloque co-organisé
par le CEPII, le CIREM
et Groupama Asset
Management.

Le premier risque, celui d'un krach obligataire généralisé, serait motivé par la perspective d'une reprise vigoureuse de l'endettement privé en concurrence d'un haut niveau de dettes publiques hérité de la crise et d'un retour des politiques monétaires à une posture anti-inflationniste. La sortie de crise se rapprochera-t-elle plus du scénario japonais après la reprise de 2003 ou de l'évolution qui avait conduit au krach obligataire de 1994 aux États-Unis et en Europe ? Quelles politiques, monétaire et budgétaire, permettent à la fois de contrecarrer les forces dépressives du désendettement privé et de maîtriser l'évolution future des dettes publiques ?

Le second risque découle de l'écartement des *spreads* entre les taux obligataires dans la zone euro. Les marchés sont inquiets de la perspective de déficits budgétaires importants dans des pays à dettes publiques élevées avec des capacités d'accroissement de recettes fiscales limitées (Grèce, Italie). Quant aux pays qui subissent une crise immobilière et financière de très grande ampleur, on s'attend à une très forte dégradation de leurs finances publiques (Espagne, Irlande). La dynamique de la dette publique est-elle soutenable au sein de l'union monétaire ? Une aide financière collective est-elle envisageable et avec quelle conditionnalité ? Faut-il imaginer le secours du FMI pour des pays de la zone euro ?

23-24 octobre,
Kiel.

Conférence organisée
par le réseau ELSNIT.

CEPII : partenaire du réseau.

Le troisième risque provient des niveaux d'endettement des pays de l'est européen hors zone euro et qui ont lourdement emprunté en euro. Le reflux des capitaux les met en danger d'une classique crise duale, bancaire et de change. Vont-ils rejouer les crises latino-américaines des années 1990-2000 (Brésil et Argentine)? La contrainte de solvabilité dépend de manière cruciale de la nature de l'endettement.

Introduction : F. Ailhaud (Groupama AM).

Gestion des dettes publiques et évolution des marchés obligataires

Président de séance : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants : M. Aglietta (CEPII ; Université Paris Ouest Nanterre ; Groupama AM) et L. Berrebi (Groupama AM) ; M. Brière (Crédit Agricole-AM ; Université Libre de Bruxelles) ; L. Boone (Barclays Capital) & P. Mills (Agence France Trésor).

L'avenir des politiques budgétaires et la gouvernance de l'Europe

Président de séance : F. Ailhaud (Groupama AM).

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII) ; P. Herzog (Confrontations Europe) ; P. Marini (Commission des finances du Sénat) & J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Seventh ELSNIT Annual Conference on Trade and Regional Disparities

23 octobre

Welcoming Remarks: R. J. Langhammer (Institute for the World Economy, Kiel, Germany) & A. Estevadeordal (IDB).

Session I: Policy and Theoretical Trade Contributions

Coordinated by S. Evenett (University St Gallen ; CEPR).

Presentation by M. Brühlhart (University of Lausanne, Switzerland).

"Footloose Capital and Productive Public Services", P. Commendatore (University of Naples, Italy).

Comments by P. Moncarz (Universidad de Córdoba, Argentina).

"Taxation, Infrastructure and Endogenous Trade Costs in New Economic Geography", S. Gruber (University of Bologna, Italy).

Comments by M. Vaillant (Universidad de la República, Uruguay).

"Governmental Activity, Integration, and Agglomeration", I. Ott (Institute for the World Economy, Kiel).

Comments by P. Mossay (University of Reading, United Kingdom).

Session II: Empirical Trade Contributions

Coordinated by M. Fouquin (CEPII) & R. Langhammer (IfW).

Presentation by P.-P. Combes (CNRS).

"Dealing with MERCOSUR Asymmetries: Criteria for Allocating Regional Fund Resources", F. Granato (Universidad Nacional de Río Cuarto, Argentina).

Comments by E. Paluzie (Universidad de Barcelona, Spain).

"Regional Integration in Colombia: On Cournot's Problem and the New Economic Geography", E. Haddad (University of São Paulo, Brazil).

Comments by E. Bode (Institute for the World Economy, Kiel, Germany).

"Going NUTS: The Effects of EU Structural Funds on Regional Performance", P. Egger (Federal Institute of Technology Zurich, Switzerland).

Comments by W. Sosa Escudero (Universidad de San Andrés, Argentina).

24 octobre

Session III: Institutional and Legal Contributions

Coordinated by M. Cremona (EUI) & J. Jordana (IBEI ; UPF).

Presentation by F. Wishlade (University of Strathclyde, UK).

"Regional Integration and Development: a Legal Analysis of the Fund for Structural Convergence of MERCOSUR", F. de Andrade Corrêa (EUI, Italy).

Comments by S. Rios (Confederação Nacional de Indústria, Brazil).

"Fostering Developmental Agency from Without", L. Bruszt (EUI ; Central European University, Italy).

Comments by A. Bianculli (IBEI Barcelona, Spain).

"Iberoamerican Integration: Is Possible a Cohesion Fund?", C. Garcimartín (Universidad de Salamanca, Spain).

Comments by S. Gratiús (FRIDE Madrid, Spain).

Session IV: Open Discussion and Final Remarks by Coordinators

Moderator: A. Estevadeordal (IDB).

Les entreprises françaises et européennes dans la concurrence internationale

25 novembre,
Paris.

Allocution d'ouverture: P. Jaillet (Banque de France).

Les déterminants de la compétitivité réalisés à partir de données de firmes (présentations des travaux de recherche)

Modérateur: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"The Pro-Competitive Effect of Imports from China: an Analysis on Firm-Level Price Data", M. Bugamelli (Banque d'Italie).

Atelier de recherche
co-organisé par le CEPII
et la Banque de France.

"How do Different Exporters React to Exchange Rate Changes? Theory and Empirics", P. Martin (Sciences Po; CEPR).

"How do Multi-Product Exporters React to a Change in Trade Costs?", A. Berthou (CEPII).

Modérateur: P. Jaillet (Banque de France).

"Financial Constraints and Firm Export Behavior", F. Bellone (Université Nice-Sophia-Antipolis, GREGEG; OFCE) & L. Nesta (OFCE).

"Local Export Spillovers in France", S. Poncet (CEPII).

"French Firms in Services Trade", G. Gaulier (Banque de France; CEPII) & D. Mirza (Université de Tours; CIREM; Banque de France).

Le commerce extérieur des principaux pays de la zone euro (France, Allemagne, Italie)

Table ronde 1: Comment expliquer le bilan contrasté de ces dernières années?

Président de séance: G. Cette (Banque de France; Université de la Méditerranée).

Chargé de synthèse: L. Fontagné (PSE; Université Paris-I; CEPII).

Intervenants: H. Boulhol (OCDE; Centre d'économie de la Sorbonne, Team); M. Cochard (OFCE); A. Buissé (DGTPE) & O. Renaud-Basso (Commission européenne).

Table ronde 2: Quelles sont les évolutions en cours et à venir pour le commerce extérieur des principaux pays de la zone euro? Politiques d'encouragement et perspectives (compétitivité, taux de change, contraintes de crédit...)

Président de séance: H. Raff (Université de Kiel).

Chargé de synthèse: S. Jean (INRA; CEPII).

Intervenants: C. Blot (OFCE); B. Carton (CEPII); E. Dubois (INSEE) & J. Oliveira Martins (OCDE).

Conclusion: M. Fouquin (CEPII).

26 novembre,
Paris.

V^e conférence annuelle
CEPII-OCDE,
avec le soutien du Centre de
développement de l'OCDE.

Les économies en développement face à la crise

Les pays en développement ont été affectés de multiples manières par la crise financière: recul du commerce mondial, baisse des prix du pétrole et des matières premières, reflux des capitaux, réduction des remises migratoires, incertitudes sur l'aide internationale...

Alors que les premiers signes de reprise se font sentir, un point est fait sur différents aspects pour les pays en développement:

➤ la stratégie de développement par l'exportation est-elle encore la solution miracle? Le cycle du développement peut-il aboutir?;

- quel avenir pour les travailleurs migrants et leur contribution à la croissance de leur pays d'origine?;
- quelles conséquences sur les emplois dans les pays en développement?;
- les investisseurs, après une période de repli vers les métropoles des pays développés, vont-ils revenir vers les pays en développement?;
- les objectifs du millénaire sont-ils encore d'actualité?;
- quelles réformes de la gouvernance mondiale sont-elles nécessaires pour favoriser le développement?

Allocutions d'ouverture : A. Gooch (OCDE) & M. Fouquin (CEPII).

Modérateur : A. Tritah (CEPII).

I. Crise et commerce international

Intervenants : A. Bouët (IFPRI; Université de Pau et Pays de l'Adour); S. Evenett (Université de Saint Gallen); R. Safadi (OCDE).

Discutant : Y. Decreux (CEPII).

II. Crise, migrations et remises

Intervenants : J.-C. Dumont (OCDE); D. Khoudour-Castéras (CEPII); C. Vargas-Silva (Institut des Migrations Internationales, Université d'Oxford).

Discutant : M. Aleksynska (CEPII).

Modérateur : H.-B. Solignac-Lecomte (Centre de développement, OCDE).

III. Mondialisation : quels emplois après la crise?

Intervenants : J. Jutting (Centre de développement, OCDE); S. Kapsos (Bureau International du Travail); C. Jalil Nordman (IRD-DIAL).

Discutant : S. Scarpetta (OCDE).

IV. Quelle nouvelle architecture financière pour le développement?

Intervenants : N. Gaillard (Sciences Po; Banque mondiale); P. Jacquet (AFD); A. Mold (Centre de développement, OCDE).

Discutant : G. Capelle-Blancard (CEPII).

B – ATELIER THÉMATIQUE

GRUPE D'ANALYSE DE LA MONDIALISATION

(co-organisé par le Centre d'analyse stratégique; le CEPII et le CERI)

9 avril,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 13.

Quelle gouvernance mondiale après la crise?

Le besoin d'une nouvelle gouvernance mondiale s'est intensifié sous la pression des multiples crises qui ont éclaté en 2008 : crise financière contaminant l'économie réelle, crise de l'énergie et des matières premières sur fond de crise écologique annoncée, crise alimentaire débouchant sur de graves crises sociales dans le pays les plus pauvres. Cette conjonction d'événements suggère l'existence de graves dysfonctionnements au sein de la gouvernance mondiale et légitime, par conséquent, la question de sa redéfinition. Cette dernière impliquerait notamment de s'interroger sur le rôle que pourraient y tenir les États, les institutions internationales et la société civile.

Animateur : C. Chavagneux (Alternatives économiques).

Intervenants : M. Aglietta (Université Paris-X; CEPII); P. Moreau Defarges (IFRI); P. Hugon (Université Paris-X) & J.-F. Bayart (CNRS/CERI).

18 juin,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 14.

Quels défis pour l'agriculture mondialisée?

Comment la planète parviendra-t-elle à nourrir ses 9 milliards d'habitants en 2050 alors même que l'année 2008 a été marquée par des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays? Répondre à une telle question implique notamment de s'interroger sur les conséquences que les politiques agricoles des pays du Nord peuvent avoir sur les pays en développement. Elle éclaire également avec une certaine acuité le problème du défi alimentaire, sur fond d'instabilité des prix des produits agricoles, de pressions urbaines et de spéculation autour du foncier agricole.

Animateur : M. Mazoyer (AgroParisTech).

Intervenants : S. Treyer (ENGREF, AgroParisTech); H. Guyomard (INRA); J.-P. Butault (AgroParisTech) & L. Roudart (AgroParisTech).

24 septembre,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 15.

La contestation de la mondialisation

Après la chute du mur de Berlin, les grandes économies du Nord ont célébré la victoire du capitalisme. Le mythe d'une "mondialisation heureuse", sans alternative au capitalisme libéral s'est développé. Des mouvements de contestation de cette forme de mondialisation ont toutefois émergé dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, ressemblant une grande pluralité d'acteurs. Mieux saisir les enjeux de

cette contestation implique de s'interroger sur sa nature, ses acteurs ainsi que sur les rapports qu'ils entretiennent avec la sphère politique et syndicale.

Animateur : E. Le Boucher (Enjeux Les Echos).

Intervenants : Z. Laïdi (Sciences Po); A. Valladao (IEP); E. Fougier (IRIS) & D. Plihon (Université Paris Nord).

Mondialisation et environnement

9 décembre,
Paris.

La mondialisation a accéléré la prise de conscience des défis environnementaux auxquels sont confrontés les gouvernements et les opinions publiques. Esquissée dans les années soixante-dix, une large mobilisation internationale s'est organisée à partir du sommet de la terre de Rio (1992), et sera prochainement marquée par la tenue du sommet de Copenhague (7-18 décembre 2009) dédié au changement climatique. D'où l'intérêt de prendre la mesure de ces défis environnementaux et de réfléchir au rôle que peuvent jouer les politiques publiques pour les réguler.

Le séminaire aborde les interactions entre mondialisation et environnement en combinant plusieurs angles d'approche. Il s'agit tout d'abord de présenter une évaluation globale de l'impact des modèles de croissance sur l'environnement, mais aussi d'évoquer les différents modes de coopération possibles afin d'endiguer le changement climatique. Il s'agit également de faire écho au débat récurrent sur l'éventuelle mise en place d'un "protectionnisme vert", mais aussi de traiter l'enjeu émergent des réfugiés climatiques.

Animateur : J.-M. Chevallier (Université Paris Dauphine; Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières).

Intervenants : C. Philibert (Agence Internationale de l'Énergie); P. Quirion (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement); H. Ruiz Fabri (Université Paris I) & B. Laville (Comité 21).

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 16.

C – SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

"Crise du gaz et sécurité énergétique en Europe", C. Stoffaes, O. Havrylchik & M. Aleksynska.	3 février
"Crise et dette publique", J.-P. Patat & M. Poplawski Ribeiro.	11 mars
"Le G20 au secours de la finance mondiale", M. Fouquin & A. Bénassy-Quéré.	7 avril
"L'effondrement du commerce mondial", D. Khoudour-Castéras & Y. Decreux.	11 mai
"L'Europe de l'Est face à la crise", O. Havrylchik.	2 juin

- 18 septembre "Le G20 à Pittsburgh : que peut-on en attendre?", A. Bénassy-Quéré.
- 19 novembre "La Turquie", D. Ünal & M. Fouquin.
- 18 décembre "Conférence de Copenhague en décembre: quelles chances d'un accord sur le climat?", N. Kousnetzoff.

D – SÉMINAIRES INTERNES

- 22 janvier "New Evidence on the Effectiveness of Europe's Fiscal Restrictions", M. Ribeiro Poplawski.
- 12 février "Debt Relief Allocation, Achievements and Beyond", N. Depetris.
- 3 mars "The Trade-Growth Nexus in the Developing Countries: a Quantile Regression Approach", G. Dufrénot & V. Mignon.
- 26 mars "Comment les firmes multi-produit réagissent à une variation des coûts de commerce?", A. Berthou & L. Fontagné.
- 28 avril "La configuration des échanges de l'UE 15 avec les nouveaux acteurs du commerce mondial", D. Ünal & F. Lemoine.
- 7 mai "Durée du travail et boucle prix-salaire en France depuis 1970", P. Villa.
- 16 juin "Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913", D. Khoudour-Castéras.
- 7 juillet "Evolution of EU and its Member States' Competitiveness in International Trade", L. Curran.
- 4 septembre "Study of Patterns of Expansion into new Markets by French Exporters", Z. Akhmetova.
- 3 décembre "Modélisation des investissements directs dans MIRAGE", T. Chappuis.
- 4 décembre "Le commerce de services des firmes françaises", G. Gaulier & D. Mirza.
- 14 décembre "Base de données mondiales pour Ingénue", C. Gola.

E – SÉMINAIRES EXTERNES

- 9 janvier "Labor Market Frictions and International Spillovers", M. Dao (Université de Columbia, New York).
- 14 janvier "The Effect of Financial Structure on Crises: Universal Banking in Interwar Europe", M. Adalet (Treasury, Nouvelle-Zélande).
- 27 janvier "Safety Nets and Index-Based Insurance: Historical Assessment and Semi-Parametric Simulation for Northern Ghana", V. Molini (Vrije University, Amsterdam).

"Politique commerciale, adoption des technologies et inégalités salariales", M. Bas (London School of Economics, Royaume-Uni).	27 janvier
"Les canaux de transmission de la politique monétaire en Grande-Bretagne: le rôle des rigidités nominales et réelles", G. Kamber (Université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne).	28 janvier
"Optimal Monetary Policy in a Small Open Economy with Financial Frictions", R. Merola (Université catholique de Louvain la Neuve, Belgique).	5 février
"Tax Rate and Tax Base Competition for Foreign Direct Investment", H. Raff (Université de Kiel, Allemagne).	16 mars
"Fiscalité environnementale et redistribution", M. Fodha (Université Paris I).	25 mars
"Les conséquences du marché des permis de pollution sur les rémunérations des facteurs de production et l'allocation internationale du travail", P.-A. Jouvét (Université Paris-X).	8 septembre
"Currency Speculation and Exchange Rate Patterns in Developed and Emerging Market Economies", M. La Marca (UNCTAD, Genève).	17 septembre
"The Determinants of Public Deficit Volatility", L. Agnello (European Central Bank, Allemagne).	18 septembre
"Visions from International Input-Output Analyses", S. Inomata (IDE-JETRO) & B. Meng (OCDE).	21 octobre
"Neighbors Matter: Evidence on Trade, Institutions and Growth", A. Gamba (United Nations Industrial Development Organization, Pretoria).	18 décembre

Groupe de travail CEPII-INSEE

"The Effect of the Uruguay Round Multilateral Tariff Reduction on the Intensive and Extensive Margins of Trade", I. Buono (Universitat Pompeu Fabra) & G. Lalanne (INSEE).	5 février
"Spatial Price Discrimination in International Markets: From Models to Data", J. Martin (CREST).	
"Synthèse des travaux de la Commission Stiglitz sur la mesure des performances économiques et du progress social", D. Blanchet (INSEE).	10 décembre
"Les champions du PIB par tête et ceux du niveau de vie", G. Gaulier (Banque de France).	

6 octobre

Atelier Productivité (co-organisé avec la DGTPE et la Banque de France)

"Une évaluation de l'investissement immatériel en France"

Présentation: V. Delbecque (INSEE) & L. Nayman (CEPII).

Discutant: H. Durand (DGTPE).

"IDE, spillovers et réponses hétérogènes des entreprises domestiques"

Présentation: F. Toubal (CEPII & Université Paris 1).

Discutant: P. Diev (Banque de France).

Les folles journées de la macro

9 juillet

"Brain Drain", A. Tritah.

"Credit Frictions and Monetary Policy in an Over Lapping-Generation Model", B. Carton.

"The Credibility of the Stability and Growth Pact. Evidence from Survey Data", M. Ribeiro Poplawski.

"Gaspillage de talents", M. Aleksynska.

"Foreign Bank Presence: the Impact on Firm Creation and the Size of Start-Ups", O. Havrylchuk.

"Les IDE Sud-Sud", G. Gaulier.

"Crédit en zone euro", M. Carré-Tallon.

17 juillet

"Foreign Bank Presence: the Impact on Firm Creation and the Size of Start-Ups" (suite), O. Havrylchuk.

"Les IDE Sud-Sud" (suite), G. Gaulier.

"La fiscalité en Chine", Zhujun.

"Crédit en zone euro" (suite), M. Carré-Tallon.

F – SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

20 janvier

"À quoi servent les marchés financiers internationaux?", H. Hau (INSEAD).

29 avril

"Économie politique de la protection", F. Robert-Nicoud (Université de Genève).

11 juin

"Le développement durable", K. Schubert (Université Paris 1).

20 novembre

"The New-Keynesian Macro Model", J. Galí (Universitat Pompeu Fabra, Barcelone).

15 décembre

"Micro-économétrie" (1^{re} partie), P. Sevestre (Université Paris 1).

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

A – PETITS-DÉJEUNERS

La Corée face à la crise

24 mars,
Paris.

La Corée du Sud est un des pays du miracle économique de l'Asie orientale, même si les performances passées n'ont pas été sans de nombreux soubresauts. Ainsi les crises de la fin des années soixante-dix, ou celle de 1997-1998, ont-elles été à la fois dramatiques par leur ampleur et exceptionnelles par la capacité dont la Corée a fait preuve pour en sortir à chaque fois renforcée.

Cette fois encore, la Corée est frappée de plein fouet par la crise mondiale :

- tout d'abord, il y a eu l'effondrement de la bourse de Séoul ;
- ensuite, le retrait massif des investisseurs internationaux et la chute de la monnaie ;
- enfin, le pire est apparu en novembre 2008 avec un effondrement des exportations.

D'après le FMI (*World Economic Outlook*), en 2009, la croissance devrait connaître son rythme le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale.

Comment le gouvernement, les entreprises et les banques font-elles face à cette crise ?

Président : M. Fouquin (CEPII).

Intervenant : K. Do-Hoon (KIET).

Le Japon : conjoncture, prévisions et crise

28 avril,
Paris.

L'économie japonaise est frappée de plein fouet par la crise mondiale : recul du PIB depuis le deuxième trimestre 2008, contraction des exportations et baisse des revenus des investissements à l'étranger conduisant en janvier au premier déficit de la balance courante depuis 1996, baisse de la consommation des ménages, augmentation des faillites et révisions à la baisse des plans d'investissements des entreprises, annonces de réduction d'effectifs dans des entreprises phares comme Toyota ou Sony...

Malgré la faiblesse de la demande intérieure, des blocages politiques ralentissent la mise en place de plans de relance dans un contexte d'endettement public préoccupant (180 % du PIB).

Quelles sont les perspectives ? Quels enseignements peut-on tirer de la crise financière des années 1990 pour faire face à la crise que nous

8 décembre,
Paris.
Co-organisé avec l'AFD.

8 juillet,
Paris.

traversons aujourd'hui ? Comment le gouvernement, les entreprises et les banques font-elles face à cette crise ?

Président : M. Fouquin (CEPII).

Intervenants : R. S. Jones (OCDE) & N. Suzuki (Banque du Japon).

Discutant : E. Dourille-Feer (CEPII).

La nouvelle politique économique de l'Indonésie

L'Indonésie, un des pays les plus affectés par la crise asiatique de 1997, est l'un de ceux qui a le mieux résisté à la récente crise mondiale. La réactivité de l'État a amorti le choc, la croissance est restée positive (plus de 4 % en 2009) et la parité de la Rupiah s'est redressée. Réélu dès le 1^{er} tour avec plus de 60 % des suffrages, le Président Susilo Bambang Yudhoyono (SBY) devrait poursuivre et renforcer le processus de réforme engagé en 2004. Muhammad Chatib Basri, qui a participé à l'élaboration du programme présidentiel, en présentera le volet économique.

Modérateur : M. Fouquin (CEPII).

Intervenant : M. Chatib Basri (Institut de recherche économique et sociale, Universitas Indonesia).

Discutant : F. Raillon (Centre Asie du Sud-Est, CNRS/EHESS).

B – DÉJEUNER

Biocarburants : perspectives de développement et enjeux environnementaux

Depuis quelques années, le développement rapide des biocarburants vient transformer les pratiques agricoles des pays développés.

Encouragés pour soutenir un secteur en crise et limiter la dépendance pétrolière, cette filière a cependant fait émerger des risques nouveaux en accentuant la pression sur les marchés agricoles et l'environnement. Les accusations lancées contre cette filière lors de la flambée des cours agricoles en 2008 sont toujours dans les esprits. Par ailleurs, la contribution de ce nouveau carburant à la lutte contre le réchauffement climatique est de plus en plus discutée, voire démentie par les experts.

Quel poids économique les biocarburants peuvent-ils occuper dans la société de demain ? Quels impacts pour les producteurs et les consommateurs ? Quelles conséquences pour l'évolution de l'environnement mondial ? Comment se situe ce débat dans le cadre de la Politique Agricole Commune ?

Président : M. Fouquin (CEPII).

Intervenants : A. Bouët (IFPRI, Washington) ; H. Valin (CEPII) & D. Tréguier (INRA & AgroParisTech).

Discutant : H. Guyomard (INRA).

C – DÎNER DÉBAT

La Banque Centrale Européenne face à la crise

7 mai,
Paris.

Invité: C. Thimann (Banque Centrale Européenne).

Discutants: A. Bénassy-Quéré (CEPII) & M. Fouquin (CEPII).

D – RÉUNIONS

L'euro et les entreprises françaises : un bilan dix ans après

9 février,
Paris.

Il y a dix ans, onze pays européens, rejoints depuis par cinq autres, abandonnaient leurs monnaies nationales pour créer l'euro qui apparaissait alors comme un complément naturel du Marché unique.

Cet anniversaire est l'occasion d'évaluer si les promesses de l'euro ont été tenues, notamment si les gains microéconomiques attendus de cette union monétaire sont bien là.

C'est dans ce cadre que des études ont été réalisées au CEPII à partir de données de firmes françaises sur les dix dernières années pour, d'une part, évaluer leur progression dans les échanges au sein de la zone euro et, d'autre part, mesurer l'impact de la monnaie unique sur le prix des exportations.

Les analyses présentées permettront de détailler les effets de l'euro en termes de nombre d'exportateurs et de produits exportés et en termes de stratégie de prix.

Président: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants: L. Fontagné (CEPII ; École d'Économie de Paris ; Université Paris I) ; A. Berthou (CEPII) & I. Méjean (École Polytechnique).

Discutant: F. Ilzkovitz (Direction générale des affaires économiques et financières, Commission européenne).

Perspectives économiques européennes et marchés financiers

4 mars,
Paris.

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, le PIB de la zone euro pourrait baisser de 1,9 % en 2009 et la reprise ne serait que timide en 2010 (+ 0,4 %) – ceci malgré les plans de relance et la baisse des taux d'intérêt.

Quels seront les éléments clés de la reprise de l'activité en Europe ? Combien de temps faudra-t-il attendre pour que les banques retrouvent un fonctionnement normal ? Les États vont-ils être obligés d'intervenir

6 mars,
Paris.

de nouveau massivement? Comment vont-ils gérer la forte augmentation de leurs dettes et les risques de défauts de certains États-membres? Comment pourront-ils simultanément réagir aux demandes des groupes de pression et à la contestation sociale? La BCE va-t-elle pratiquer une politique de taux nuls et d'acquisition directe de titres publics et privés? Comment sortir d'une éventuelle trappe à liquidité?

À plus long terme, on peut se demander dans quel état l'Europe sortira de la crise: quelle sera la nouvelle place de l'État, quel sera l'endettement public, quels seront les taux d'intérêt (y a-t-il un risque de crack obligataire?).

Président: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenant: E. Nielsen (Goldman Sachs).

Que peut-on attendre du G20 en termes de régulation et gouvernance?

Le 15 novembre dernier, le Groupe des 20 réuni à Washington a exprimé sa détermination à "travailler ensemble pour restaurer la croissance mondiale et réaliser les réformes nécessaires dans les systèmes financiers du monde". Au-delà des grands principes, les chefs d'États et de gouvernements se sont entendus sur une longue liste de mesures à prendre "d'ici au 31 mars 2009" et "à moyen terme".

Le 2 avril prochain, le G20 se réunira de nouveau à Londres. Que peut-on attendre de cette réunion? Les "actions immédiates" décidées en novembre ont-elles été menées? Quelles pourront être les actions concrètes en matière de régulation financière et de gouvernance mondiale? Quelles sont les intentions de la nouvelle administration américaine dans ce domaine?

Depuis la fin de l'année 2008, la crise macroéconomique s'est aggravée et la tentation protectionniste s'est précisée. Que peut apporter le G20 en termes de coordination internationale?

Président: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants: M. Aglietta (Université Paris X; Groupama AM & CEPII); P. Jaillet (Banque de France) & P. Allard (Centre d'Analyse et de Prévision, Ministère des Affaires étrangères et européennes).

30 avril,
Paris.

Mille ans d'histoire pour mieux comprendre la Russie

La Démesure russe, un ouvrage qui survole les onze cent cinquante années d'histoire qui nous séparent, en 2009, de la fondation de la Russie kiévienne.

D'abord européens, les Russes ont été repoussés vers des régions froides et peu fertiles, rançonnés, séparés de l'Europe par l'envahisseur mongol pendant deux bons siècles (1240-1480), d'où un retard de

développement sur l'Occident qui ne sera jamais comblé. En effet, les souverains qui ont refondé la Russie autour de Moscou ont su en faire une grande puissance, mais en soumettant la société tout entière à un régime d'exploitation impropre à une mise à niveau autre que militaire-industrielle. Cette sublimation du retard en grandeur a duré, avec des fortunes diverses, jusque vers la fin du siècle dernier.

Depuis lors, les présidents Gorbatchev et Eltsine ont alors choisi la voie de la libéralisation brutale. D'où les frustrations dont a bénéficié le régime Poutine.

La crise mondiale pourrait permettre de mettre à plat nos relations avec une Russie qui mérite qu'on la juge mieux et qu'on bâtit avec elle un partenariat susceptible de la ramener vers la famille européenne.

Mieux comprendre la Russie, si proche et si lointaine, à travers le décryptage de son histoire, telle est l'ambition de ce nouvel ouvrage que présentera Georges Sokoloff.

Président: J.-P. Saltiel (International Financial Services).

Intervenant: G. Sokoloff (INALCO; CEPII).

Perspectives économiques régionales pour l'Europe face à la crise

12 mai,
Paris.

L'Europe est en pleine récession et des politiques de relance sans précédent ont été mises en place pour faire face à la crise. Ont-elles des chances de réussite? Sont-elles suffisamment coordonnées pour une région fortement intégrée?

En partenariat avec le FMI.
Présentation de la
publication bi-annuelle

Selon les *Perspectives économiques régionales pour l'Europe* réalisées par le FMI, il existe un cercle vicieux entre le secteur financier et l'économie réelle, cercle vicieux qui se trouve renforcé par les effets "transnationaux". Cette spirale peut retarder la reprise et créer des risques de récession longue. Restaurer la confiance dans les marchés financiers et mener une action politique déterminée sera essentiel pour le retour de la croissance et le succès des plans de recapitalisation.

Les nouvelles dispositions adoptées en termes de politique budgétaire devraient aider à une reprise, notamment si la soutenabilité des finances publiques n'est pas remise en cause, grâce à des mesures permettant de renforcer les stratégies budgétaires de moyen terme.

Pour être efficaces, les actions de politique économique devront être fortement coordonnées entre les économies avancées et les économies émergentes.

Président: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants: M. Belka & E. Zoli (FMI).

Discutant: P. Gudin de Vallerin (DGTPE, Ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi).

9 juillet,
Paris.

22 septembre,
Paris.

Rencontre presse
co-organisée avec le CEPII.

Ajustement de la Chine à la crise : signes de reprise, stratégie de croissance et problèmes structurels

Depuis l'automne 2008, les autorités chinoises ont engagé des dépenses publiques massives et la reconstruction d'un filet de protection social, avec comme objectif de rééquilibrer la croissance chinoise vers la demande intérieure.

Après quelques mois, il semblerait que la Chine pourrait être l'une des premières économies à sortir de la crise. Jusqu'où peut-elle aller? S'agira-t-il d'une sortie de crise en V ou en U? Quel est l'avenir du secteur industriel? La croissance industrielle est-elle de retour? Est-elle surestimée? Les chiffres de la croissance du commerce extérieur sont-ils exacts, ou la demande à l'export continue-t-elle à diminuer? Les politiques de rééquilibrage sont-elles consistantes avec l'arrêt de l'appréciation du yuan contre le dollar américain? Quelle est la stratégie de sortie d'une accumulation de réserves liées à l'ancrage sur le dollar?

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenant : Y. Yongding (IWEP ; CASS, Beijing).

Discutant : F. Lemoine (CEPII).

Le G20 à Pittsburgh : que peut-on en attendre ?

Pour mieux comprendre les points de vue des différents pays du G20, le CEPII a organisé, en coopération avec les instituts Bruegel (Bruxelles) et ICRIER (New Delhi), une conférence réunissant des experts de haut niveau des quatre continents, pays développés comme pays émergents, à New Delhi les 14 & 15 septembre, sur le thème de "La coopération internationale en période de crise".

De retour de cette conférence, A. Bénassy-Quéré, O. Havrylchuk et J. Pisani-Ferry nous ont livré les principaux enseignements, en précisant les points qui leur semblaient faire consensus au sein des experts et ceux de désaccord.

Le débat s'est resserré autour de quelques questions clés.

Pour la régulation financière, il s'agit principalement de la capitalisation des banques "systémiques", de la réforme des normes comptables, des rémunérations.

La question des stratégies de sortie de crise a été aussi au cœur des débats, de même que la réforme des institutions internationales, les pays émergents espérant renforcer leur poids dans les institutions à l'occasion de la crise.

À l'inverse, les questions monétaires internationales restent toujours en retrait des débats, en dépit des initiatives prises par la Chine il y a quelques mois, tandis que l'aboutissement du cycle de Doha se fait attendre.

Avec la participation de : A. Bénassy-Quéré (CEPII); O. Havrylchuk (CEPII) & J. Pisani-Ferry (Institut Bruegel).

A-t-on définitivement évité le pire ? La politique économique intérieure et internationale de la reprise

30 octobre,
Paris.

En partenariat avec l'IFRI.

Les déséquilibres macroéconomiques globaux ont été une des causes majeures de la crise actuelle et les tentatives pour y remédier créeront à coup sûr de fortes tensions tant sur le plan intérieur qu'à l'international. Quelles sont-elles et que nous enseignent-elles sur les conséquences pour le futur ? Rééquilibrer la croissance, et soulever à nouveau le problème des gagnants et des perdants ? La structure des intérêts des grands pays est entrain de changer alors que se modifie leur orientation économique. Les gouvernements facilitent-ils des changements positifs et renforcent-ils la coopération environnementale à l'international ?

Modérateur : J. Mistral (IFRI).

Intervenant : J. A. Frieden (Harvard University).

Discutants : P. Allard (Centre d'analyse et de prévision, Ministère des Affaires étrangères et européennes) & G. Capelle-Blancard (CEPII).

Cycle "Impact du réchauffement climatique"

Impacts économiques et coûts des politiques climatiques : le rapport Stern en débat

19 janvier,
Paris.

Publié en octobre 2006 en réponse à une demande du gouvernement britannique, le rapport de l'économiste Nicholas Stern a fait grand bruit en chiffrant les impacts de l'inaction face au changement climatique.

Une des principales conclusions du rapport est qu'un investissement de 1 % du PIB mondial suffirait à atténuer fortement ces dommages. En revanche, l'inaction exposerait l'économie mondiale à une perte comprise entre 5 % et 20 % du PIB.

Dès sa parution, le rapport Stern a essuyé de vives critiques de la part de plusieurs économistes, notamment nord-américains, lui reprochant de dresser un tableau catastrophique de la situation pour justifier une action forte et immédiate. Certains chercheurs pensent au contraire que les coûts de transition vers une économie plus propre seront bien plus importants.

Travail ambitieux, objet de débats, le rapport Stern est un véritable jalon dans la réflexion économique sur le changement climatique.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenants : D. Zenghelis (Graham Institute of Climate Change, London School of Economics and Political Science, LSE; Royal Institute of International Affairs, Chatham House, London) & R. Crassous (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, GIEC; CNRS; Cired; ENGREF).

23 mars,
Paris.

En partenariat
avec le CIRED.

23 juin,
Paris.

En partenariat
avec l'IDDRI.

23 juin,
Paris.

En partenariat avec l'Institut
CDC pour la Recherche.

Lutte contre le réchauffement : vers un rapprochement des positions américaines et européennes

Jusqu'à présent, les États-Unis ont privilégié l'abondance énergétique pour soutenir la croissance, alors que l'Europe adoptait une position de pointe dans la lutte contre le changement climatique.

La nouvelle présidence américaine change de cap et veut faire des "investissements verts" un instrument de relance face à la crise.

L'Europe de son côté durcit ses objectifs d'utilisation d'énergies renouvelables et de baisse d'émissions de gaz à effet de serre. Les deux approches, américaine et européenne, peuvent-elles converger ?

Président : C. Stoffaës (Réseau de Transport d'Électricité, RTE).

Intervenants : C.D. Kolstad (Donald Bren School of Environmental Science & Management, University of California, Santa Barbara) & J.-C. Hourcade (CIRED ; CNRS ; EHESS).

Après-Kyoto : les chances d'un accord à Copenhague

Les négociations internationales qui définiront la politique climatique de l'après-Kyoto doivent impérativement aboutir lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009.

L'enjeu est de limiter la hausse des températures en augmentant les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en les étendant, tant aux pays industrialisés qui avaient refusé d'y souscrire qu'aux pays en développement, qui en avaient été jusque-là dispensés.

L'Union européenne a adopté un paquet "énergie-climat" en décembre 2008 et pose ses conditions pour approfondir encore ses efforts ; les États-Unis ont peu de temps pour concrétiser leur nouvelle adhésion ; le Groupe des 77, au nom des pays en développement, et la Chine demandent une aide des pays riches en échange de leur engagement. Quant à la Russie, elle s'interroge pour l'après 2012.

Président : M. Fouquin (CEPII).

Intervenants : E. Guérin (IDDRI) ; J. Lefevre (DG Environnement, Commission européenne) & M.-H. Mandrillon (CNRS ; CERCEC ; CNRS / EHESS).

Les instruments économiques de lutte contre le réchauffement climatique. Efficacité et acceptabilité : point de vue des entreprises

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009 devra définir le partage entre les nations des engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Comme lors de la négociation du Protocole de Kyoto, l'accord serait facilité par la mise en place d'instruments économiques conférant une valeur internationale au carbone et contribuant ainsi à diminuer les coûts de réduction des émissions. Le choix des instruments (taxes, marchés de permis...) doit se faire en fonction de leur efficacité réelle et de leur acceptabilité, en particulier pour les entreprises.

Président: M. Fouquin (CEPII).

Intervenants: D. Bureau (Conseil économique pour le développement durable, Ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) & J.-P. Ponsard (École Polytechnique; CNRS).

Discutant: C. de Perthuis (Université Paris-Dauphine).

E – COLLOQUES

Crise et restructuration de la finance mondiale : points de vue franco-allemands

12 janvier,
Paris.

L'approfondissement brutal de la crise bancaire et financière a suscité au cours des derniers mois des réponses différenciées. Le besoin pressant de coopération a permis une coordination des mesures nationales, particulièrement exemplaire en Europe, qui n'est toutefois pas exempte de frictions. Certaines divergences entre l'Allemagne et la France, sur le plan de sauvetage des banques et la relance budgétaire, sont apparues. Les divergences des politiques ont des causes multiples : une histoire économique spécifique à chacun des pays, une pratique différente de la coopération internationale, des structures économiques et un fonctionnement institutionnel propres à chacun. Des convergences peuvent aussi se dessiner concernant l'architecture future du système financier international et son mode de régulation.

En partenariat avec le
Conseil d'Analyse
Économique
Franco-Allemand.

Le Conseil d'Analyse Économique Franco-Allemand a récemment publié un rapport qui propose des pistes sur ce que pourrait être un point de vue franco-allemand commun sur la régulation financière et les perspectives économiques, tant au sein de l'Union européenne qu'au niveau global. S'appuyant sur ce rapport et sur l'expérience d'économistes expérimentés venus des deux côtés du Rhin, ce séminaire sera l'occasion de confronter les analyses sur la manière de maîtriser la crise en Europe.

Introduction: R. Sève (Centre d'analyse stratégique).

Session I. L'Allemagne et la France face à la crise

Président de séance: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"Aspects financiers", P. Mentré (CAEFA).

"Aspects économiques", S. Kooths (DIW, Berlin).

Discutant: C. Blankart (Université Humboldt, Berlin).

19 juin,
Paris.

En partenariat
avec la Coface.

30 septembre,
Paris.

En partenariat avec
l'IFRI.

Session II. Le traitement international de la crise

Président de séance: C. Stoffaës (CEPII; CAEFA).

"Au niveau européen", D. Gros (CEPS).

"Au niveau mondial", E. Chaney (AXA Investment Manager).

Discutant: C. de Boissieu (Université Paris I; Conseil d'analyse économique).

Notation: comment retrouver la confiance?

Session I. Face à la crise, la notation en débat?

Président de séance: Y. Zlotowski (Coface).

"Le rôle des agences de notation dans la titrisation des crédits", M. Aglietta (Université Paris X; CEPII; Groupama AM).

"Problématiques et débats autour de la notation: efficacité, structure du marché, conflits d'intérêt, besoin de régulation", G. Capelle-Blancard (Université Paris 1).

"Comment les agences de notation voient-elles leur métier? Opinion, certification ou probabilité de défaut estimée?", C. Sirou (Standard & Poor's France).

Session II. Quel avenir pour les acteurs de la notation?

Président de séance: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"Quelle refonte du métier de la notation?", N. Véron (Bruegel).

"Vers un nouveau modèle des agences de notation", J. Cazes (Coface).

Nationalisme économique: le retour?

L'accélération de la mondialisation et sa crise actuelle suggèrent qu'un monde nouveau est peut-être en train d'émerger, avec davantage d'intervention publique. On peut dès lors s'interroger sur la nature de l'engagement public et les risques d'un renouveau du nationalisme économique. Trois domaines seront couverts lors de cette réunion: le renouveau du protectionnisme, l'état stratège au service des intérêts nationaux et la dimension politique de la montée du nationalisme.

Allocation d'ouverture: A.-M. Idrac (Secrétaire d'État en charge du Commerce extérieur auprès de la ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'emploi).

Le retour du protectionnisme et des politiques nationalistes

La crise financière a provoqué un effondrement du commerce mondial au quatrième trimestre 2008 dont l'ampleur a surpris. Quelles en sont

les causes : protectionnisme, fragmentation de la production, rôle des prix ou d'autres raisons ?

Les États interviennent massivement au secours de leurs banques et de leurs industries. Ces politiques sont cependant nationales et la tentation est grande pour chaque État de vouloir privilégier ses entreprises nationales au détriment des autres. Des exemples tels que le Buy American Act ne risquent-ils pas de se multiplier ?

Président de séance : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

"Protectionnisme et commerce mondial", L. Fontagné (CEPII).

"Le retour des stratégies non coopératives", J. Mistral (IFRI).

Discutant : H. Enderlein (Hertie School of Governance, Berlin).

L'état stratège au service des intérêts nationaux

Après une longue période de désengagement des États et la domination des politiques de la concurrence, on assiste à un retour en force de l'État au capital des entreprises en difficulté, notamment dans l'automobile. Est-ce aussi le signe d'un retour des politiques industrielles ? Les défis de la lutte contre le réchauffement climatique, la concurrence des grands pays émergents, la priorité donnée à l'innovation peuvent-elles servir de guide à l'action de l'État ? Quelles peuvent être les conséquences pour le marché unique européen ?

Les pays émergents deviennent à travers leurs grandes entreprises et leurs fonds souverains des acteurs majeurs de l'économie mondiale et disposent de moyens financiers importants : la multiplication des prises de participation de la Chine dans les entreprises minières australiennes, le pétrole brésilien ou encore africain, et la montée en puissance de l'Inde, de la Russie et de la Chine dans les entreprises des secteurs en difficulté peuvent inquiéter, surtout si la réciprocité n'est pas acceptée (commandes publiques d'éoliennes ou de centrales nucléaires en Chine qui ne s'adressent qu'aux entreprises nationales).

Président de séance : J. Mistral (IFRI).

"L'État actionnaire nationaliste", J.-H. Lorenzi (Cercle des économistes ; Université Paris Dauphine ; Cie financière Edmond de Rothschild).

"La propriété des moyens de production", J. Ruet (CNRS ; LATTIS ; CERNIA, École des Mines).

Discutant : J.-L. Beffa (Saint Gobain).

La dimension politique de la montée du nationalisme

Les arguments libre-échangistes ont de plus en plus de mal à se faire entendre à mesure que le chômage augmente, et que des pans entiers de nos économies sont menacés ou que la concurrence s'accroît pour l'accès aux ressources naturelles. La montée simultanée des mouvements critiques à l'égard de la mondialisation est-elle durable et quelles pourraient en être les conséquences ?

18 novembre,
Paris.

En partenariat
avec la Tüsiad.

Président de séance: F. Crouigneau (AJEF).

"Approche politique", P. Herzog (Confrontations Europe).

"Point de vue social", J. Kaspar (J.K. Consultant).

Discutant: H. Enderlein (Hertie School of Governance, Berlin).

Conclusion et clôture: M. Fouquin (CEPII).

La croissance économique turque et la crise globale

Depuis l'ouverture des négociations avec la Turquie en 2005, le débat se focalise dans l'Union européenne sur la dimension politique de cette future adhésion. Or l'enjeu économique est tout aussi important. La perspective d'adhésion à l'Union a fourni un fort ancrage extérieur aux réformes radicales entreprises par la Turquie à la suite d'une crise majeure au début du millénaire. La restructuration économique et institutionnelle engagée depuis lors a permis de sortir d'une instabilité macroéconomique chronique et a favorisé une spécialisation dans des produits à plus forte valeur ajoutée. Cette économie émergente d'un pays membre du G20 est pleinement intégrée au tissu productif européen dans des industries clefs comme l'automobile. Elle est aussi un marché prometteur pour les produits financiers et constitue une pièce maîtresse sur l'échiquier énergétique.

Afin de mieux comprendre les opportunités et les défis que ce pays représente pour les acteurs économiques français et européens, Tüsiad et le Club du CEPII organisent chaque année une conférence sur la Turquie. Le thème retenu pour 2009, l'année de la saison de la Turquie en France, est "La croissance économique turque et la crise globale".

Une première session portera sur les développements macroéconomiques. Après une rétrospective des acquis de la Turquie sur la période 2004-2008, un éclairage particulier sera consacré à la façon dont les effets négatifs de la crise financière mondiale, sur la croissance et les possibilités de financement externe, obligent à réviser les stratégies à moyen et long terme de la Turquie.

Une deuxième session traitera de la Turquie face à l'effondrement du commerce mondial. Depuis le milieu des années 1990, la Turquie et les économies émergentes membres de l'Union ont été des partenaires essentiels à l'UE15 pour conserver ses parts de marché dans le commerce international face à la concurrence de l'Asie émergente. La sortie de la crise actuelle requiert une réponse synchronisée de la part du noyau dur de l'Europe et de son voisinage émergent où la Turquie a son rôle à jouer.

Enfin, une table ronde sur les perspectives régionales et européennes mettra en lumière l'impact de la crise financière mondiale sur cette région du monde, les atouts de la Turquie, et les implications stratégiques que supposerait une adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Allocutions d'ouverture : B. Kaleagasi (Tüsiad) & J. Blanc (Commission des affaires européennes, Sénat; Groupe parlementaire d'amitié France-Turquie).

Session 1. Les développements macroéconomiques

"Évolution et acquis de la Turquie sur la période 2004-2008", M. Fouquin (CEPII).

Discutant: Ü. Izmen (Tüsiad).

"Situation macroéconomique turque dans la crise actuelle", S. Gurleyen (Is Yatirim).

Discutant: A. Imbert (Banque de France, Istanbul).

Session 2. La Turquie et l'effondrement du commerce mondial

"Insertion commerciale de la Turquie comparée aux autres émergents de l'Europe", F. Lemoine & D. Ünal (CEPII).

Discutant: A. Filiztekin (Sabanci University, Istanbul).

"Perspectives de la spécialisation turque", E. Taymaz (Université technique du Moyen-Orient, Ankara).

Discutant: R. Gönenç (OCDE).

Table ronde - Perspectives régionales et européennes

Modérateur: M. Fouquin (CEPII).

Avec B. Kaleagasi (Tüsiad); P. Jacquet (AFD); E. Lefeuvre (Natixis) & S. Serdengeçti (TOBB Université d'économie & technologie, Ankara).

Les économies en développement face à la crise

Les pays en développement ont été affectés de multiples manières par la crise financière: recul du commerce mondial, baisse des prix du pétrole et des matières premières, reflux des capitaux, réduction des remises migratoires, incertitudes sur l'aide internationale...

Alors que les premiers signes de reprise se font sentir, l'OCDE, le CEPII et le Club du CEPII se sont associés, avec le soutien du Centre de développement de l'OCDE, pour co-organiser leur V^e conférence commune afin de faire le point sur ces différents aspects pour les pays en développement:

- la stratégie de développement par l'exportation est-elle encore la solution miracle? Le cycle du développement peut-il aboutir?;
- quel avenir pour les travailleurs migrants et leur contribution à la croissance de leur pays d'origine?;
- quelles conséquences sur les emplois dans les pays en développement?;

27 novembre,
Paris.

V^e conférence annuelle
OCDE-Club du CEPII.

- les investisseurs, après une période de repli vers les métropoles des pays développés, vont-ils revenir vers les pays en développement?;
- les objectifs du millénaire sont-ils encore d'actualité?;
- quelles réformes de la gouvernance mondiale sont-elles nécessaires pour favoriser le développement?

Allocutions d'ouverture: G. Grosso (Centre de développement, OCDE); A. Bénassy-Quéré (CEPII) & D. Khoudour-Castéras (CEPII).

I. Objectifs du millénaire et aide publique au développement

Modérateur: G. Grosso (Centre de développement, OCDE).

Intervenants: F. Bourguignon (École d'économie de Paris); P. Guillaumont (Université d'Auvergne; CERDI); A. Rogerson (Direction de la Coopération pour le Développement, OCDE) & I. Scholz (German Development Institute).

II. Une nouvelle régulation internationale?

Modérateur: C. Chavagneux (Alternatives économiques).

Intervenants: M. Aglietta (Université Paris X; CEPII; Groupama AM); R. Blavy (FMI); G. Nicoletti (OCDE) & H. Reisen (Centre de développement, OCDE).



Communications
et interventions
à des colloques
et à des séminaires
(hors CEPII et *Club* du CEPII)

COMMUNICATIONS* ET INTERVENTIONS À DES COLLOQUES ET À DES SÉMINAIRES

Michel Aglietta

Communications

"Croissance, rattrapage des pays émergents et financement de long terme", *Épargne, investissement et monnaie au Brésil: regards croisés franco-brésiliens*, Caixa Seguros, Brasília, 3-4 novembre.

"The Dollar, the Yuan and the International Monetary System", *Towards a New International Financial Order*, CEFC-Guanghua School of Management, Pékin, 16-17 novembre.

"Croissance et financement de long terme", *Les relations entre la finance et l'industrie: entre nécessité et antagonisme*, LEFI CNRS, Lyon, 17-18 décembre.

Mariya Aleksynska

Communications

"Labour Market Institutions throughout the World", *Tracking Structural Reforms*, IZA - FRDB, Milan, 13 mars.

"Immigration and Host Country Income and Productivity: a Channel Accounting Approach", avec A. Tritah:

- *Spring Meeting of Young Economist*, Istanbul, 23 avril;
- *Insight on Immigration and Development Economics*, Universitat Autònoma de Barcelona, Barcelone, 4 juin;
- *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE/Université de Nanterre, Nanterre, 10-11 septembre;
- *Séminaire SIUTE*, Université de Lille 1, Lille, 1^{er} décembre.

"Cultural Integration of Immigrants in Europe: an Overview", conférence *Integration culturelle en Europe*, CEPREMAP/CEPR, Paris, 18 décembre.

Intervention

"Invited Participant - Brain Drain and Brain Gain", *XI European Conference*, Fondazione Rodolfo deBenedetti, Pise, 23 mai.

Maria Bas

Communication

"Trade, Foreign Inputs and Firms' Decisions: Theory and Evidence", *Congrès LACEA-LAMES*, LACEA, Buenos Aires, 1^{er} octobre.

* sur la base
d'un support écrit.

Intervention

"Multi-Product Firms and Trade Liberalization", workshop *Heterogeneous Firms in International Trade*, CES-IFO, Venise, 10-11 juillet.

Agnès Bénassy-Quéré

Communications

"Equilibrium Exchange Rates in the Turmoil", conférence *European Union Institute in Japan*, University of Hitotsubashi, Tokyo, 23 février.

"Une fiscalité compétitive dans un monde concurrentiel", *Conseil des prélèvements obligatoires*, Cour des comptes, Paris, 16 avril.

"Towards a Revival of the International Monetary Discussion?", *Asia Europe Economic Forum on Crisis and Long Terme Global Responses: Insights from Asia and Europe*, The Kiel Institute for the World Economy, Bruegel, Kiel, 7-8 juillet.

"Economic Divergences within the Euro Area: Lessons for EMU Enlargement", conférence *The Euro's Contribution to Economic Stability in CESEE*, Banque Nationale d'Autriche, Vienne, 16-17 novembre.

Interventions

"Quelques réflexions sur l'économie mondiale", *Rencontres de l'Équipe de France de l'Export*, Ubifrance, Paris, 15 janvier.

"La crise financière et l'Europe", table ronde, École nationale d'administration, Strasbourg, 21 janvier.

"Global Financial Crisis and the EU Economy":

- séminaire, University of Hitotsubashi & Keio, Tokyo, 24 février;
- séminaire, Asian Developing Bank Institute, Tokyo, 25 février.

"Comment expliquer la crise financière au lycée?", colloque organisé au Sénat par D. Mourey, Lycée Charles Le Chauve de Roissy en Brie, Paris, 9 mars.

"Policy Priorities for the Crisis", table ronde *The Economic Perspectives in the Euro Area*, European University Institute, Florence, 3 avril.

"Taux de change, déséquilibres et crise mondiale", conférence, École Supérieure de Physique et Chimie Industrielles, Paris, 6 avril.

"L'Europe et le dollar dix ans après", séminaire de politique économique, ENSAE, Paris, 10 avril.

"Ouverture internationale: la France dans le contexte de crise et de l'après-crise", dîner, TAJ, Paris, 28 avril.

"The Global Crisis: a European Viewpoint", conférence *The Impact and Lessons Learned from the Global Crisis in 2008*, Chung-Hua Institution for Economic Research, Taipei, 15-16 mai.

"Gouvernance de la zone euro durant la crise des marchés financiers", atelier franco-allemand, Friedrich Ebert Stiftung, SWP, Cercle des économistes, Berlin, 26 mai.

"Perspectives d'évolution à moyen et long termes du taux de change de l'euro", rencontres économiques sur *L'euro fort, euro faible: l'Europe peut-elle avoir une véritable politique de change?*, Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique, Paris, 10 juin.

"Zone euro: gains et coûts, extension et viabilité", conférence, Oddo & Cie, Paris, 16 juin.

"The Fiscal Implications of the Crisis", conférence *The Fiscal-Financial Nexus: The Challenges and Lessons of the Global Crisis*, FMI, Paris, 25 juin.

"L'Europe dans la crise mondiale", XXXVI^e session annuelle, Association parlementaire France-Canada, Paris, 21 juillet.

"Le commerce international pendant la crise", *Groupe de travail Fret et Changement Climatique*, Centre d'analyse stratégique, Paris, 12 octobre.

"Les États face à la crise financière", table ronde organisée à l'occasion du 60^e anniversaire de l'ouverture internationale de l'École Nationale d'Administration, École nationale d'administration, Paris, 15-16 octobre.

"La crise financière", table ronde à destination de lycéens, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris, 12 novembre.

"L'euro: changer pour survivre?", *Journées de l'Économie*, Fondation Scientifique de Lyon, Lyon, 12-13 novembre.

"Les leçons de la crise pour la politique économique", conférence, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens, Amiens, 24 novembre.

"Sortie de crise", conférence, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris, 2 décembre.

"The International Role of Currencies – Prospects and Implications", workshop, European Central Bank, Francfort, 7 décembre.

"Les enjeux de la politique monétaire", conférence de formation continue, IUFM, Paris, 8 décembre.

Antoine Berthou

Communications

"How do Multi-Product Exporters React to a Change in Trade Costs?" :

➤ *European Research Workshop in International Trade*, CEPR-EFIGE, 1^{er}-3 juin;

➤ *24th Annual Congress of the EEA*, European Economic Association, Barcelone, 23-27 août;

➤ *Eleventh Annual Conference*, European Trade Study Group, Rome, 10-12 septembre.

Houssein Boumellassa

Communication

"Mondialisation, croissance et développement", avec M. Fouquin & A. D. Tran, conférence *Stratégies de lutte contre la pauvreté: approches méthodologiques et transversales*, AFD, Vietnam, 18-26 septembre.

Gunther Capelle-Blancard

Communications

"Why Should Alternative Investment Funds be Regulated?", workshop *Directive on Alternative Investment Fund Managers*, Parlement européen, Bruxelles, 10 novembre.

"Les maires face à la crise et à ses conséquences économiques et sociales", *92^e Congrès des Maires de France*, Association des Maires de France, Paris, 17 novembre.

Intervention

"Après la crise, entreprises et système financier seront-ils réconciliés?", colloque *Coface Risque Pays 2010*, Coface, Paris, 18 janvier.

Benjamin Carton

Communications

"Term of Trade Shocks in a Monetary Union: an Application to West-Africa":

➤ *Economic Development in Africa*, CSAE, Oxford, 23 mars.

➤ *58^e Congrès de l'AFSE*, AFSE, Nanterre, 10-11 septembre.

"Estimation of Consistent Multi-Country FEER", *Journée d'étude sur Les taux de change des économies émergentes et en transition*, GDR Économie du développement et de la transition, en collaboration avec le GDRe "Monnaie, Banque, Finance" et le GDR "Développement des Recherches Économiques Euro- Méditerranéennes", Orléans, 17 décembre.

Xavier Chojnicki

Communications

"Overlapping Generations Applied Model to Ageing and Pensions OLGAMAP", avec R. Magnani, Conseil d'Orientation des Retraites, Paris 26 mars.

"Migrations et protection sociale: une approche économique appliquée au cas de la France", avec C. Drapier, *Migrations et protection sociale*, Drees-MiRe, Paris, 9 octobre.

Virginie Coudert**Communications**

"Do Terms of Trade Drive Real Exchange Rates? Comparing Oil and Commodity-Exporting Countries", avec C. Couharde & V. Mignon :

- 58^e Congrès annuel de l'AFSE, AFSE, Paris, 10 septembre.
- journée d'étude *Les taux de change des économies émergentes et en transition*, GDRE CNRS 2989, Orléans, 17 décembre.

Matthieu Crozet**Communications**

"Exporting to Insecure Markets: a Firm-level Analysis" :

- *European Research Workshop in International Trade ERWIT*, CEPR, Madrid, 1^{er}-3 juin ;
- séminaire, Aarhus University, décembre.

"Quality Sorting and Trade: Firm-Level Evidence for French Wine" :

- CAED, Tokyo, octobre ;
- séminaire, Stockholm School of Economics, Stockholm, novembre.

Intervention

"Changes in the Concept of Comparative Advantages: Discussion", *The New International Division of Labour*, Cournot Centre for Economic Studies, Paris, 12-13 novembre.

Yvan Decreux**Intervention**

"Le cycle de Doha", conférence *Le cycle de Doha*, Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique, Bercy, 10 décembre.

Evelyne Dourille-Feer**Interventions**

"Forces et faiblesses de l'économie japonaise", cycle *Le Japon contemporain*, Université Inter-Ages, Versailles, 17 mars.

"Quelles orientations économiques et sociales au Japon?", conférence *Après les élections du 30 août: quelles orientations politiques économiques et sociales au Japon?*, Centre Asie-IFRI, Paris, 17 septembre.

"Vers un nouveau modèle socio-économique au Japon?", *Confrontations Europe*, Paris, 29 octobre.

Michel Fouquin

Communication

"Mondialisation, croissance et développement", avec H. Boumellassa & A. D. Tran, conférence *Stratégies de lutte contre la pauvreté: approches méthodologiques et transversales*, AFD, Vietnam, 18-26 septembre.

Intervention

"Financer le développement", *Forum de l'OCDE 2009 - De la crise à la reprise*, OCDE, Paris, 23-25 juin.

Olena Havrylchuk

Interventions

Comments on "Bank Competition and Firm Growth in the Enlarged European Union" by G. Pellenyi, DIW, Berlin, 6 mars.

Comments on "Margins of International Banking: Is there a Productivity Pecking Order in Banking, Too?" by C. Tahmee Koch & C. Buch, *ACES Conference on Banking and Institutions*, Ifo & ACES, Munich, 11 décembre.

Communications

"Inherited or Earned? Performance of Foreign Banks in Central and Eastern Europe", avec E. Jurzyk, *FIRS Conference on Banking, Corporate Finance and Intermediation*, FIRS, Prague, 28 mai.

"Foreign Bank Entry and Credit Allocation in Emerging Markets", avec H. Degryse, E. Jurzyk & S. Kozak, *7th Paris Finance International Meeting*, AFFI, Paris, 17-18 décembre.

David Khoudour-Castéras

Communications

"Assessing the Impact of French Co-development Policy on African Countries", United Nations Development Program, New York, 7 janvier.

"Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913":

- *AEA Annual Meeting*, AEA, San Francisco, 4 janvier;
- Université de Genève, Genève, 27 mars;
- European Economic Association, Barcelone, 24 août;
- *58^e Congrès annuel AFSE*, AFSE, Nanterre, 10 septembre;
- *8th Conference of the European Historical Economics Society*, European Historical Economics Society, Genève, 6 septembre.

Intervention

"Évolution actuelle et prévisible du commerce international", *Confrontations Europe*, Bureau d'information pour la France du Parlement européen, Paris, 4 mai.

Françoise Lemoine

Communications

"Intégration régionale et rattrapage à la lumière du commerce entre l'UE15 et les économies émergentes (1995-2007)", avec D. Ünal, *Inégalités et développement dans les pays méditerranéens*, GDRI DREEM, Istamboul, 22 mai.

"China's Integration into the World Economy: Successes and New Challenges", *China 2009. State of the Art Conference*, Madagariaga College of Europe Foundation, Bruxelles, 3-4 décembre.

Interventions

"Impact de la crise sur l'insertion internationale de la Chine", *Convention du réseau international de la DGTPE*, DGTPE, Paris, 14 janvier.

"Chine: modernisation économique et globalisation", Institut Ricci, 7 février.

"Relations États-Unis/Chine: quels rôles dans la crise actuelle, quelles évolutions possibles?", *Confrontations Europe*, Confrontations, 16 février.

"Le modèle de croissance chinois à un tournant?", *Regard prospectif sur la Chine*, Direction des Affaires Stratégique, Ministère de la Défense, Paris, 18 novembre.

Riccardo Magnani

Communications

"On Linking Micro-simulation and Applied General Equilibrium by Exact Aggregation of Heterogeneous Discrete-Choice Making Agents", avec J. Mercenier, *Microsimulation as a Tool for the Analysis of Public Policies: Methods and Applications*, PSE, Paris, 9-10 février.

"Overlapping Generations Applied Model to Ageing and Pensions OLGAMAP", avec X. Chojnicki, Conseil d'Orientation des Retraites, Paris, 26 mars.

Valérie Mignon

Communications

"Nonlinear Adjustment of the Real Exchange Rate Towards its Equilibrium Value: a Panel Smooth Transition Error Correction Modelling", avec S. Béreau:

➤ *Théories et Méthodes de la Macroéconomie*, T2M, Strasbourg, 8 janvier;

➤ *Econometric Society European Meeting (ESEM)*, Econometric Society, Barcelone, 23 août.

"Do Terms of Trade Drive Real Exchange Rates? Comparing Oil and Commodity-Exporting Countries", avec V. Coudert, *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE, Paris, 10-11 septembre.

"From Various Degrees of Trade to Various Degrees of Financial Integration: What do Interest Rates Have to Say?", avec A. Bachellerie, *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE, Paris, 10-11 septembre.

"Currency Misalignments and Growth: a New Look using Nonlinear Panel Data Methods", avec S. Béreau, *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE, Paris, 10-11 septembre.

"Do Terms of Trade Drive Real Exchange Rates? Comparing Oil and Commodity-Exporting Countries", avec V. Coudert, journée d'étude *Les taux de change des économies émergentes et en transition*, GDRE CNRS 2989, Orléans, 17 décembre.

"On Emerging Asian Equilibrium Exchange Rates", avec A. Lopez-Villavicencio, journée d'étude *Les taux de change des économies émergentes et en transition*, GDRE CNRS 2989, Orléans, 17 décembre.

Cristina Mitaritonna

Communication

"CGE Modelling at the HS6 Level", avec D. Laborde, *FAO-AgFoodtrade Meeting*, FAO, Rome, 14-15 mai.

Laurence Nayman

Communication

"Investissement immatériel en France: définitions, mesures et effets sur la croissance", avec V. Delbecque, *Atelier de comptabilité nationale n° 2: investissements immatériels présents et futurs*, INSEE, 26 novembre.

Marcos Ribeiro Poplawski

Communications

"New Evidence on the Effectiveness of Europe's Fiscal Restrictions", *16th Symposium on Public Economics*, Grenade, février.

"The Credibility of the Stability and Growth Pact: Evidence from Survey Data", avec J.-C. Rülke, *6th International Conference Developments in Economic Theory and Policy*, Bilbao, 2-3 juillet.

Interventions

"Le Brésil", conférence *EU and BRICs: Challenges and Opportunities for European Competitiveness and Cooperation*, WIIW, Vienne, 13 mars.

Discussion of the paper "The Effects of Fiscal Policy on Output and Debt Sustainability", avec D. Furceri & A. Mourougane, OCDE, Paris, avril.

Alix de Saint Vaulry

Communication

"Re-Exports and Re-Imports in UN COMTRADE", *2nd Meeting of the Working Party on International Trade in Goods and Trade in Services Statistics (WPTGS)*, OCDE, Paris, 16-18 novembre.

Ahmed Tritah

Intervention

"Immigration: a Curse or a Blessing for Development in Africa", *Immigration and Development in Africa*, Austrian Development Agency and Pan African Forum, Austria, avril.

Communications

"Immigration and Host Country Income and Productivity: a Channel Accounting Approach", avec M. Aleksynska :

- *Spring Meeting of Young Economist*, Istanbul, 23 avril ;
- *Insight on Immigration and Development Economics*, Universitat Autònoma de Barcelona, Barcelone, 4 juin ;
- *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE, Nanterre, 10-11 septembre ;
- *Séminaire SIUTE*, Université de Lille 1, Lille, 1^{er} décembre.

Deniz Ünal

Communication

"Intégration régionale et rattrapage à la lumière du commerce entre l'UE15 et les économies émergentes (1995-2007)", avec F. Lemoine, *Inégalités et développement dans les pays méditerranéens*, GDRI DREEM, Istanbul, 22 mai.

Intervention

"Effondrement du commerce mondial et interdépendances UE15-NEM-Turquie", *Comment la Turquie résiste-t-elle à la crise?*, IFRI, Paris, 29 mai.

Pierre Villa

Communication

"L'équivalence entre taxation et permis d'émission échangeables", *58^e Congrès annuel de l'AFSE*, AFSE/Université de Nanterre, Nanterre, 10-11 septembre.

Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Agnès Bénassy-Quéré

Vice-présidente du Club du CEPIL.

Membre du *ECB Shadow Council*.

Membre de la *Commission Économique de la Nation*.

Membre du Comité scientifique du RIEF. Participation au groupe du Conseil des prélèvements obligatoires sur la fiscalité des entreprises.

Benjamin Carton

Participation au groupe de travail des modélisateurs DSGE dans les administrations présentes à Paris.

Xavier Chojnicki

Responsable scientifique de la conférence "Spring Meeting of Young Economists", Istanbul, 24-26 avril.

Matthieu Crozet

Membre du comité d'organisation du colloque AFSE 2009.

Evelyne Dourille-Feer

Coordination, organisation et préparation des réunions du Groupe d'analyse de la mondialisation.

Participation au programme de recherches et de débats sur le Japon, Centre Asie-IFRI.

Charlotte Emlinger

Participation à différents groupes de travail sur le système de protection européen pour le secteur des fruits et légumes (Commission Européenne DG Agri, Ministère de l'agriculture, chambres régionales d'agriculture).

Lionel Fontagné

Membre du Conseil du Conseil d'Analyse Économique.

Membre du Comité de concertation enquête FATS, INSEE.

Membre du Comité scientifique du CREST.

Michel Fouquin

Administrateur-délégué du Club du CEPIL.

Membre de la Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie (CPCI).

Nina Kousnetzoff

Participation au groupe de travail *Fret et changement climatique*, Centre d'analyse stratégique.

Françoise Lemoine

Membre du comité éditorial de la revue *Perspectives Chinoises/China Perspectives*.

Membre du Conseil scientifique des Instituts Français de Recherche à l'Étranger du Pôle Asie.

Participation à la préparation à l'examen de EDR Chine de l'OCDE, DGTPE (10 novembre).

Évaluation du Projet transversal du CERI "Économies politiques comparées Europe/Asie".

Thierry Mayer

Membre Junior de l'Institut Universitaire de France.

Membre du comité éditorial d'*Economic Policy* et de *Regional Science and Urban Economics*.

Membre élu du CNU section 05.

Membre du jury des chaires d'excellence de l'ANR.

Membre élu des comités de sélection de Lille 1 et Sciences Po.

Valérie Mignon

Co-rédacteur en chef de la revue *Économie internationale*.

Responsable de l'axe Économétrie et modélisation en finance assurance du laboratoire EconomiX.

Membre du comité éditorial de la revue *Finance*.

Membre élu au Comité directeur de l'AFSE.

Membre du comité scientifique du Congrès annuel de l'AFSE, septembre.

Membre du comité scientifique des Journées de l'Économie, Lyon, 12-14 novembre.

Co-responsable des Journées d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 25 novembre.

Co-responsable des Doctoriales en Macroéconomie Financière Internationale (EconomiX/CEPN), Paris Ouest, Nanterre La Défense, 6 février.

Membre du comité scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, Aix-en-Provence, 23-24 avril.

Membre du comité scientifique de la journée d'étude "Les taux de change des économies émergentes et en transition" du GDR CNRS 2989 Économie du développement et de la transition, Orléans, 17 décembre.

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE, de la Fondation de la Banque de France et de la Chancellerie des Universités de Paris.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche.

Participation au groupe de travail *Impact du prix du pétrole sur l'économie française*, Conseil d'Analyse Économique.

Annexe



Relations internationales du CEPII

RELATIONS INTERNATIONALES DU CEPII

Consortium Agfoodtrade

Consortium de treize instituts européens sur l'évaluation des projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne et les autres régions du monde, avec une attention particulière pour l'agriculture.

Les instituts membres : INRA (AgroParisTech & Agrocampus Ouest), University of Copenhagen, Università degli Studi del Molise, Trinity College Dublin, IFPRI, Wyższa Szkoła Ekonomiczna w Białymstoku, Institut Sénégalais de Recherches Agricoles, Institute for Prospective Technological Studies, CEPII, Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre, VITAMIB SAS & Università della Calabria.

Consortium ATLASS

ATLASS (*Advanced Trade Liberalisation Analysis and Simulation Support*) est un consortium d'instituts de recherche réalisant des études sur les politiques commerciales pour le compte de la DG commerce de la Commission européenne, dont le CEPII est leader. Créé en 2008 et prenant la suite du consortium NECTAR, ATLASS réunit le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, Paris, France), le CPB (The Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), le GEP (The Leverhulme Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, School of Economics of the University of Nottingham, Nottingham, Royaume-Uni), l'IDE-JETRO (Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization, Japon), l'IFPRI (International Food Policy Research Institute, Washington DC, États-Unis), l'IIS (Institute for International Integration Studies, Irlande), le SIAW (Swiss Institute for International Economics and Applied Economic Research, St Gallen, Suisse) et enfin l'UNECA (United Nations - Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Éthiopie). Les études effectuées portent sur la spécialisation européenne, la mesure des barrières aux échanges de services, les biocarburants.

Consortium EFIGE

(*European Firms In Global Economy*)

Le consortium EFIGE a pour objectif d'apporter une analyse économique des politiques internes et externe en matière de compétitivité, et d'examiner les stratégies d'internationalisation des firmes européennes. EFIGE fait suite au projet EFIM. Il est dirigé par Bruegel, en collaboration avec sept autres partenaires, et a reçu le soutien de la DG Recherche de la Commission européenne à travers son programme FP7. Le consortium a été monté pour une travailler de septembre 2008 à septembre 2012.

La globalisation a accru la pression concurrentielle sur les entreprises européennes, aussi bien sur les marchés internationaux que sur le marché intérieur. Cette pression creuse le fossé entre gagnants et perdants à la mondialisation, entre les secteurs comme au sein de chaque industrie. Comprendre l'interaction entre la mondialisation et de l'économie européenne nécessite une analyse approfondie de la façon dont les entreprises font face à cet environnement difficile. En particulier, il nous faut comprendre comment elles sont amenées à réorganiser leurs activités internationales, sur le marché intérieur et hors d'Europe. C'est à cela que les partenaires d'EFIGE travaillent.

Les instituts membres: Banca d'Italia, Banco de España, Banque de France, Bruegel, CEPPI, CEPR, Deutsche Bundesbank, IAW, IEHAS, Ld'A, National Bank of Belgium, OECD, Unicredit & Universidad Carlos III de Madrid.

Réseau ELSNIT

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et les Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (Paris, France).

CREI, Centre de Recerca en Economia Internacional (Barcelone, Espagne).

IADB, Inter-American Development Bank (Washington DC, États-Unis).

IFW, Institut für Weltwirtschaft (Kiel, Allemagne).

IUE, Institut Universitaire Européen (San Domenico di Fiesole, Italie).

Consortium ENEPO

Le consortium ENEPO (*EU Eastern Neighbourhood: Economic Potential and Future Development*) fait partie du 6e programme-cadre de la Commission européenne. Les travaux, qui ont débuté à la fin du mois d'avril 2006 pour une durée de trois ans, portent sur les nouvelles politiques de voisinage de l'Union européenne. Le CEPPI traite plus particulièrement des questions migratoires.

Les instituts membres :

Consortium dirigé par le CASE (Varsovie), auquel participent également le CEFIR (Nakhimovsky, Russie), le CASE-Kyrgyzstan, le CASE-Transcaucasus (Géorgie), le CASE-Ukraine (Kiev), le CASE-Moldavie,

le CEPII, le CEPS (Bruxelles), l'Institute for Market Economics de Sofia (Bulgarie), l'Institut de recherche sur l'Économie Mondiale de Kiel et le Norwegian Institute for International Affairs (Oslo).

Réseau ENEPRI

Le réseau ENEPRI, piloté par le CEPS, réalise des études, organise des séminaires et publie des documents de travail dans le domaine de la politique économique.

Les instituts membres :

B_IER, Institute of Economic Research Slovak Academy of Sciences (Bratislava, Slovaquie).

CASE, Center for Social and Economic Research (Varsovie, Pologne).

CCEIA, Cyprus Center for European and International Affairs Cyprus (Chypre).

CEE, Center for Economics and Econometrics, Bogazici University (Istanbul, Turquie).

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (Paris, France).

CEPS, Centre for European Policy Studies (Bruxelles, Belgique).

CERGE-EI, Centre for Economic Research and Graduated Education, Charles University (Prague, République tchèque).

CG&G, Center for Globalization & Governance (Lisbonne, Portugal).

CPB, Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis (La Haye, Pays-Bas).

DIW, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Berlin, Allemagne).

ESRI, Economic and Social Research Institute (Dublin, Irlande).

ETLA, The Research Institute of the Finnish Economy (Helsinki, Finlande).

FEDEA, Fundación de Estudios De Economía Aplicada (Madrid, Espagne).

FPB, Belgian Federal Planning Bureau (Bruxelles, Belgique).

ICCS/E3MLab, Institute of Communication and Computer Systems/ Energy-Economy Environment Modelling Laboratory (Athènes, Grèce).

IER, Institute for Economic Research (Ljubljana, Slovénie).

IET, Institute for the Economy in Transition (Moscou, Russie).

IHS, Institute for Advanced Studies (Vienne, Autriche).

IoE, Institute of Economics - Bulgarian Academy of Sciences (Sofia, Bulgarie).

ISAE, Istituto di Studi e Analisi Economica (Rome, Italie).

NIERS, National Institute for Economic and Social Research (Londres, Royaume-Uni).

PRAXIS, Center for Policy Studies (Tallinn, Estonie).

SFI, Danish National Institute of Social Research (Copenhague, Danemark).

SSB Statistics Norway, Research Department Statistics (Oslo, Norvège).

TARKY, Social Research Centre Inc. (Budapest, Hongrie).

Consortium FINESS

(Financial Systems, Efficiency and Stimulation of Sustainable Growth)

Le consortium FINESS (7^e programme-cadre de la Commission européenne) a pour objet d'apporter une compréhension claire des implications du processus d'intégration financière qui est actuellement en cours en Europe sur la croissance économique, l'emploi et la compétitivité et d'en tirer les principaux enseignements pour la conduite de la politique économique.

Au niveau macroéconomique, le rôle des systèmes financiers et leurs canaux de transmission seront explorés par différentes techniques économétriques, en prenant en compte les interactions dynamiques qui existent entre les marchés financiers, le marché des biens et services, ainsi que les marchés du travail. Une gamme d'indicateurs pour mesurer le degré d'intégration financière sera construite et développée par le consortium.

L'approche comparative retenue par le consortium est particulièrement utile pour découvrir les catalyseurs et les goulots d'étranglement dans l'architecture des systèmes financiers. En examinant des ensembles de données uniques, le consortium étudiera en détail le rôle de la structure financière, c'est-à-dire, du secteur bancaire, sur la création d'entreprises et leur durée de vie.

Les instituts membres :

CEPII (France); **Institute for Market Economics** (Bulgarie); **Université de Gand** (Belgique); **IFO Munich** (Allemagne); **ICEG**, International Center for Economic Growth (Hongrie); **Université de Cambridge** (Royaume-Uni); **Université de Tuebingen** (Allemagne).

Groupement d'intérêt scientifique "Politique commerciale" (GISPOLCOM)

Le GISPOLCOM a été conjointement constitué, fin 2002, par la Direction de la Prévision (DP) et la Direction des Relations Économiques Extérieures (DREE), réunis fin 2004 au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique (DGTPE) du Ministère de l'Économie et des finances, l'Institut National de la Recherche Agonomique (INRA) et le Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII).

Le GIS Politique Commerciale a pour but d'assurer la présence de la recherche française sur les études de politique commerciale au plus haut niveau international.

À cette fin, le GIS réunit les moyens nécessaires pour :

- la réalisation de recherches sur les impacts des politiques commerciales et de leurs réformes ;
- la mise en commun des informations sur les recherches actuellement en cours au niveau mondial sur l'analyse des politiques commerciales et de leurs effets, notamment celles réalisées dans le cadre du consortium GTAP (Global Trade Analysis Project) ;
- l'organisation d'un séminaire régulier de présentation de recherches portant sur l'analyse des politiques commerciales.

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, le GIS s'appuie sur un Dispositif de recherche, un Conseil de groupement et un Secrétariat permanent.

Le dispositif de recherche rassemble les personnels, les équipes et les unités des parties signataires impliquées dans le GIS pour tout ou partie de leur activité.

Le Conseil de groupement est composé de deux représentants de l'INRA (Jean-Christophe Bureau et Chantal Le Mouél), de deux représentants du CEPII (Lionel Fontagné et Yvan Decreux), de deux représentants de la DGTPE (Bruno Valersteinas et Jean-Luc Schneider).

Les instituts membres : l'INRA, la DGTPE et le CEPII.

Consortium GTAP

Le CEPII est membre du consortium GTAP (*Global Trade Analysis Project*). La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par tous les chercheurs dans le monde pour étudier les politiques commerciales en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DGTPE.

Les instituts membres :

AERI, Agricultural Economics Research Institute (The Hague, The Netherlands).

ABARE, Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics (Canberra, Australia).

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (Paris, France).

CPB, Netherlands Bureau of Economic Policy Analysis (The Hague, The Netherlands).

ESRI, Economic and Social Research Institute, Cabinet Office (Tokyo, Japan).

EU, European Commission (Bruxelles, Belgique).

FAL, Federal Agricultural Research Centre (Braunschweig, Germany).

IADB, Inter-American Development Bank (Washington DC, USA).

IBRD, International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank (Washington DC, USA).

IFPRI, International Food Policy Research Institute (Washington DC, USA).

MIT Joint Program on the Science and Policy of Global Change (Cambridge MA, USA).

OECD, Environment Directorate (Paris, France).

Productivity Commission (Belconnen, Australia).

RIETI, Research Institute of Economy, Trade and Industry (Tokyo, Japan).

SJFI, Danish Institute for Agricultural and Fisheries Economics (Copenhagen, Denmark).

UNCTAD, United Nations Conference on Trade and Development (Geneva, Switzerland).

US-EPA, US Environmental Protection Agency, Economy and Environment Division (Washington DC, USA).

USITC, US International Trade Commission (Washington DC, USA).

USDA-FAS, Economic Research Service on the United States Department of Agriculture (Washington DC, USA).

WTO, World Trade Organization (Geneva, Switzerland).

Réseau RIEF

Le réseau *Research in International Economy and Finance* (RIEF) s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES, Association pour le Développement de la Recherche en Économie et en Statistique.

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales.

ENPC, École Nationale des Ponts et Chaussées.

GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix.

IFPRI, International Food Policy Research Institute.

PSE, Paris-Jourdan Sciences Économiques.

THEMA, THéorie Économique, Modélisation et Applications, laboratoire de recherche en économie.

ULB, Université Libre de Bruxelles.

Université de Paris I.

SERVICEGAP

Le projet SERVICEGAP s'est donné pour objectif d'étudier les questions soulevées, dans le domaine de la recherche académique comme dans celui des décisions publiques, par l'essor du secteur des services dans l'économie mondiale. Il le fera notamment à travers l'examen de l'évolution de la productivité dans les secteurs de services, des liens entre les services et les autres secteurs, ou encore des changements technologiques dans les moyens de fourniture de services.

L'objectif global de ces recherches est de réaliser une vaste étude de l'impact du marché des services sur la croissance économique globale de l'Union européenne, au regard des performances des régions concurrentes, et en particulier les États-Unis.

Le projet est divisé en trois grands thèmes de recherche : la mesure de la productivité dans les services les changements technologiques et l'internationalisation. C'est sur dernier thème que porte l'essentiel des contributions du CEPII.

Les partenaires :

The University of Birmingham (RU), **Economic and Social Research Institute** (Irlande), **ZEW** (Allemagne), **NIESR** (RU), **CASE** (Pologne), **Institute for World Economy** (Allemagne), **HIS** (Autriche), **ETLA** (Finlande), **IER** (Slovenie), **CEPS** (Belgique), **CEPII** (France), **CIREM** (France), **WIFO** (Autriche).

Consortium TradeAg

Le consortium TradeAg (*Agricultural Trade Agreements*) fait partie du 6e programme-cadre de la Commission européenne.

L'objectif est de développer et d'utiliser des modèles d'équilibre général calculable pour analyser l'impact de futurs accords commerciaux dans l'Union européenne et d'autres régions du monde, avec une attention particulière pour la politique agricole commune. Le consortium est dirigé par l'INRA dont les travaux ont démarré en avril 2005 pour une durée de trois ans.

Les instituts membres :

ADEPRINA, Association pour le Développement de l'Enseignement de Perfectionnement et de la Recherche à l'Institut National Agronomique (France).

CEPII, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (France).

CREDIT, University of Nottingham Centre for Research in Economic Development and International Trade, School of Economics (Royaume-Uni).

INAP-G, Institut National Agronomique Paris-Grignon (France).

MAICh (Grèce).

PTT, Pellervon taloudellisen tutkimuslaitoksen kannatusyhdistys r.y. (Finlande).

SAU, Mediterranean Agronomic Institute of Chania/CIHEAM (Slovaquie).

TCD, Trinity College Dublin (Irlande).

UNIMOL, Università degli Studi del Molise (Italie).

UNIVAL, Università della Calabria (Italie).

UPV, Universidad Politécnica de Valencia (Espagne).

VITAMIB (France).

Rapport d'activité 2009



CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO ET COUVERTURE

Isabelle Bartolozzi

IMPRESSION

Centre d'analyse stratégique

CEPII

9, rue Georges Pitard - 75740 Paris Cedex 15
www.cepii.fr

Imprimé en juin 2010

